



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

n° 30 - vendredi 11 juin 2010

Dans ce numéro :

- Chronique d'un bouleversement
- Sommaire des articles

Chronique d'un bouleversement

Fin de semaine dernière, les ministres des finances des 20 pays les plus riches se sont retrouvés une nouvelle fois. Il s'agissait de préparer le prochain sommet du G20 qui doit se tenir à Toronto les 26 et 27 juin. Refrain de rigueur, il y a été question, bien sûr, de «ramener la confiance sur les marchés»... Pour cela, pas de scoop dans le communiqué final : «*Les pays confrontés à de graves défis budgétaires doivent accélérer le rythme de la consolidation. Nous saluons les récentes déclarations de certains pays sur la réduction de leurs déficits en 2010 et le renforcement de leurs cadres budgétaires et de leurs institutions*»...

Dans le droit fil politique de cette déclaration, Sarkozy et Merkel annonçaient dimanche soir la mise en route du «plan européen» concocté le 9 mai dernier, censé «rassurer» les marchés, offrant des centaines milliards aux banques et donnant un nouveau tour de vis brutal aux travailleurs.

Mais dès lundi, les Bourses plongeaient de nouveau. Les marchés obligataires, «rassurés», réagissaient en toute logique par de nouvelles attaques contre les pays fragilisés par la dette. La Hongrie entrait à son tour dans le club des pays menacés de faillite... Merkel, qui devait rencontrer Sarkozy lundi soir pour discuter d'une nouvelle stratégie européenne contre la crise, lui a posé un lapin pour aller présenter aux députés le plan de rigueur qu'elle compte faire ingurgiter à la population allemande...

Comme pour mieux illustrer les raisons de l'impuissance des dirigeants politiques à contrôler un tant soit peu l'évolution de la crise, le nouveau procès de G. Kerviel vient de s'ouvrir mardi. La Société Générale veut faire payer à son ancien trader le fait de lui avoir fait perdre, dans le cadre de son activité quotidienne, 4,9 milliards d'euros... Autre procès qui fait la une, celui de Jean-Marie Messier, ex-PDG de Vivendi-Universal, accusé d'avoir, au début des années 2000, conduit le groupe au bord de la ruine, «*d'avoir dissimulé la catastrophe en présentant sous un jour favorable les chiffres de la société, d'avoir manipulé le cours de l'action et tenté de se faire octroyer un «parachute doré» de 20,5 millions d'euro*»... Ces procès, ce sont ceux d'un système totalement soumis à la spéculation et dont la folie s'étale au grand jour.

Pendant ce temps, dans le Golfe du Mexique, la catastrophe écologique continue. Cela n'empêche pas son responsable, la compagnie pétrolière BP, de promettre à ses actionnaires d'assurer leurs dividendes, dont le total pourrait atteindre dix milliards et demi de dollars...

L'actualité de la semaine reflète, en concentré, la crise globale dans laquelle les classes capitalistes enfoncent la société. Discuter des moyens d'en sortir, c'est revenir sur l'histoire de ces trois dernières années où le monde a

Débat révolutionnaire est animé par des militants du Nouveau Parti Anticapitaliste

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : expedr@npa-debatrevolutionnaire.org

connu un profond et irréversible basculement vers la régression économique, sociale, politique. Nous voudrions y revenir à travers les principaux articles de *Débat militant*, puis de *Débat révolutionnaire* qui ont jalonné cette période. Plus que la continuité de nos analyses, c'est la continuité des luttes de classes que nous voudrions illustrer, en considérant la crise comme « *un moment de la lutte de classes* » pour mieux saisir les moyens de rompre la spirale destructrice...

Chaque passage en *italique* constitue un hyperlien, cliquez dessus pour accéder à l'article correspondant...

En aout 2007, la crise commence avec l'éclatement de la bulle spéculative du crédit immobilier américain. C'était la première manifestation d'un phénomène bien plus global, aboutissement de la dernière phase de la mondialisation, d'une spéculation sans limite sur la dette privée. Le secteur du crédit immobilier des Etats-Unis s'est effondré le premier, mais tous les secteurs de l'économie étaient atteints de la même maladie. C'étaient *les premiers pas d'une crise financière globalisée...* Les titres de dette qui avaient jusque-là constitué une manne pour les spéculateurs et qui s'étaient disséminés, au gré des jeux spéculatifs, dans l'ensemble du système financier, sont brutalement devenus «toxiques». Premières responsables de cette situation, les banques étaient menacées de perdre leur mise... La panique a saisi les marchés financiers, entraînant l'effondrement des Bourses. La crainte, pour chaque banque, que ses partenaires ne soient menacées de faillite du fait de la possession de titres toxiques a déclenché une crise généralisée du crédit...

Les gouvernements y ont répondu en injectant des milliers de milliards dans les circuits financiers. Cet argent a surtout servi à éviter la ruine des grandes banques en faisant prendre en charge les faux-frais de leur cupidité par les contribuables. Des réponses de classe en droite ligne de la politique qui avait conduit à la crise et qui posent, *face à la crise mondialisée de la civilisation du profit, l'urgence sociale et démocratique.*

Renflouée par l'argent public, soutenue par la politique des dirigeants aux ordres, la spéculation a pu reprendre de plus belle...

Début 2008, ce sont les secteurs de l'énergie et des matières premières, dont celles du secteur agricole, qui sont devenues la cible de cette spéculation, conduisant une trentaine de pays pauvres à la famine, aux émeutes de la faim. *Pour faire face à la mondialisation de la crise, le nécessaire regroupement politique des travailleurs* s'impose comme la seule issue possible.

La crainte de la contestation sociale tout comme les conséquences économiques de la hausse des prix de l'énergie et des matières premières a gagné les dirigeants politiques. Tous prétendent alors vouloir «réguler», «moraliser» le capitalisme... Ils montrent surtout leur impuissance face à une situation qui les dépasse : *spéculation, surprofits, inégalités... vers la catastrophe annoncée...*

Ce que confirment, en **septembre 2008**, les faillites retentissantes de grandes banques, dont Lehman-Brothers aux Etats-Unis. Loin d'éloigner les risques de crise, les milliards n'ont fait que retarder l'échéance. La chute n'en est que plus rude, et c'est la *panique financière et boursière, récession, crise globalisée de la mondialisation.*

Mais qu'à cela ne tienne : des centaines de milliards sont de nouveau distribués par les Etats. Les discours encensent ce nouvel «*interventionnisme*» des Etats. Serait-ce le «*socialisme à Wall-Street*»?... Mais la crise n'a pas sonné la fin du libéralisme, elle a simplement accentué la main mise du capitalisme financier sur les Etats, l'évolution vers un *libéralisme d'Etat !* Nouveaux cadeaux aux grand patronat industriel et financier, nouveaux coups contre les travailleurs, c'est ce que Sarkozy appelle le retour vers «*les sources éthiques du vrai capitalisme*»... Le «*retour du politique*», c'est *l'étatisme de Sarkozy, ou l'union de la banque et de l'Etat contre les travailleurs et les peuples.*

Une nouvelle fois, gavé d'argent public, le monde de la finance reprend ses jeux de casino. Les grandes entreprises industrielles (construction, automobile) bénéficient elles aussi des milliards de l'Etat (commandes, prime à la casse). Cette «relance» ne pouvait être, bien évidemment, qu'une relance des profits. Elle accumulait de nouvelles difficultés financières, économiques, mais aussi sociales... La solution ne peut venir que de l'intervention des classes populaires, autour de leurs propres exigences : *la relance, c'est la nationalisation des banques, le contrôle des travailleurs, la hausse des salaires, le partage du travail...*

L'année 2009 commençait avec les manifestations massives du 29 janvier en France, aux cris de «*Aux riches de payer leur crise*». Se tenait aussi **le congrès du NPA, au moment où tout peut basculer...**

Les milliards de cadeaux des Etats se sont traduits en 2009 par une croissance quasi continue des Bourses, une année d'annonces scandaleuses de résultats des grands groupes, du CAC40, des dividendes distribués aux actionnaires, des bonus et autres pactoles distribués aux plus riches. Le tout ponctué de grandes messes et autres G20, occasion pour les dirigeants politique des plus grandes puissances de mettre en scène leurs discours sur la «régulation». Mais ils nous jouent en vain **«la comédie de Londres» : la «régulation» ne peut venir que des travailleurs et des populations.**

Fric à gogo d'un côté, récession et chômage de l'autre... tandis que les affaires reprenaient pour les vautours de la finance, la crise de «l'économie réelle», elle, ne cessait de s'aggraver, jetant des centaines et des centaines de salariés au chômage, alimentant la récession. Cela n'empêchait pas les gouvernements de nous expliquer que puisque la finance allait bien, tout allait s'arranger, qu'il suffisait de prendre son mal en patience. Du bluff : **l'embellie boursière, la reprise, ne sont que les mirages d'un capitalisme sans amarre.** La réalité de leur «sortie de crise», c'est **le mirage de la reprise ou comment la politique des classes dominantes alimente leur crise.**

L'été 2009 s'annonçait comme **l'«été financier» qui prépare la tempête...** Les dirigeants des 20 pays les plus puissants du monde se réunissent de nouveau fin septembre pour annoncer, **derrière la farce du G20, l'offensive des classes dominantes...** A nouveau, ce sont les discours sur la reprise, sur la nécessaire moralisation du capitalisme, sa régulation... Un rideau de fumée destiné à envelopper de nouvelles attaques contre les populations. Mais le mensonge sur la sortie de crise n'a pas tardé à faire long feu.

Fin octobre 2009, alors que les résultats des multinationales confirmaient une reprise importante des profits, l'accumulation des déficits publics commence à tracasser les milieux dirigeants, inquiets d'**une fièvre financière qui annonce une probable rechute.** Inquiétude justifiée...

Début décembre 2009, premier coup de semonce de la crise des déficits publics qui s'annonce, l'Emirat de Dubaï annonçait ses difficultés à payer les intérêts de ses dettes. On entre dans **un nouvel épisode d'une crise chronique.**

Début 2010, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, dont la dette a été creusée par les milliards dilapidés en soutien à la finance et la diminution des ressources publiques consécutive à la récession, sont touchés à leur tour. Tous ces pays, et bien d'autres, sont victimes de ces mêmes banques qui ont empêché les milliards de «soutien» des Etats, et qui spéculent maintenant sur la dette publique qu'ils ont contribué à creuser et dont ils se nourrissent, entraînant leurs débiteurs vers la faillite. **La dette publique, c'est le tribut payé par l'humanité à la finance.** Un phénomène qui dépasse largement **la Grèce, symptôme d'une Europe malade de la dette et de la spéculation financière.**

La crise de la dette privée de 2007 s'est transformée en crise de la dette publique, menace d'un nouvel effondrement financier généralisé, mais aussi nouvelle étape dans l'offensive des classes dominantes contre les peuples, pour leur faire payer la crise. C'est **le tournant grec**, un pas de plus dans la crise. Une urgence s'impose: **mettre fin à la main mise des rentiers et des spéculateurs sur les fonds publics.**

Ça n'est bien entendu pas la perspective choisie par les dirigeants européens, confrontés à une crise qui se répercute sur l'ensemble de l'Union européenne et sa monnaie, l'euro... Le plan européen concocté le 9 mai par Sarkozy-Merkel, poussés par Obama et soutenus par le patron de la BCE Trichet et du FMI Strauss-Khan, est un nouveau cadeau de 750 milliards au monde de la finance. 250 milliards seront fournis par le FMI, 500 milliards seront empruntés par les Etats aux banques pour racheter à ces mêmes banques les «titres toxiques» qu'elles ont accumulé en spéculant sur la dette de ces mêmes Etats... C'est une nouvelle fuite en avant dans la spirale de l'endettement. Elle s'accompagne, sous prétexte de «réduire les déficits» et «de rassurer les marchés», de plans d'austérité d'une violence sans précédent pour faire payer la crise aux travailleurs et aux couches populaires, un pas de plus dans la guerre pour les profits que mène l'aristocratie financière contre la classe ouvrière du monde entier.

Les travailleurs grecs et espagnols ont déjà dit massivement, dans la rue, leur détermination à ne pas payer pour les «voleurs», portant l'exigence qui s'impose : *contre les prédateurs de la finance et les Etats, refuser de payer la dette...*

Dépassés par la situation, les gouvernements ne connaissent qu'un remède : des milliers de milliards pris sur les fonds publics pour les banquiers ; la régression sociale pour les couches populaires, condamnées à payer la facture. Ces mesures, l'expérience de trois ans de crise l'a clairement montré, sont impuissantes à juguler la crise. Pire, elles l'aggravent.

Mais il n'y a rien d'étonnant à ce que, malgré cela, la grande bourgeoisie financière et ses larbins politiques s'obstinent dans une fuite en avant destructrice. Leur seule logique est celle des profits, qu'elles qu'en soient les conséquences. Ces profits, ils les extorquent aux classes laborieuses, par tous les moyens. De ces richesses produites par le travail humain, ils tirent les capitaux avec lesquels ils spéculent... Et lorsque leur système s'enraye, conséquence de leur guerre de classe, ils ne savent rien faire d'autre qu'accentuer la pression sur la source véritable de leur richesse, les exploités... Ne pas le faire serait admettre la faillite de leur système. Et ce serait accepter les conséquences de cette faillite : la fin de leur pouvoir sur la société, la fin de leurs titres de propriété sur l'ensemble des moyens de production et d'échange, la fin de leur domination de classe.

Sortir de la crise que connaît le capitalisme impose de remettre en cause ce qui en fait le fondement même, la course au profit, le contrôle de l'ensemble de l'économie par une poignée d'aristocrates financiers. Cela ne peut-être le fait que des exploités, de leurs luttes sociales et politiques pour imposer leurs propres exigences.

Actuellement, en Chine, de nombreux salariés mènent des grèves dures pour les salaires. Ceux du groupe Foxconn, qui fabrique du matériel électronique pour des marques comme Apple, viennent d'arracher des augmentations qui vont faire passer le salaire moyen de 900 yuans aujourd'hui à 2000 (245 euros) au mois d'octobre. La grève continue dans les usines Honda et quelques autres, avec des manifestations qui se heurtent aux forces de répression. Mardi dernier, les travailleurs de la fonction publique espagnole étaient en grève et dans la rue pour dire leur refus du plan d'austérité que cherche à leur imposer le gouvernement socialiste de Zapatero...

L'alternative est là.

La crise globale du capitalisme que nous vivons est l'aboutissement de 30 ans d'expansion capitaliste, c'est-à-dire de concentration croissante des richesses entre les mains d'une minorité au détriment de la majorité. Elle ouvre à son tour une nouvelle étape de cette mondialisation.

Le capitalisme, tandis qu'il courrait vers la faillite, préparait en même temps les éléments de son propre dépassement : des millions et des millions de salariés répartis sur l'ensemble de la planète, et soumis à la même exploitation, exacerbée par la crise. Régression continue pour les uns, milliards des Etats et «résultats» insolents pour les autres, les inégalités sociales deviennent insupportables et nourrissent la révolte populaire. Une crise politique latente se développe qui touche bien au delà des individus et des partis qui sont «aux affaires». Tous les partis de gouvernement sont touchés, et à travers eux, finalement, les institutions des Etats bourgeois eux-mêmes. La question du pouvoir se pose directement à tous ceux qui refusent de faire les frais de la crise. Le tournant que nous sommes en train de vivre accentue l'urgence et la nécessité, pour les classes populaires, de se regrouper autour d'un plan contre la crise. Il en réunit aussi les possibilités.

Ce plan, c'est l'exigence de mettre fin à la régression sociale, en imposant des salaires décents, l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous, la fin des attaques contre les retraites, la protection sociale, les droits à la santé... C'est aussi l'exigence de retirer aux financiers leurs moyens de nuire, en prenant le contrôle du système financier. C'est enfin la nécessité de décider nous-mêmes de notre vie, en mettant en place notre pouvoir démocratique, un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations. C'est un plan vers le socialisme.

Daniel Minvielle

Sommaire

Article	Publié dans	Du	Page
Les premiers pas d'une crise financière globalisée...	Débat militant n°164	23/08/07	6
Face à la crise mondialisée de la «civilisation» du profit, l'urgence sociale et démocratique	Débat militant n°184	10/01/08	8
Pour faire face à la mondialisation de la crise, le nécessaire regroupement politique des travailleurs	Débat militant n°194	01/05/08	11
Spéculation, surprofits, inégalités... vers la catastrophe annoncée	Débat militant n°198	26/06/08	12
Panique financière et boursière, récession, crise globalisée de la mondialisation	Débat militant n°203	18/09/08	14
Libéralisme d'Etat !	Débat militant n°205	16/10/08	16
L'étatisme de Sarkozy ou l'union de la banque et de l'Etat contre les travailleurs et la population	Débat militant n°206	30/10/08	20
La relance, c'est la nationalisation des banques, le contrôle des travailleurs, la hausse des salaires, le partage du travail...	Débat militant n°208	27/11/08	23
Le congrès du NPA, au moment où tout peut basculer...	Débat militant n°213	04/02/09	26
« La comédie de Londres » : la « régulation » ne peut venir que des travailleurs et des populations	Débat révolutionnaire n°2	03/04/09	28
Embellie boursière, reprise, les mirages d'un capitalisme sans amarre	Débat révolutionnaire n°5	15/05/09	30
Le mirage de la reprise ou comment la politique des classes dominantes alimente leur crise	Débat révolutionnaire n°8	26/06/09	32
Un «été financier» qui prépare la tempête	Débat révolutionnaire n°10	24/07/09	34
Derrière la farce du G20, l'offensive des classes dominantes...	Débat révolutionnaire n°12	25/09/09	36
Une fièvre financière qui annonce une probable rechute	Débat révolutionnaire n°14	23/10/09	38
Nouvel épisode d'une crise chronique	Débat révolutionnaire n°17	04/12/09	40
La dette publique, tribut payé par l'humanité à la finance	Débat révolutionnaire n°18	18/12/09	42
La Grèce, symptôme d'une Europe malade de la dette et de la spéculation financière	Débat révolutionnaire n°22	19/02/10	43
Le tournant grec	Débat révolutionnaire n°24	19/03/10	45
Mettre fin à la main mise des rentiers et des spéculateurs sur les fonds publics	Débat révolutionnaire n°26	16/04/10	48
Contre les prédateurs de la finance et les Etats, refuser de payer la dette	Débat révolutionnaire n°28	14/05/10	51

Les premiers pas d'une crise financière globalisée...

Débat militant n° 164 du 23/08/07

Démarrée aux Etats-Unis dans le secteur des crédits immobiliers, une crise financière balaie depuis la mi-août l'ensemble des marchés financiers, entraînant l'effondrement des bourses et menaçant de paralyser la circulation monétaire. Crise annoncée, puisqu'une première alerte avait secoué les bourses au mois de mai dernier, suite à la faillite de certaines sociétés de crédit immobilier «à risque».

Rentrée de vacances en urgence le 16 août, la ministre de l'Economie, Lagarde, a incité les petits épargnants à «garder la tête froide». Pratiquant le bluff et la suffisance qui caractérisent le gouvernement de Sarkozy, elle affirmait qu'«elle ne croyait pas aujourd'hui en une contamination de l'économie réelle en France»... au moment même où tout le monde était bien obligé de reconnaître que la crise touchait l'ensemble du système financier mondial !

Sarkozy, de son lieu de villégiature aux Etats-Unis, n'a bien entendu pas raté l'occasion de montrer sa capacité d'initiative, affirmant à quelques journalistes : «Moi, je suis pour une économie qui fasse toute sa place aux créateurs, aux salariés, pas aux spéculateurs [...] Je crois profondément à la liberté, mais je ne peux pas accepter ce que nous avons vécu toutes ces dernières années : l'explosion de la spéculation [...] Je l'ai dit pendant la campagne : je suis pour la moralisation du capitalisme financier et la moralisation passe par la régulation, des règles prudentielles et de la transparence [...] La liberté, ce n'est pas la loi de la jungle».

Fort de ces prétentions, il a envoyé le 17 août une lettre largement médiatisée à Angela Merkel, qui préside actuellement le G7, pour lui faire part de son «analyse» de la situation et des remèdes qui permettraient, selon lui, d'y faire face. Il y proposait de réunir le G7 de façon anticipée, afin de mettre en place plus de «transparence» et une plus juste «évaluation des risques» dans les affaires financières. Condition pour que le monde de la finance puisse assurer en toute sécurité le rôle qui est, selon lui, le sien : fournir les capitaux nécessaires au fonctionnement harmonieux de «l'économie réelle»...

Merkel a ignoré Sarkozy, lui faisant répondre par le vice porte-parole du gouvernement allemand que ces propositions, elle les avait déjà faites elle-même, en vain, lors de la dernière réunion du G7 en juin dernier, et qu'on allait attendre la prochaine réunion, en octobre, pour en rediscuter...

C'est bien la loi de la jungle et les déclarations sur «la moralisation» sont non seulement hypocrites mais vaines. Ni Sarkozy, ni Merkel, pas plus que les autres dirigeants du G7, n'ont la moindre prise sur la crise en cours. Crise qui, loin de se limiter au secteur de l'immobilier à risque américain, et bien que les bourses se soient maintenant stabilisées et aient recommencé à monter, est le signe que c'est bien l'ensemble du système financier international qui est à la dérive.

Spéculer sur les dettes...

La crise s'est déclenchée dans le secteur bien particulier du crédit immobilier «à risque», aux Etats-Unis, avant de se propager comme une traînée de poudre à la plupart des secteurs de l'économie, et dans le monde entier.

Ce type de crédit consiste à prêter de l'argent à des familles aux faibles revenus pour financer l'achat de leur logement. Ces crédits sont dits «à risque» («subprim») du fait de la faible solvabilité des emprunteurs. Ils sont à taux variable, très bas au début pour attirer le client, puis atteignant des niveaux usuraires - pour compenser les risques... -, et indexés sur les taux de crédit généraux. Ils sont enfin garantis par une hypothèque sur le logement : en cas de défaillance de l'emprunteur, l'organisme de prêt saisit la maison pour la revendre.

Pour financer leurs prêts aux particuliers, ces organismes de «subprime» ont «levé» des capitaux auprès des banques, soit sous forme d'emprunt, soit en «titrisant» les dettes de leurs clients. C'est-à-dire en émettant l'équivalent d'actions boursières représentant, pour le détenteur, la possibilité d'encaisser une part de la plus-value générée par ces prêts à risque. C'est un système qui s'est largement répandu ces dernières années, par lequel les sociétés de crédit à risque, intervenant dans tous les secteurs d'activité, financent leur propre fonctionnement.

Comme les actions et les obligations, ces titres sont échangeables sur les marchés financiers, et sont ainsi la source d'une spéculation d'autant plus effrénée que les perspectives de plus-value sont importantes.

Ces plus-values proviennent de l'écart entre les mensualités que versent les clients auprès de l'organisme de crédit et les sommes que ce dernier rembourse pour ses emprunts. Tant que le secteur de l'immobilier a connu une phase de croissance et que les taux des emprunts étaient bas, ces prêts immobiliers «à risque» ont constitué des opérations particulièrement juteuses. Mais les tendances se sont inversées. Le secteur immobilier US s'est petit à petit saturé, entraînant une baisse des prix de l'immobilier, tandis que les taux de crédit n'ont cessé de s'élever, entraînant à la hausse les mensualités de remboursement des familles. D'après un sénateur américain, «les modifications d'intérêts peuvent faire passer les mensualités de 400 dollars à plus de 1500 dollars, pour les gens qui ont pris les typiques crédits hypothécaires à risques qui offraient des taux d'intérêt au rabais au démarrage». *Le Monde* du 21/08.

Les familles endettées qui ne peuvent plus payer leurs traites deviennent insolvables pour leurs créanciers qui, eux, ne peuvent plus se débarrasser des maisons saisies sur hypothèque. Ce qui était une source de spéculation juteuse est devenu une source de pertes financières. Plus de quatre-vingt sociétés spécialisées dans les crédits immobiliers à risque se sont ainsi retrouvées acculées à la fermeture ou à la faillite depuis le début de l'année, et 21 000 salariés du secteur financier ont

perdu leur emploi. Les titres sur les dettes immobilières ont perdu toute valeur réelle.

C'est une catastrophe pour des millions de familles. Selon le président du conseil bancaire du Sénat américain, cité dans *Le Monde*, « nous sommes au plus haut niveau des saisies de logements depuis 37 ans, et au plus bas niveau depuis 10 ans pour les mises en chantier de logements », et il estime qu'« un à trois millions de personnes pourraient perdre leur logement, non pas parce qu'ils ont perdu leur emploi, ni parce que l'économie s'est effondrée, mais parce qu'ils ont eu de mauvaises conditions pour leur emprunt immobilier ».

Une bulle spéculative globalisée

Le phénomène avait commencé à se développer à la mi-mai, entraînant une chute passagère des bourses, mais le président de la banque fédérale américaine avait alors affirmé qu'il n'y avait aucun risque que la crise des «surprime» se propage au reste de la finance.

Deux mois plus tard, fin juillet, c'est pourtant ce qui s'est produit. On a vu de grandes banques américaines, comme Citigroup, Morgan Stanley, Merrill Lynch et Bear Stearns et bien d'autres, mais aussi BNP Paribas en France, plusieurs banques allemandes et japonaises, fermer certains de leurs fonds, ou demander des aides financières afin d'éviter la faillite.

Attirées par l'argent facile, ces «respectables institutions» avaient créé leurs propres fonds de crédit immobilier à risque, ou acheté des titres émis par d'autres sociétés de «surprime», qu'elles avaient placé dans des «produits financiers» proposés à leurs clients. Ces « clients » pouvant être à leur tour des institutions financières proposant leurs propres produits financiers, on se trouve en présence d'un véritable domino spéculatif dont personne ne sait réellement où il s'arrête, ni par où il passe.

Et ce domino spéculatif est loin de se limiter au secteur de l'immobilier américain. C'est sur l'ensemble des secteurs de l'économie, et dans le monde entier, que se joue la spéculation à grande échelle sur les dettes et le crédit, créant une bulle spéculative globalisée dont les «subprime» ne constituent qu'une infime partie.

Avec la chute des valeurs des titres de «subprime», découvrant que des grandes banques étaient elles-mêmes touchées, beaucoup de détenteurs de portefeuilles boursiers se sont brutalement rendus compte qu'ils étaient peut-être détenteurs de titres «à risque»,... et qu'il y avait un risque à les garder !

D'où la panique qui s'est étendue, à partir du 9 août, à tout le secteur financier international, entraînant l'effondrement des bourses.

Crise de confiance des acteurs eux-mêmes...

La méfiance ne s'est pas limitée à celle des détenteurs de titres et à la bourse. Elle a aussi touché le système bancaire dans son ensemble et affecté les circulations monétaires quotidiennes entre banques. Pour faire face à leurs besoins immédiats de liquidités, les banques s'empruntent mutuellement de l'argent, souvent pour une journée. Mais l'éventualité que leurs partenaires soient touchés par des pertes financières importantes de leurs fonds à risque, a incité les banques à augmenter de façon importante leurs taux de prêt à très court terme, équivalant jusque là aux taux d'escompte (taux des crédits à très court terme) fixés par les banques centrales. L'effet, s'ajoutant aux pertes subies du fait de la chute boursière, en a été le ralentissement de la circulation financière et la diminution des liquidités disponibles.

C'est pourquoi, dès le début de l'effondrement boursier et tout au long de la semaine qui a suivi, les banques centrales ont injecté des sommes colossales dans le marché, mettant à la disposition des banques qui en avaient besoin les sommes nécessaires à leur fonctionnement immédiat, à leur taux normal d'escompte. Globalement, la BCE (banque centrale européenne) a ainsi mis en circulation plus de 150 milliards d'euros, la FED, banque fédérale américaine, une cinquantaine de milliards de dollars, la BOJ, banque centrale japonaise, l'équivalent d'une dizaine de milliards d'euros. Aux apports d'argent nouveau, la FED a ajouté la baisse de son taux d'escompte.

Ces interventions ne règlent en aucune façon le problème de fond. Elles sont destinées à «redonner confiance aux marchés» en apportant l'argent nécessaire pour que puissent continuer à se faire les transactions financières, et avant tout la spéculation sur les marchés financiers et les bourses. Il s'agit, en quelque sorte, de subventions à la spéculation.

De fait, les capitalistes n'ont pas d'autre solution. Dans un monde financier dont personne ne contrôle les réseaux, menacé par l'explosion d'une bulle spéculative sans précédent, le seul frein à l'effondrement total est la « confiance » que font les détenteurs de titres à la capacité du système à leur assurer, malgré tout, des plus-values. Mais il suffit d'une alerte pour que cette confiance tombe, entraînant des réactions en chaîne dont il est impossible de prévoir jusqu'où elles iront, ni quelle sera l'ampleur de leurs conséquences.

Pas d'autre solution, donc, que tenter de restaurer cette confiance, autrement dit stopper l'effondrement des bourses, en... relançant la spéculation boursière ! Pas d'autre solution que la fuite en avant de l'endettement et du crédit !

Sans illusion cependant, car malgré les discours qui se veulent rassurants sur la «solidité des fondamentaux» et les exhortations à ne pas céder à la panique, et même si les bourses semblent se remettre à monter depuis quelques jours, personne ne s'aventure à dire, dans le monde de la finance, où va s'arrêter le phénomène...

Il y a urgence...

La crise actuelle est révélatrice de l'ampleur des forces destructrices accumulées dans le système capitaliste mondial, de sa fragilité, de l'impuissance des responsables politiques et financiers à en assurer le contrôle.

La baisse des revenus des petits propriétaires américains, la hausse simultanée des taux de crédits, qui sont à la base du déclenchement de la crise, ne sont pas le fait du hasard, un accident, ils sont le résultat de l'évolution de la situation économique mondiale : la course au profit, la concurrence entraînent, parallèlement à l'emballement du crédit et de l'endettement, une baisse ou une stagnation des revenus des salariés dans les pays industrialisés. L'effondrement du secteur immobilier aux Etats-Unis est une des conséquences de cette évolution : emballement du crédit alors que la baisse des revenus rend les ménages de moins en moins solvables.

Ce sont les mécanismes de la crise : poussés par la concurrence, les capitalistes produisent, grâce au crédit, comme si le marché était sans limite, jusqu'au moment où ils se heurtent aux... limites du marché, de la demande solvable, d'autant qu'eux-mêmes, pour abaisser leurs coûts, font pression à la baisse sur les salaires... Et c'est le krach.

La crise des «subprime» est probablement le signe que l'économie mondiale est proche d'une telle situation. L'emballement, l'euphorie financière a atteint ses limites. Les Etats-Unis sont au bord d'une récession, la croissance stagne en Europe, du fait d'une diminution globale du pouvoir d'achat de la population, accentuée par la hausse du coût des crédits. Cette stagnation de croissance dans les pays importateurs de produits chinois, associée à la course aux investissements productifs en Chine, accentue à son tour la menace de surproduction dans ce pays, avec les conséquences sociales et économiques que l'on peut imaginer...

Mettre fin à cette fuite en avant, c'est lutter pour les salaires et le pouvoir d'achat en contestant le pouvoir de ceux qui dirigent l'économie sans même être capables d'en contrôler la marche et se nourrissent de la spéculation, au premier chef les grands actionnaires des institutions financières. Seule une grande institution financière centralisée, placée sous le contrôle des travailleurs et de la population, serait à même d'assurer la «transparence» et la «connaissance des risques» dont nous parlent Sarkozy et Merkel. Et pour que les capitaux cessent d'alimenter les jeux spéculatifs et servent à satisfaire en priorité «l'économie réelle», c'est-à-dire une économie ayant pour objectif de satisfaire les véritables besoins des travailleurs et de la population, il faut que ces derniers en assurent directement le contrôle, en expropriant économiquement et politiquement ceux qui jouent avec l'avenir de l'humanité.

Eric Lemel

[retour à l'introduction - au sommaire](#)

Face à la crise mondialisée de la «civilisation» du profit, l'urgence sociale et démocratique

Débat militant n°184 du 10 janvier 2008

Devant le parterre de journalistes qu'il avait réunis pour leur livrer le «sens» de sa «politique de civilisation», Sarkozy y est allé de sa réponse à la situation économique. Oubliant le temps pas très lointain où il nous promettait d'aller «chercher le point de croissance», il a réaffirmé sa prétention à moraliser le capitalisme financier, ajoutant que la France ne se laisserait pas faire «face à la montée en puissance des fonds spéculatifs extrêmement agressifs et des fonds souverains qui n'obéissent à aucune logique économique». Et il a désigné la Caisse des Dépôts et Consignations comme «instrument de cette politique de défense et de promotion des intérêts économiques primordiaux de la nation».

Une annonce aux relents protectionnistes qui n'a pas d'autre objectif, comme l'ensemble de sa prestation, que de tenter de prolonger un bluff populiste qui prend l'eau de toute part, incapable d'apporter le moindre début de solution à la situation de crise économique dans laquelle le monde entier s'enfonce.

Avec les bourses en baisse, la hausse du pétrole et des matières premières, une crise des «subprime» dont les effets n'en finissent pas de se répercuter, un dollar en baisse..., le début de 2008 s'inscrit, tout le monde peut le constater, en droite ligne de 2007, dans une crise qui touche l'ensemble de l'économie mondiale, et qui obéit, contrairement à ce que prétend Sarkozy, à une «logique économique» bien précise.

«Fin de parti pour l'économie mondiale», «Fatal freinage aux Etats-Unis», «Dollar et dépression»..., ces quelques titres de la presse économique de ces derniers jours suffisent à montrer à quel point les économistes de la bourgeoisie prennent la menace au sérieux, multipliant les analyses pour tenter d'en prévoir l'évolution. Les capitalistes craignent pour leur fortune, tout comme ils craignent les effets politiques des répercussions sociales de la crise, et voudraient se rassurer, à défaut d'être en mesure de la conjurer.

Mais pour des millions de travailleurs du monde entier, la crise, c'est dès maintenant l'aggravation de l'exploitation, du chômage, de la misère.

Aussi la question qui se pose à nous n'est pas tant de prévoir quelle sera l'ampleur de la crise, ni son calendrier, ce d'ailleurs dont personne n'est réellement capable, que de définir une politique pour le mouvement ouvrier pour y faire face.

Une crise du crédit mondialisée par la spéculation

Les Etats-Unis, et l'ensemble du monde à leur suite, ont connu, depuis 2003, après la fin de la crise des «nouvelles technologies», une phase de croissance et d'euphorie financière qui est en train de prendre fin. La crise du crédit immobilier «à risque», aux Etats-Unis, qui a éclaté en août 2007, et dont les effets se sont étendus comme une traînée de poudre à l'ensemble du système financier international, frappant les banques comme les bourses, a été une des premières manifestations, particulièrement brutale même si elle était annoncée, de ce changement de conjoncture.

Dans les pays industrialisés, et particulièrement aux Etats-Unis, la phase de croissance en train de s'achever est aussi celle du transfert de toute une partie de l'appareil productif et des investissements correspondants dans les pays à bas coût de main d'œuvre, particulièrement la Chine. Pour les grands groupes financiers et industriels, cela s'est traduit par d'immenses profits, des masses considérables de capitaux à la recherche de placements ; pour les salariés et la population laborieuse en général, par une baisse générale des revenus.

L'existence d'une quantité importante de capitaux disponibles, ne trouvant pas à se placer dans les investissements productifs, a permis aux institutions financières de multiplier les facilités de crédits aux familles, même les plus pauvres. Une occasion de faire fructifier leurs capitaux en captant, sous forme d'intérêt, une partie des revenus des travailleurs et de la population, tout en gonflant artificiellement le marché solvable, réduit par la baisse globale du pouvoir d'achat.

C'est dans ce contexte que se sont développés les crédits «subprime», prêts accordés à des familles à faible revenu pour l'achat de leur maison, et garantis pas des hypothèques.

Avec des prix de l'immobilier qui flambaient et un crédit bon marché, l'opération s'avérait particulièrement juteuse pour les organismes de crédit. Pour les acheteurs eux-mêmes, tant que le prix des maisons grimpeait plus vite que le coût de remboursement de l'emprunt, tout allait bien, ils pouvaient même se considérer comme «riches» : il y avait, disaient les économistes, un « *effet richesse* »...

Mais la surchauffe du marché de l'immobilier n'a eu qu'un temps. L'effondrement des prix de l'immobilier, des mensualités de remboursement en hausse alors que les revenus réels des personnes endettées ne cessaient de diminuer, ont eu raison du système des «subprimes». Des millions de familles se sont retrouvées dans l'incapacité de faire face à leurs échéances. Les organismes de prêt immobilier à risque, eux, se sont retrouvés à la tête de créances irrécouvrables, ou avec des maisons, saisies par hypothèque, sans valeur sur un marché saturé. La plupart ont été contraints à la faillite, leurs salariés jetés au chômage.

Au fond de la crise des «subprime», il y a une crise classique du capitalisme, la fin d'un cycle de croissance du secteur immobilier américain dont le marché, après une dernière surchauffe, est arrivé à saturation et s'est effondré.

Les crédits «subprime», s'ils ont peut-être retardé cet effondrement, en ont par contre aggravé la brutalité. Ils ont aussi contribué à répercuter cette crise à l'ensemble des institutions financières internationales, avec une ampleur sans commune mesure avec l'importance des pertes réelles.

Les raisons de cette propagation et de cette amplification viennent du fait que pour assurer le financement de leurs prêts, les organismes de «subprime» ont «titrisé», transformé en titres financiers, les dettes de leurs clients. Ces titres, ils les ont vendus à d'autres organismes financiers, banques, assurance, fonds, qui y ont vu la possibilité d'utiliser une partie de leurs capitaux disponibles et de prendre leur part dans l'exploitation, particulièrement juteuse, de la dette des plus pauvres.

Avec la crise des «subprime», toute une partie de ces titres a perdu sa valeur, propageant la crise à l'ensemble du système bancaire international. Et comme ces titres, de la même façon que les actions ou les obligations sur le marché boursier, avaient fait l'objet d'une spéculation effrénée, les sommes investies par leurs détenteurs pour les acquérir dépassait largement la valeur des dettes qu'ils étaient censés représenter, constituant une bulle spéculative dont l'explosion a démultiplié les pertes. On estime actuellement à 400 milliards de dollars les pertes financières subies par le système bancaire international du fait de la seule crise des «subprime».

Mais la crise ne s'est pas cantonnée aux seules institutions financières concernées par les titres de la dette immobilière des familles américaines. Dès son déclenchement, l'ensemble des bourses mondiales a chuté.

La crise des «subprime» et sa propagation ont brutalement mis en lumière les risques que fait courir la détention de titres de dettes -qui sont loin de ne concerner que le seul secteur de l'immobilier à risque-, au point de mettre en péril des banques jusque-là considérées comme des monuments de stabilité et de fiabilité. L'opacité des transactions financières, l'incapacité des détenteurs de titres de crédit de connaître la solvabilité réelle de leurs débiteurs, ont ajouté à la panique.

La «confiance» s'est brutalement effondrée, y compris entre institutions financières. Des banques qui jusque-là se prêtaient mutuellement de l'argent à court terme pour assurer leur fonctionnement journalier, se sont mises à augmenter leurs taux, généralisant la crise du crédit. Les banques centrales ont dû intervenir à plusieurs reprises, dont encore très récemment, en injectant des liquidités pour que les affaires continuent, en jouant sur les taux...

Ces mesures, destinées à rassurer les boursicoteurs, n'empêchent pas un renchérissement général du crédit, un durcissement des conditions d'obtention de prêts qui frappe essentiellement les particuliers et les petites entreprises.

Surchauffe économique et hausse des prix

Cette crise du crédit s'accompagne d'une hausse du prix du pétrole, qui a dépassé récemment les 100 dollars le baril,

ainsi que de celle de nombreuses autres matières premières. Ces hausses viennent pour une part du jeu de l'offre et de la demande, entre une demande internationale en augmentation du fait, en particulier, de la croissance chinoise, et une offre marquée par l'incertitude politique qui règne sur certaines sources d'approvisionnement, Irak, Iran... Mais leur ampleur s'explique avant tout par la spéculation dont elles sont l'objet.

Avec la crise, toute une partie des capitaux qui se plaçaient dans le crédit cherchent de nouveaux débouchés, de nouveaux terrains de spéculation. Le pétrole, les matières premières, dans la mesure où ils font l'objet d'une demande soutenue du fait de la surchauffe de quelques pays, comme la Chine ou l'Inde, constituent un support tout trouvé à cette spéculation, une source d'enrichissement pour tous ceux qui ont accès à cette rente.

Ces augmentations du pétrole et des matières premières se répercutent de façon importante dans le coût des produits de consommation et des services. Mais les hausses des prix à la consommation ne sont pas la simple répercussion mécanique des hausses du pétrole et des matières premières. Face à l'augmentation de rentabilité des capitaux placés dans le pétrole ou les matières premières, c'est l'ensemble du secteur de production et d'échange qui doit augmenter ses taux de profits, afin de s'assurer les capitaux nécessaires à son fonctionnement. Tous les capitalistes veulent être du festin tant qu'il en est encore temps...

Pour les travailleurs et la population, c'est une baisse supplémentaire du salaire réel, du pouvoir d'achat. Du point de vue de l'économie capitaliste, c'est un facteur de récession, d'aggravation de la crise.

Baisse du dollar et guerre économique

La baisse du dollar, qui a perdu 25 % de sa valeur en cinq ans, est un autre souci important pour l'économie. Le dollar est, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la monnaie de référence mondiale, celle dans laquelle se règlent la plupart des transactions internationales. L'hégémonie incontestable que détenaient les Etats-Unis sur le plan économique international leur permettait d'imposer le dollar comme monnaie internationale, et assurait à ce dernier sa solidité et sa stabilité.

Mais, au cours des dernières années, en transférant dans les pays à bas coût de main d'œuvre, en particulier en Chine, des pans entiers de leur appareil de production, les Etats-Unis ont perdu leur hégémonie industrielle et technologique. Bien des produits fabriqués aux Etats-Unis ont désormais un coût de production supérieurs à ceux fabriqués en Chine, qui est devenue le premier exportateur mondial de produits manufacturés, devançant les Etats-Unis dont s'est aggravé le déficit commercial. La baisse continue du dollar est, dans le fond, la réponse de l'économie américaine à sa baisse relative de productivité pour continuer à assurer à ses produits une part du marché extérieur face à la concurrence.

Cette baisse est un handicap pour les entreprises des pays dont la monnaie n'est pas le dollar. Dont celles de la zone euro, qui ne cesse, lui, de monter, enchérissant, dans les échanges internationaux, les produits fabriqués en Europe. C'est le prétexte avancé par Airbus pour justifier sa volonté de déplacer ses usines de production de la zone euro vers la zone dollar : après les délocalisations à la recherche d'une main d'œuvre bon marché à exploiter, les délocalisations pour cause de déséquilibre des taux de change monétaire, fermetures d'usines, chômage pour les salariés, pour garantir les profits des actionnaires d'Airbus.

C'est aussi en dollar que sont constituées les réserves de multiples fonds internationaux, comme celles des Banques centrales de pays comme la Chine, ou des pays producteurs de pétrole. La valeur globale de ces réserves baisse dans les mêmes proportions que le dollar lui-même...

L'importance du marché américain pour l'ensemble de l'économie mondiale fait que la récession qui se développe aux Etats-Unis ne peut que se répercuter dans les autres pays, et particulièrement en Chine, dont le développement actuel est essentiellement porté par la demande extérieure, celle des anciens pays industrialisés. Toute diminution des importations de la part de ces pays se traduira inmanquablement par un excédent de production que le marché intérieur chinois sera incapable d'absorber. «L'usine du monde» entrera à son tour dans une phase de récession, avec des conséquences qui se répercuteront à l'ensemble de l'économie mondiale avec une ampleur qu'il est difficile d'imaginer.

La phase de croissance, partie des Etats-Unis, s'est manifestée sur l'ensemble de l'économie mondiale, même si c'est avec des intensités diverses. Le retournement de conjoncture aux Etats-Unis, où le marché solvable se rétrécit du fait de la baisse des revenus et du resserrement des conditions de crédit, va se répercuter bien au-delà des frontières nationales, à l'ensemble des pays de la planète. Et c'est l'ensemble de l'économie mondiale qui subira les secousses de la crise. En mondialisant la circulation des capitaux, le capitalisme a mondialisé son propre fonctionnement cyclique, tout en en démultipliant les effets destructeurs...

Pour conjurer la crise, imposer nos propres mesures d'urgence

La crise actuelle prend l'allure d'une fuite en avant vers une catastrophe que les responsables politiques et financiers sont bien incapables d'éviter.

Ils n'ont pas d'autre solution, de leur propre aveu, que les ajustements que pratiquent les banques centrales, en jouant sur les taux de crédit, ou en injectant de l'argent frais dans la machine pour essayer d'éviter qu'elle ne se grippe, mesures que la plupart des économistes de la bourgeoisie considèrent désormais comme impuissantes à juguler la crise.

Pas d'autre solution, dans ce contexte, pour les capitalistes, que la fuite en avant dans une concurrence acharnée, exacerbée, pour prendre la plus grosse part du gâteau possible. Après moi le déluge, c'est le règne de l'irresponsabilité sociale absolue, la «logique économique» du capitalisme, d'une économie basée sur les lois du marché, la concurrence et la propriété privée financière qui donne à une minorité le pouvoir et le droit de piller la planète.

Cette logique n'a rien de fatal, elle est la conséquence d'un rapport de force social et politique. Et les réponses à la crise ne relèvent pas des taux d'intérêt ou de change mais bien du rapport de force que les travailleurs sauront imposer pour que nos vies l'emportent sur leurs profits.

Oui, la seule réponse à la crise, c'est la lutte pour nos propres revendications, en toute indépendance de classe, sans craindre de remettre en cause les fondements du système lui-même, sans craindre de prendre le mal à la racine, la propriété privée capitaliste. .

Les moyens financiers nécessaires à la satisfaction de ces revendications existent, les sommes considérables qui partent en fumée du fait de la crise le prouvent. Mais pour mettre fin à la folie spéculative, faire en sorte que les capitaux soient affectés en priorité au fonctionnement de «l'économie réelle», c'est-à-dire à la production des biens et des services nécessaires à la satisfaction des besoins de la population, il faut que nous imposions notre contrôle démocratique sur l'économie et les banques.

Eric Lemel

[retour à l'introduction - au sommaire](#)

Pour faire face à la mondialisation de la crise, le nécessaire regroupement politique des travailleurs

Débat militant n°194 du 1er mai 2008

Les émeutes contre la famine qui ont secoué plus de trente pays, en Afrique, en Asie, en Amérique Latine et dans les Caraïbes, sont la réponse des prolétaires des pays pauvres aux conséquences dramatiques de l'extension de la crise économique, de la flambée des prix des matières premières alimentaires et des produits pétroliers, là où les conditions du pillage des multinationales de l'agro-alimentaire et de l'énergie sont les plus dures.

Elles s'inscrivent dans l'évolution d'une crise dont une des premières manifestations a été l'explosion de la bulle spéculative du crédit immobilier à risque aux Etats-Unis, en août dernier.

Prenait fin alors la période d'expansion, débutée en 2003 aux Etats-Unis, et qui s'était étendue au monde entier. Une expansion qui s'est faite à crédit, soutenue par une logique de rentabilité financière, et qui débouche sur un retournement de situation qui touche, sous des formes multiples, par-delà les frontières, l'ensemble des secteurs économiques.

Cette croissance s'est nourrie d'une offensive générale, dans tous les pays industrialisés, contre les travailleurs et la population en général, pour assurer les profits au détriment des salaires. Course au profit qui s'est accompagnée d'une spéculation massive sur les dettes, y compris des plus pauvres, profitant d'une période de crédit bon marché.

Le fonctionnement à crédit généralisé de l'ensemble de l'économie, la spéculation massive sur le marché des «titres de dettes» est à l'origine d'une crise financière permanente, une économie suspendue dans le vide, menacée en permanence par l'explosion de bulles spéculatives constituées de capitaux fictifs qui n'ont pas d'autre valeur que celle que leur attribuent les espoirs de gains des spéculateurs. Il a suffi que la conjoncture change, comme ça a été le cas dans le secteur des crédits hypothécaires américains, pour que se révèle un monde de la finance miné par l'accumulation de titres désormais sans valeur. La conséquence en a été le début d'une crise du crédit, manque de confiance des prêteurs dans la solvabilité de ceux à qui on prête de l'argent.

La crise des crédits immobiliers a poussé les capitalistes, pour compenser leurs pertes, à rechercher de nouveaux terrains de spéculation. Ils se sont jetés sur les matières premières alimentaires et le pétrole, profitant d'une demande relativement soutenue par la croissance chinoise et indienne. Tandis que les profits des multinationales du pétrole et de l'agro-alimentaire explosent (la société pétrolière BP vient d'annoncer des résultats nets en hausse de 63 % sur un an, tandis que ceux du géant de l'agro-alimentaire Monsanto augmentaient de plus de 100 %), c'est l'emballement des prix. Inflation, qui, en plus de créer les drames de la famine dans les pays pauvres, s'ajoute aux effets de la chute des salaires et du durcissement du crédit dans les pays industrialisés pour diminuer le marché solvable, débouché essentiel pour les marchandises produites dans le monde entier. Cette baisse de la consommation dans les pays riches aggrave d'autant la récession qui a débuté aux Etats-Unis et risque bien de se généraliser à l'ensemble de l'économie mondiale et de provoquer une véritable déroute financière aggravant à son tour la récession mondialisée.

Les dirigeants politiques et des grandes institutions financières sont bien obligés de reconnaître la réalité de la menace mais pour mieux afficher leur impuissance.

Sarkozy, lors de sa dernière prestation télévisée, faisant référence à la spéculation sur les matières premières, a répété que « notre capitalisme marche sur la tête, il doit être moralisé », qu'il fallait « mettre des règles ». . . La ministre de l'Economie, Christine

Lagarde, a présenté lundi un projet de « loi de modernisation économique » (LME) qui devrait, selon elle, en complétant la loi TEPA (Travail, emploi et pouvoir d'achat), « *stimuler la concurrence pour lutter contre l'inflation* », et maintenir ainsi de la croissance, en pleine contradiction avec les prévisions faites par la Commission européenne et le FMI. Elle n'hésitait pas, à la sortie de la réunion du G7 le 12 avril, à prétendre que « *notre marché de l'emploi continue à être dynamique, la consommation tient le choc, et l'immobilier n'est pas concerné par l'affaiblissement Outre atlantique* ». ... Alors que pour le onzième mois consécutif l'indicateur du « moral des ménages » continue de baisser ; que, selon le *Figaro*, la « *confiance des industriels français se met à flancher* », du fait, justement, que « *la consommation des Français montre ses premiers signes d'essoufflement* » ; et que l'on observe, dans l'immobilier, une baisse de plus de 15,5 % des demandes de permis de construire depuis le début de l'année.

Les banques centrales, en particulier la FED des USA et la BCE, jonglent depuis le déclenchement de la crise, en août dernier, avec les taux de crédits et les injections de capitaux frais sur les marchés, afin de les « *fluidifier* », en réalité réalimenter la pompe spéculative, dans l'espoir de « *restaurer la confiance* ». Des mesures qui, si elles retardent les échéances, s'avèrent bien impuissantes à inverser la tendance.

Le G7, lors de sa dernière réunion, s'est attaqué, lui aussi, à la « *tourmente financière* ». Il a, selon la presse, « *lancé un ultimatum* », aux banques internationales... leur demandant de « *moraliser* » leurs pratiques, de ne pas se laisser aller aux « *effets de lucre* », de pratiquer la « *transparence* » afin de « *rassurer les marchés* » et de « *restaurer la confiance* ».

Les dirigeants de l'ONU, eux, tentent d'élaborer un « *plan d'action* » contre la crise alimentaire, qui « *si elle n'est pas gérée (...)* pourrait affecter la croissance économique, le progrès social, et même la stabilité politique à travers la planète ». Mais les moyens d'action risquent bien de ne pas être à la hauteur de leurs craintes : il s'agit d'« *inciter la communauté internationale* » à fournir 755 millions de dollars au Fonds alimentaire mondial pour répondre aux premières urgences, d'appeler les Etats à « *prendre des mesures audacieuses pour garantir de la nourriture abordable, même pour les plus pauvres des plus pauvres* »...

Méthode Coué, vœux pieux et bonnes intentions impuissantes... Les dirigeants politiques et économiques qui gouvernent le monde n'ont pas d'autre perspective, pour faire face à une situation qui leur échappe, que de tenter de parer au plus pressé, tout en espérant un miracle. Ils ne veulent, ni ne peuvent, s'en prendre aux véritables causes de la crise, une logique économique basée sur le droit, pour une poignée de parasites, sous prétexte qu'ils en sont propriétaires, de disposer à leur guise de leurs capitaux, à seule fin d'assurer leurs profits, quelles qu'en soient les conséquences.

La remise en cause de cette fuite en avant destructrice ne peut venir que des opprimés, avec leurs propres moyens, ceux de la lutte, de la contestation sociale. Les révoltes de la faim, dans lesquelles des populations entières tentent d'imposer leur droit de vivre ; les grèves à travers lesquelles un peu partout dans les pays industrialisés, anciens comme récents, les salariés arrachent des augmentations de salaire, constituent le point d'ancrage d'une autre logique, celle du contrôle de l'économie par les prolétaires du monde entier.

La crise actuelle, en exacerbant les contradictions de classe, conduit à la contestation des fondements mêmes de la société capitaliste, à la question du pouvoir, de qui décide, entre une poignée de grands actionnaires, et la grande majorité, qui produit toutes les richesses. C'est la seule voie pour tenter d'enrayer la catastrophe économique annoncée.

La logique capitaliste, parce qu'elle conduit à exacerber les injustices sociales, aggravant la pauvreté et la misère à un degré insupportable, tandis que s'affichent avec insolence les profits d'une minorité, profits qui à l'évidence naissent de cette misère et de l'exploitation, entraîne en retour une autre logique, celle du regroupement des exploités pour défendre leurs intérêts.

En mondialisant comme jamais sa propre crise, le capitalisme donne toute sa portée à l'idée de solidarité internationale des travailleurs. Vive le 1er mai !

Eric Lemel

[retour à l'introduction - au sommaire](#)

Spéculation, surprofits, inégalités... vers la catastrophe annoncée

Débat militant n°198 du 26 juin 2008

Les représentants des pays producteurs et consommateurs de pétrole, des institutions internationales et des compagnies pétrolières se sont retrouvés à Djeddah, en Arabie Saoudite, dimanche 22 juin pour une conférence sur l'énergie. L'objectif annoncé était de tenter de faire face à la flambée des cours du pétrole, qui aggrave la situation économique et nourrit la contestation sociale et politique.

« *Prenant en compte les conditions et priorités nationales différentes, tout comme leur intérêt commun dans un marché pétrolier mondial stable ainsi que dans une croissance économique durable* », les participants ont accouché d'une déclaration dont l'essentiel, comme on pouvait s'y attendre, relève du vœu pieux : il faut plus de transparence et de régulation des marchés financiers, il faut augmenter les capacités de production et de raffinage pour faire face à une demande qui s'accroît, il faut que les institutions financières internationales intensifient les aides « *pour atténuer les conséquences des prix du pétrole élevés sur les pays les moins développés* »...

Pour expliquer les raisons de ce phénomène, il est le plus souvent invoqué une crise énergétique, résultat d'une demande générale en augmentation du fait de la croissance des pays « émergents », tandis que les capacités de production actuelles seraient insuffisantes, pour des raisons techniques, climatiques, politiques. Tout cela au nom de la loi de l'offre et de la demande. Une « explication » qui a pour but de masquer les responsabilités directes des trusts du pétrole, même si elle ne parvient pas à masquer la spéculation, qui est dénoncée comme un excès immoral, une anomalie du capitalisme.

Il est indiscutable que la demande est tirée par la croissance des pays « émergents », alors que les capacités de production et de raffinage restent limitées de par les choix des trusts du pétrole. A quoi s'ajoutent les craintes résultant de l'évaluation des réserves encore disponibles, qui font apparaître la perspective d'une « fin du pétrole » comme relativement proche. Tout comme il est indiscutable que les spéculateurs financiers non seulement profitent de cette situation mais y ont une large part de responsabilité du fait de leur volonté d'accumuler des profits colossaux.

Si la course à la productivité, qui accentue la demande énergétique de façon totalement anarchique, en épuise les ressources et conduit à la catastrophe écologique est une des conséquences de la politique des classes dominantes et de leurs Etats, la spéculation en est une des composantes essentielles, organiquement liée au capitalisme.

Tout simplement parce que les détenteurs de capitaux n'investissent dans un processus (industriel, commercial, financier...) que dans le but d'en tirer un profit, le profit maximum. Investir, c'est spéculer sur des profits à venir, quelle que soit leur origine. « Fausser » les lois de la « libre concurrence », organiser la pénurie, limiter l'offre pour augmenter les prix, ne sont que des moyens parmi d'autres de tirer le maximum de profits de cette spéculation. Des pratiques qui sont la politique même des classes capitalistes.

Cette conférence de Djeddah est une illustration des conséquences de cette politique, la crise globalisée. Elle est aussi une manifestation de l'inquiétude que les conséquences économiques, sociales, politiques (émeutes de la faim, manifestations contre la hausse des prix du pétrole...) font naître dans les milieux dirigeants de la planète.

La presse y voit aussi le constat de l'impuissance des principaux acteurs. Sentiment renforcé par le fait que, dès le lendemain du sommet, et comme pour en souligner le côté dérisoire, le pétrole est de nouveau parti à la hausse, tandis qu'en France les prix des carburants franchissaient de nouveaux records... Mais cette « impuissance » n'est qu'un faux semblant : la crise résulte de la politique même de ceux qui prétendent la combattre, et leurs « remèdes » ne font que l'aggraver.

La politique des classes capitalistes

La flambée des prix de l'énergie, comme de ceux des matières premières minières et alimentaires, ne sont qu'un des aspects de la crise économique dans laquelle nous sommes entrés depuis bientôt un an. Crise qui est à la fois globale, mondiale, marquée par des ébranlements boursiers planétaires, une crise bancaire et du crédit généralisée, mais qui, du moins pour l'instant, n'a pas revêtu le côté « catastrophique » qu'avait pris une crise comme celle de 1929.

La mondialisation de l'économie, résultat d'une période de croissance qui touche l'ensemble de la planète, et qui a vu, parmi quelques autres pays, la Chine devenir « l'usine du monde », premier exportateur mondial de pays manufacturés, est en phase d'atteindre son apogée, mais se poursuit cependant, tandis que la crise se développe. C'est ce qui explique que malgré ses manifestations, malgré les conséquences sociales dramatiques qu'elle entraîne, la crise n'affecte pas, du moins pour le moment, la santé des profits et de la grande bourgeoisie internationale. Bien au contraire.

Le *Figaro* du 25 juin, dans un article intitulé « Le monde compte dix millions de millionnaires », reprend les résultats d'une enquête d'une revue financière américaine. Il pointe le fait que, malgré la crise, le nombre des personnes dont la fortune dépasse le million de dollars vient de franchir le cap des dix millions, avec des croissances très importantes sur un an : en Inde (+ 22,7 %), en Chine (+ 20,3 %), au Brésil (+ 19,1 %)... D'autre part, la fortune globale (40 700 milliards de dollars) que se partagent ces « millionnaires » n'a cessé de croître « malgré les turbulences qui ont frappé les marchés financiers à partir de l'été », « ... grâce à la flambée des matières premières, pétrole en tête, et à la bonne résistance des économies et des Bourses émergentes ». Le club des « très grandes fortunes » (détenant plus de 30 millions de dollars d'actifs financiers) comptait l'an dernier 103 320 personnes (+ 8,8 % par rapport à 2006). Et leurs avoirs (qui pesaient 37 % des 40 700 milliards !) ont bondi de 14,5 %. « Et l'article conclut sur une note optimiste : « Malgré les crises financières et boursières qui secouent la planète depuis le début de l'année, l'avenir s'annonce prometteur. La richesse des grandes fortunes devrait croître de 7,7 % par an d'ici à 2012 »...

La crise est le produit naturel des ingrédients qui ont contribué à cette croissance perverse. La baisse continue des revenus de la grande masse des salariés des anciens pays industrialisés sous la pression de la course au profit, de leur mise en concurrence avec les salariés des pays pauvres, a eu pour effet de diminuer le marché solvable des principaux pays « consommateurs » de la planète : c'est désormais la récession aux Etats-Unis, principal importateur mondial. Récession dont une des premières manifestations a été la crise du secteur de l'immobilier l'été dernier, et qui s'étend progressivement à l'ensemble de la planète.

La réponse des bourgeois et des gouvernements à la crise est de même nature que les causes qui la nourrissent. Pour assurer leurs profits coûte que coûte, ils poursuivent sans relâche leurs attaques contre les salaires, le temps de travail, les retraites, les prestations sociales... Mis sous perfusion par les banques centrales qui cherchent à « maintenir la confiance des marchés », les financiers internationaux spéculent sur le pétrole, les matières premières agricoles et minières, faisant leur profit sur le dos des « consommateurs », des prolétaires qui n'ont pas d'autre choix, pour se nourrir et se déplacer, que de payer le prix fort. Les populations des pays des plus pauvres sont confrontées à la famine, le pouvoir d'achat

de la population des pays plus riches ne cesse de baisser, tandis que marins-pêcheurs, paysans, transporteurs routiers, manifestent contre une situation qui les pousse à la faillite...

La santé des capitalistes va bien, certes, mais cette santé est la cause même de la crise qui ruine la société, elle engendre la récession et prépare, de fait, la catastrophe.

De nouvelles conditions pour les luttes

Le capitalisme, aujourd'hui, atteint les limites de son développement, tant du point de vue planétaire que dans l'exacerbation de la contradiction entre la socialisation et l'appropriation privée. Pour ne prendre qu'un exemple, la prolétarisation de millions de paysans des pays pauvres, la disparition des agricultures vivrières que cela implique, et leur remplacement par des monocultures industrielles, participe de la division internationale du travail, d'une socialisation des productions agricoles. Mais ce qui pourrait être un progrès technique et social se transforme en cause de famine, par le seul fait que cette évolution se fait dans le cadre de l'appropriation privée, par les multinationales de l'agro-alimentaire, des profits tirés de l'exploitation des paysans prolétarisés des pays pauvres et de la spéculation sur le marché des matières premières agricoles.

Le capitalisme a contribué à constituer, à l'échelle du monde, une économie globalisée dans laquelle des millions de travailleurs collaborent à la création de produits et de services destinés à un marché international.

En exacerbant la lutte de classe menée par les capitalistes à l'ensemble de la population laborieuse de la planète, la crise contribue à éclaircir la question des rapports sociaux, par dessus les frontières. Si les conséquences peuvent prendre des formes différentes suivant les endroits et les secteurs de l'économie, les causes en sont facilement identifiables : la mainmise des multinationales de la finance et de l'industrie, la folie destructrice de la concurrence et de la recherche du profit maximum.

La crise rend palpable l'idée que les divisions entre les hommes ne passent pas par des frontières géographiques mais bien par des clivages de classe, l'opposition centrale, irréductible, entre les exploités et les exploités. Elle crée une solidarité de fait entre les exploités du monde entier, et ce d'autant que chacun peut constater que les formes de lutte, relayées par les médias, sont partout les mêmes, grèves, manifestations, contestation sociale et politique dans la rue et par les luttes.

« ...s'il se laisse trop emporter par son apparente splendeur, le capitalisme mondial risque de faire naître parmi ses propres citoyens le désir d'un socialisme mondial. Cela pourrait arriver lorsqu'un irrépressible sentiment d'injustice s'exprimera face aux conséquences, au quotidien, des mécanismes mis en place pour la survie des moins scrupuleux »... écrit Norika Hama, professeur dans une école de commerce japonaise, dans une tribune consacrée au G8 publiée dans *les Echos*...

Une politique pour les classes exploitées

Oui, l'issue est bien un socialisme mondial.

Ce contexte politique lie les luttes quotidiennes pour la défense des intérêts quotidiens des exploités à la perspective d'une transformation de la société. Il impose que nous nous donnions un programme qui puisse donner une cohérence politique aux luttes catégorielles dispersées. Un programme qui soit, en même temps, un véritable programme politique, pour un changement révolutionnaire de la société, s'appuyant sur la lutte des classes réelle, la contestation sociale qui concerne de multiples catégories sociales, salariés du public comme du privé. Et qui puisse aussi apporter ses propres réponses à la situation des petits paysans, artisans, commerçants, voire petits patrons, étranglés par la crise.

L'enjeu est de contribuer à ce que la révolte sociale, qui naît de l'exacerbation de la lutte des classes menée par les capitalistes contre la très grande majorité de la population de la planète, se transforme en lutte des classes menée de façon consciente par les travailleurs, contre la bourgeoisie internationale et ses Etats ; contribuer à faire en sorte que l'expérience accumulée par les travailleurs dans la lutte des classes de tous les jours se transforme en conscience de classe, et acquière la capacité politique de mener les changements économiques, sociaux et institutionnels qui s'imposent.

Et que se construise ainsi une conscience socialiste mondialisée libérée de toutes les étroitesse nationales.

Eric Lemel

[retour à l'introduction - au sommaire](#)

Panique financière et boursière, récession, crise globalisée de la mondialisation

Débat militant n° 203 du 18 septembre 2008

Le rachat de l'assureur AIG par l'Etat américain n'aura pas suffi : mercredi, pour le troisième jour consécutif, le débâcle boursière se poursuivait de plus belle.

L'intervention « sélective » de l'Etat US, qui avait choisi dimanche de laisser plonger Lehman Brothers, et de «sauver» AIG

mardi, après avoir précédemment «sauvé» Fannie Mae, Freddie Mac et Bear Stearns, voudrait faire croire que l'Etat a pris les choses en main, qu'il maîtrise un tant soit peu la situation. Les 85 milliards n'ont pas suffi à «rassurer» les marchés.

Car la liste des groupes financiers internationaux qui sont au bord de la faillite n'est pas close. Et c'est l'annonce du rachat en urgence de la banque écossaise HBOS par la Lloyds anglaise qui a, de nouveau, mis le feu aux poudres.

Contrairement à ce que l'on peut entendre, la crise actuelle ne trouve pas son origine dans le seul secteur financier américain, elle n'est pas un simple prolongement, qui n'en finirait pas, de la crise des subprimes. Elle touche l'ensemble de la finance internationale, parce que les banques, compagnies d'assurances et autres institutions financières sont liées, par-dessus les frontières, par une multitude de participations croisées. Et elle ne se résoudra pas par plus de «régulation».

Elle ne se limite pas au secteur financier. Des spécialistes de l'économie sont venus nous expliquer que «l'économie réelle» était saine, que les «fondamentaux» étaient bons, et que s'il y avait ralentissement de l'économie, c'était une simple conséquence de la crise financière et des hausses du prix du pétrole et des matières premières...

En réalité, ce nouveau développement de la crise est la conséquence du ralentissement de «l'économie réelle», une économie mondiale à bout de souffle qui ne produit plus assez de profits pour satisfaire les appétits des masses de capitaux en quête de «rendement».

Si elle est partie du cœur même du système économique international, les Etats-Unis, elle est devenue planétaire. Elle menace d'effondrement, à travers les liens et les nouveaux rapports financiers et économiques qui se sont établis au cours des dernières années, l'ensemble de l'économie mondiale, dans tous ses secteurs : elle est l'aboutissement de la globalisation de l'économie et des différentes crises de la dernière décennie.

En 1997 éclatait la crise de ce que l'on appelait les «tigres» et les «dragons» asiatiques (Corée du Sud, Thaïlande, Taïwan, Indonésie...). Ces pays avaient connu, grâce à l'afflux de capitaux venus du Japon et des autres pays industriels à la recherche d'une main d'œuvre bon marché à exploiter, une vingtaine d'années de croissance industrielle forte. La course aux investissements était d'autant plus intense et spéculative que les profits dégagés étaient importants. Jusqu'au moment où le «miracle asiatique» s'enraya, provoquant l'effondrement économique de ces pays et la fuite des capitaux étrangers vers d'autres cieux...

Le secteur des «nouvelles technologies», par les perspectives importantes de développement qu'il représentait et les taux de profit qu'il assurait, offrit alors une nouvelle possibilité d'expansion au capitalisme. Pendant quelques années, ce secteur fera l'objet d'investissements massifs, soutenus par une spéculation boursière intense. Jusqu'à l'explosion de la bulle, début 2001 : le développement des capacités de production dépassait de loin les besoins du marché solvable, les profits s'effondrèrent, entraînant des «réajustements» qui jetèrent à la rue des centaines de milliers de travailleurs, dans le monde entier. L'afflux massifs des capitaux chassés d'Asie par la crise, et la spéculation qui l'accompagnait, avaient asséché les perspectives de profits en moins de trois ans.

Les immenses territoires, la masse inépuisable de main d'œuvre et les perspectives de marchés nouveaux que représentaient la Russie, la Chine et les autres pays «émergents» sont alors venus offrir au capitalisme une nouvelle ouverture. L'industrialisation à marche forcée de ces pays, particulièrement de la Chine, a tiré la croissance internationale, assurant des profits dont la source paraissait intarissable.

Tandis que la globalisation de l'économie capitaliste franchissait une nouvelle étape, ces profits ont alimenté pendant quelques années le casino financier à un niveau jamais atteint. Cette nouvelle étape de la globalisation est en train de s'achever dans une nouvelle récession, une crise globalisée qui indique que les possibilités de développement du capitalisme international, permis par l'intégration de la Russie et des pays dits émergents à l'économie et au marché mondial, arrivent à saturation.

La crise «asiatique» de 1997 est restée cantonnée aux «tigres» et aux «dragons» asiatiques ; celle des nouvelles technologies, bien que mondiale, est restée limitée à un seul secteur. Cette fois, c'est l'ensemble de l'économie mondiale qui est touchée, à commencer par la première puissance mondiale, les Etats-Unis, et avec eux les pays européens. La globalisation de l'économie a globalisé la crise.

C'est la fin ce que les économistes officiels appelaient, non sans cynisme, la «mondialisation heureuse». Heureuse pour la minorité de parasites qui en a tiré des profits fabuleux, nourris par le recul global des conditions de vies des classes laborieuses du monde entier dont les plus pauvres sont décimées par les maladies et la famine, soutenus par le développement d'un état de guerre permanent et aux prix d'une crise écologique qui remet en cause la vie même de la planète.

En fait, cette phase de surchauffe préparait la crise globale qui s'étend aujourd'hui.

Les faillites bancaires, le krach viennent remettre en cause ce «bonheur» de la haute bourgeoisie internationale. Elle n'en rend que plus acharnée la bataille que se livrent les groupes industriels et financiers pour s'accaparer les profits qui restent à glaner.

C'est ainsi que l'on assiste à des concentrations à grande échelle, où tous les coups sont permis. Lehman-Brothers, à peine en faillite, est rachetée par la banque britannique Barclays au prix bradé de 1,9 milliards ; après avoir racheté Merrill Lynch, le PDG de Bank of America se félicite que ce rachat lui a fait gagner dix ans de développement... Les mêmes phénomènes se produisent dans l'industrie.

Pour protéger la finance contre ses propres difficultés, le rôle des Etats ne cesse de croître. Sous couvert de régulation, leur politique évolue pour se confondre de plus en plus avec celle des groupes financiers. C'est ce qui est en germe dans la politique menée par les banques centrales depuis le début de la crise, en particulier la FED, qui joue désormais le rôle d'investisseur public. C'est ce qui est contenu aussi dans l'existence et l'intervention des «fonds souverains», réserves financières constituées de ressources publiques qui permettent aux Etats qui en disposent d'investir dans l'industrie et la finance.

Etats et patronat poursuivent de plus belle leur politique de classe, qui consiste à faire porter sur l'immense majorité de la population le coût de la crise et du maintien des profits.

Conséquence immédiate dramatique de la faillite de Lehman-Brothers, on a pu voir à la télévision les milliers de travailleurs du groupe, de tout niveau hiérarchique, qui ramassaient leurs affaires et se préparaient au chômage, sans espoir de trouver un travail dans un secteur de plus en plus sinistré. La poursuite de la crise entraînera inévitablement de nouveaux licenciements massifs, comme ceux annoncés dans l'automobile et bien d'autres secteurs.

Chômage, baisse du pouvoir d'achat consécutive à la stagnation, voire à la baisse des revenus, à la hausse des prix et au renchérissement du crédit, la crise a des effets ravageurs sur les populations et les travailleurs. Les réponses des bourgeoisies et des Etats ne peuvent que les aggraver.

La politique des banques centrales, qui consiste, sous prétexte de «restaurer la confiance», à remettre jour après jour, des milliards et des milliards d'argent frais dans la machine spéculative, reviennent à faire prendre en charge par les caisses publiques les pertes des financiers privés.

Certes la crainte du chômage fait pression, rend plus difficiles les mobilisations. Mais pour une part de plus en plus importante de la population, touchée par les reculs sociaux et révoltée par le cynisme des politiques menées par les gouvernements et leurs donneurs d'ordre, les financiers, la question politique centrale devient celle de la réponse à cette crise globalisée et aux attaques qui l'accompagnent.

Cela n'en rend que plus urgent le regroupement autour d'une politique de défense des intérêts et des droits des travailleurs et de la population, sur tous les terrains.

Une politique qui mette en avant l'urgence sociale et démocratique, la satisfaction des besoins des travailleurs et des classes populaires et qui pose la question du pouvoir : qui décide de l'utilisation des richesses créées par le travail ? qui peut mettre fin à la gabegie insupportable, à la spirale sans fin dans laquelle on voit tous les jours des milliards partir en fumée tandis que la situation économique, sociale, démocratique, écologique ne cesse de se dégrader ?

L'alternative est posée pour toute la population : ou la poursuite de la fuite en avant au nom des intérêts d'une classe parasitaire, ou l'intervention consciente et concertée des travailleurs pour conquérir la démocratie, le pouvoir de contrôler la marche de la société, le socialisme.

Eric Lemel

[retour à l'introduction - au sommaire](#)

Libéralisme d'Etat !

Débat militant n°205 du 16 octobre 2008

Quand il s'agissait de justifier la suppression de milliers de postes dans la fonction publique, la privatisation des services publics, on nous expliquait que les caisses de l'Etat étaient vides. Mais il n'a pas fallu plus de deux jours à Sarkozy pour faire voter par le Parlement son plan de 360 milliards de soutien aux banques. L'objectif en serait de garantir, sur les fonds publics, les prêts que les banques pourraient consentir aux particuliers et aux entreprises, et éviter ainsi le freinage de l'économie par le blocage du crédit.

En réalité, alors que le système financier s'effondre, de telles mesures n'ont d'autres but que d'éviter la banqueroute en continuant d'alimenter les jeux spéculatifs, tout en y associant l'Etat, qui prend l'argent de la mise dans la poche des contribuables.

Seuls les élus du PC se sont opposés à ce plan. Les dirigeants du PS, eux, s'ont d'accord. Hollande l'a assuré, il n'était «pas question de s'opposer à un plan qui permet au niveau européen de sortir des premières tourmentes de la crise financière»... Si les élus PS, avec les Verts, se sont abstenus, c'est parce que le plan de Sarkozy n'était pas «complet»...

La décision lundi 13 octobre, de la plupart des gouvernements européens de soutenir leurs banques (à hauteur de 1700 milliards d'euros) est venu conclure un processus commencé avec la réunion du G7 samedi 11 et celle de l'Eurogroupe le lendemain. Mais ces mesures ne semblent pas avoir calmé les spéculations ni conquis la confiance : après une semaine d'effondrement sans précédent, les Bourses sont reparties en hausse brutale pour à nouveau baisser...

Javier Solana, chef de la diplomatie européenne, se félicitait à la sortie de la réunion de l'Eurogroupe que «la réunion de Paris [ait] constitué un tournant historique dans cette crise financière». José Manuel Barroso était, lui, moins optimiste : «Nous n'attendons pas une solution miracle immédiate»...

C'est qu'il est désormais clair pour tout le monde que la situation n'a rien de passager et que loin de se limiter à la sphère financière, la crise touche l'ensemble de l'économie. Les « spécialistes » se succèdent à la télévision pour nous expliquer la gravité de la situation, présentée comme inéluctable. Tous approuvent les mesures prises par les Etats, comme seule solution pouvant éviter le pire.

Car la crise que nous vivons n'est pas une crise comme on a pu en connaître au cours des dernières décennies. Par sa gravité, sa profondeur, par le fait qu'elle est globalisée, mondialisée au niveau financier comme au niveau de la production et des échanges, tant il est vrai que la sphère financière est indissociable du reste de l'économie, nous assistons à un véritable basculement, auquel se préparent les hauts dirigeants financiers et les Etats, pour assurer leur domination. Le mouvement ouvrier doit formuler sa propre politique, opposer au plan de sauvetage du capitalisme un plan de défense des intérêts des travailleurs, de la population.

Une crise globale et globalisée du capitalisme

La crise actuelle est la manifestation de la logique même du système capitaliste, mais dans un contexte totalement inédit. L'essentiel des manifestations de la crise, chute des subprimes, cracks boursiers, faillites bancaires, crise du crédit, ralentissement de la production et des échanges, début de récession... ont pris l'aspect d'un effondrement financier sans précédent.

Cet effondrement est l'aboutissement de la phase de mondialisation libérale qui s'est développée, entrecoupée de crises de moindre ampleur, depuis la fin des années 1970. Le moteur de cette phase d'expansion est la lutte de classe menée par les classes dominantes pour restaurer et assurer leurs profits. Lutte de classe qui a développé l'exploitation de la main d'œuvre des pays pauvres, mis les salariés du monde entier en concurrence, profité du développement du chômage pour faire pression sur les salaires et les revenus de la population des pays riches.

L'intégration de la Chine, de l'Inde, du Brésil, au marché capitaliste, a joué un rôle moteur dans cette offensive libérale en permettant une croissance à moindre coût, ce qui est en train de s'achever aujourd'hui.

Cette croissance, les profits qu'elle dégagait, ont alimenté avec une ampleur sans précédent la spéculation financière et la surchauffe économique. Tandis que se développaient les nouveaux marchés des pays « émergents », la demande solvable de la population des pays riches, en particulier des Etats-Unis, affaiblie par la baisse des salaires consécutive aux attaques libérales, était soutenue par des crédits très bon marché. Cette croissance a permis l'envolée des spéculations, disséminant dans tout le réseau financier international ces titres qui sont désormais considérés comme « toxiques »...

La crise des subprimes a été le signal qu'une étape était franchie. Des millions d'emprunteurs populaires, étranglés par leurs dettes et la baisse de leurs revenus, se sont trouvés dans l'incapacité de payer leurs traites. Les « titres » qui représentaient leurs dettes, gonflés par la spéculation, ont perdu toute valeur du jour au lendemain, contraignant l'ensemble du système financier international à « déprécier les actifs ». C'était le début de l'engrenage de la crise financière et du crédit qui a fait partir en fumée en un peu plus d'une année, des milliards de capitaux.

Masqué par la complexité des relations financières, par l'aspect spectaculaire des faillites et des cracks boursiers, ce qui se trouve aux origines de la crise, c'est le décalage croissant entre « l'exubérance » financière assoiffée de profits et la capacité des marchés à absorber les marchandises produites, car les profits ne se réalisent que si les marchandises trouvent preneur...

Les mouvements croisés de la croissance d'une bulle spéculative enflée de capitaux avides de profits, et d'une production qui s'essouffle en se heurtant aux limites du marché solvable se combinent pour créer la crise de confiance.

L'évolution de ces dernières décennies a exacerbé le processus, commencé depuis bien longtemps, de la concentration de la propriété privée capitaliste entre les mains d'une poignée de grands groupes financiers. C'est vers cette aristocratie financière que convergent les flux de profits tirés de l'exploitation de millions de travailleurs. Et c'est pour elle que les Etats mènent, à l'échelle mondiale, la lutte de classe pour l'appropriation du profit.

Ces grands financiers exercent, par le biais de sociétés imbriquées les unes dans les autres, de holdings, leur contrôle sur la quasi-totalité de l'économie. Ils constituent une caste totalement parasitaire, qui ne joue strictement aucun rôle productif. Les masses considérables de capitaux qui transitent entre leurs mains ne connaissent pas d'autre critère à leur utilisation que celui de leur rentabilité immédiate. Le capital financier est devenu de plus en plus spéculatif, parasitaire.

Mais les jeux spéculatifs, sur les actions, sur les titres de toutes espèces, ne sont qu'un moyen, pour les classes dominantes, de se répartir les richesses tirées de l'exploitation. Que les mécanismes qui génèrent ces richesses, ces profits « réels », viennent à ralentir, et c'est tout le système financier qui se retrouve asphyxié. La « confiance » disparaît, des milliards et des milliards de capitaux accumulés dans les bulles spéculatives partent en fumée dans l'effondrement des bourses, le crédit se bloque, agissant en retour comme un frein sur la production et les échanges...

Un nouveau « 1929 » ?

La crise actuelle est parfois comparée à la grande crise de 1929. Cela est vrai de par les mécanismes, et au sens où, comme elle, la crise en cours indique un tournant majeur, un basculement. François Chesnais écrit : (1) « L'an passé s'est produite une véritable rupture qui laisse loin derrière une longue phase d'expansion de l'économie capitaliste mondiale » ; « cette rupture a marqué le début

d'un processus de crise avec des caractéristiques comparables à la crise de 1929, bien qu'elle se développe dans un contexte très différent ».

La crise de 1929 avait été précédée, aux Etats-Unis, d'une période de croissance libérale, de spéculation effrénée, comme une anticipation de ce que nous connaissons à l'échelle mondiale aujourd'hui, alors que l'économie de l'Angleterre et de la France se protégeaient par leurs frontières nationales, instrument de l'exploitation de leurs empires coloniaux, et que l'Allemagne étouffait dans le carcan du traité de Versailles. L'envolée spéculative américaine s'est brisée sur les limites des marchés solvables internationaux entraînant, en deux-trois ans, l'ensemble des pays industrialisés dans la récession.

Les Etats-Unis tentaient, avec le New Deal, de faire face à la crise à travers de multiples mesures de régulation, de soutien de la consommation. En Allemagne, la bourgeoisie choisit, en 1933, de briser la classe ouvrière en portant Hitler au pouvoir. En France, elle tentait une politique de Front populaire, sorte de « *New Deal pour lilliputien* » comme l'écrivait Trotsky (2)... Mais toutes ces «mesures» s'avèrent impuissantes à juguler les effets destructeurs de la crise, qui déboucha, dix ans plus tard, en 1939, sur la 2ème guerre mondiale.

Une barbarie dans laquelle des millions d'êtres humains trouvèrent la mort ; dans laquelle une masse considérable de capital accumulé fut «purgée», détruite sous forme de machines de guerre, d'usines et de villes bombardées...

La situation actuelle est profondément différente. L'offensive libérale a ouvert les frontières nationales dans un monde de liberté capitaliste pour étendre son exploitation au monde entier, l'enserrer dans ses réseaux financiers pour en capter toutes les sources de plus-value. L'interdépendance des économies contraint les Etats à une certaine coopération, Etats qui ont acquis une expérience et des moyens considérables pour tenter sinon de maîtriser la crise du moins d'éviter la catastrophe, l'effondrement brutal.

Le socialisme à Wall Street ?

La crise a poussé les chefs d'Etat à changer leurs discours. Entraînés à intervenir directement et massivement dans le sauvetage des organisations financières, ils ont été contraints de contredire le «credo libéral», leur laïus sur la « *concurrence libre et non faussée* ». Mais cet «interventionnisme» au service des patrons-financiers n'a rien de bien nouveau. Les Etats n'ont jamais, en dépit de tous les discours, cessé d'intervenir dans la vie économique et sociale au profit des classes dirigeantes. Les politiques antisociales menées par tous les gouvernements depuis une trentaine d'années en témoignent largement.

Simplement, face à l'effondrement financier, des degrés sont franchis, comme celui de la décision récente de l'Etat US de prendre, pour la première fois de son histoire, des participations dans le capital des principales banques du pays pour se porter garant anticipant les difficultés annoncées.

Financiers et gouvernants du monde entier nous parlent maintenant de «*moralisation*», de «*régulation*». C'est leur nouveau baratin pour masquer la véritable nature de l'intervention des Etats. Ce brutal souci «éthique» n'empêche pas les moins touchés des organismes financiers de dépecer ceux qui sont tombés. Sur fond de crise, les sommets des classes dominantes, ceux de la finance, se réorganisent, se concentrent, dans leur incessante lutte pour la domination.

Lors du débat sur le plan d'aide aux banques, J.M. Ayrault justifiait l'abstention du PS par le fait que le plan de Nicolas Sarkozy « *ne résout qu'une partie des problèmes* », ajoutant que « *ce qu'il est possible de faire pour sauver le système bancaire, il doit être possible de le faire aussi pour sauver les Français de la récession* ». Il faudrait accompagner l'aide aux banques d'une politique de relance, d'aide aux petites entreprises, etc... Mettre en place, en quelque sorte, un nouveau New Deal...

Mais les relations économiques et financières qui se sont tissées en un demi-siècle ont totalement assujéti l'ensemble des acteurs économiques aux jeux spéculatifs. Une partie de plus en plus importante du financement des entreprises est passée entre les mains de fonds spéculatifs, d'«*hedge funds*» et autres sociétés de LBO. Ces «industriels de la finance» empruntent pour spéculer. Ils tirent leur profit de l'écart entre l'argent récupéré en pressurant les travailleurs, en restructurant, voire en vendant l'entreprise par morceaux, et des montants de remboursement de leurs emprunts d'autant plus bas que les taux de crédit étaient faibles. Les «rendements» obtenus, dont certains pouvaient atteindre 40%, ont fait se multiplier ces organismes. Attirées par les gains faciles, toutes les grandes banques ont créé leurs propres fonds de «capital risque». Fin 2007, au niveau mondial, 1780 milliards de dollars, collectés par les grandes institutions financières (banques, assureurs, fonds de pension...) transitaient par une dizaine de milliers de «*hedge funds*» avant de s'investir dans «l'économie réelle» à des fins purement spéculatives. Le durcissement du crédit a porté un coup sévère aux «*hedge funds*», précipitant la ruine de beaucoup d'entre eux et contribuant à l'effondrement financier généralisé. Mais cela n'a pas pour autant changé la nature des liens entre la finance et l'économie. Tous les réseaux financiers sont envahis par des créances douteuses, ces produits dits aujourd'hui toxiques... Le capital financier est devenu essentiellement spéculatif, et tous les fonds injectés pour renflouer les capitalistes risquent de disparaître dans un gouffre sans fond. Et par ailleurs, il n'est pas question de remettre en cause les dérégulations, la concurrence exacerbée, donc de se donner des moyens de contrôler.

Loin de tenter de réguler la folie financière, les Etats s'y intègrent.

Vers un état de crise chronique

Les mesures prises nous sont présentées comme temporaires, le temps que le système retrouve sa santé... Mais il est probable que cette interpénétration des Etats et de la finance soit au contraire la forme sous laquelle les sommets du capitalisme vont aborder l'après-crise pour une période d'autant plus durable que les perspectives de trouver de nouveaux

terrains d'expansion semblent épuisés.

Cette après-crise a toutes les chances de prendre la forme d'une situation de crise chronique, marquée par la stagnation ou la récession. C'est à cela que se préparent les classes dominantes et les Etats.

Une poignée de grandes structures financières internationales se renforcent, constituant de multiples liens avec les Etats. Un «libéralisme d'Etat» se met en place, à travers lequel les gouvernements pourront garantir directement le refinancement des banques et des assureurs, en puisant dans les caisses publiques.

Quant aux «régulations» dont on nous promet la mise en place, en particulier par des réformes des institutions internationales comme le FMI, elles n'apporteront aucun remède à la situation. Ces institutions seront, dans le prolongement de ce qu'elles sont actuellement, des lieux où les conflits se régleront non en termes «éthiques» ou «raisonnables», mais en termes de rapports de force.

La crise actuelle est révélatrice de l'affaiblissement économique, politique et militaire des Etats-Unis à l'échelle mondiale. Il y a une dizaine d'années, Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter et stratège de la politique des Etats-Unis, publiait *Le Grand Echiquier*. Il y prévoyait, à juste titre, que « *le déclin des Etats-Unis est inévitable* ». Mais son objectif n'en restait pas moins de voir « *comment rester la seule superpuissance dominant le monde* »...

Maintenant que ce déclin est devenu palpable, ce programme, celui des holdings financières qui contrôlent l'économie, garde toute son actualité. La dépression chronique dans laquelle le monde risque de s'enfoncer va accentuer la concurrence entre les groupes financiers. Les tensions et les conflits internationaux vont se multiplier, tandis que les Etats-Unis vont tout faire pour garder leur hégémonie.

Dans ce contexte, il est difficile de parier sur ce que va devenir l'Union européenne, prise entre des forces centrifuges qui poussent chacun des Etats à intervenir de façon indépendante pour maintenir à flot banques et groupe financiers nationaux, et la nécessité d'agir de façon concertée. La réunion de l'Eurogroupe du 12 septembre donne une image caricaturale de cette situation : la « *décision commune* » dont Sarkozy se félicite... c'est que chacun agira séparément, en tapant dans les poches de ses propres contribuables, pour renflouer ses propres banques...

Sauvegarder la domination des classes capitalistes

Les effets de la crise viennent s'ajouter, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, aux reculs sociaux accumulés pendant les années de croissance du capitalisme. Dans les pays les plus pauvres, la famine s'est ajoutée à la misère et aux épidémies, poussant les populations à la révolte. Dans les pays riches, le chômage repart à la hausse, sur fond d'économie en pleine récession... Des secteurs entiers sont touchés, à commencer par ceux des finances, de la construction, de l'automobile, des transports.

La chute des Bourses, en plus de ruiner de nombreux petits boursicoteurs, a par ailleurs mis à mal de nombreux fonds de pension, menaçant les retraites de millions de personnes ; tout comme la présence de titres «douteux» dans les multiples paquets financiers et autres sicav menace les économies de nombreux petits épargnants.

Sur fond d'exacerbation de la concurrence entre capitalistes, face à la perspective d'une récession chronique, le libéralisme d'Etat continue son offensive contre les salariés et la population en général. Le cynisme avec lequel X. Bertrand est venu présenter le week-end dernier l'extension du travail du dimanche comme un remède à la baisse de la consommation, et donc comme un moyen de faire face à la crise, donne le ton !

Tout comme, à un degré supérieur, le fait d'imposer la prise en compte par l'Etat des pertes à venir des banques par des emprunts garantis par le produit des impôts payés par toute la population.

Les financiers, main dans la main avec les Etats, prétendent nous faire payer leur crise pour préparer les conditions d'assurer leurs profits de demain.

Défendre les droits de travailleurs et de la population exige de contester la propriété privée capitaliste, la finance

La banqueroute financière du système s'accompagne d'une véritable banqueroute politique.

Le capitalisme, était, il y a encore quelques mois, présenté comme un univers indépassable. Et on a vu il n'y pas si longtemps les candidats à la direction du PS, Delanoë en tête, disserter gravement sur le libéralisme, l'économie marché... tandis que Sarkozy se félicitait d'avoir remporté la «*victoire idéologique*»... La crise tranche le débat.

L'affaiblissement de la bourgeoisie s'accompagne de son discrédit. L'anarchie capitaliste qui s'étale au grand jour, les mensonges par lesquels le gouvernement a essayé de nous lanterner en dépit des évidences, la manifestation de l'impuissance des dirigeants politiques et économiques face au séisme financier est le signe manifeste que le capitalisme a perdu la bataille idéologique.

La «crise de confiance» n'est pas uniquement financière et ne se limite pas au milieu des spéculateurs. Elle est aussi politique et, à ce titre, elle touche l'ensemble des couches populaires. C'est sur ce terrain que germent les idées de la contestation et de la révolte. Il faut que cette révolte se donne un contenu, une perspective politique pour que les travailleurs puissent s'unir pour se défendre.

Gouvernements et financiers mettent en place leur plan pour faire payer la crise aux travailleurs, à la population laborieuse. Ils accentuent leur offensive de classe pour assurer leurs profits et leur domination.

A cette politique, nous devons opposer la nôtre. Ce ne sont pas nos revendications qui ont conduit la société à la crise. Bien au contraire, c'est la dégradation du rapport de force qui a laissé les mains libres à la bourgeoisie pour mener sa politique de destruction. Il est plus que jamais légitime et urgent de nous organiser pour refuser de faire les frais de la crise et imposer nos propres exigences, la garantie d'un emploi par le partage du travail entre tous, des revenus permettant de vivre décemment...

Pour imposer la garantie de ces exigences élémentaires, les salariés, la population n'ont aucune raison de craindre de mettre en cause les droits de la bourgeoisie et de son Etat à se prévaloir sans limites de ses titres de propriété. Les Etats capitalistes tentent de renflouer les classes capitalistes alors que la concurrence et la loi du marché opèrent une purge drastique. Si l'on veut sauver l'économie, c'est-à-dire les capacités de produire ce sont les hommes ont besoin, il ne faut pas craindre d'imposer le contrôle sur les moyens de crédit, les banques, d'opérer une purge radicale, l'expropriation du capital financier spéculateur.

La question du pouvoir, de qui contrôle le fonctionnement de la société est posée : une poignée de parasites financiers dont le seul critère est la rentabilité de leurs capitaux, ou les travailleurs et la population organisés démocratiquement en vue d'assurer la satisfaction des besoins de tous.

C'est autour de cette perspective que devront se regrouper toutes les forces sociales et politiques qui refusent de sacrifier les intérêts de la collectivité à la logique des financiers et des Etats à leur service.

Eric Lemel

1. François Chesnais - Como la crisis del 29, o más... Un nuevo contexto mundial - <http://www.herramienta.com.ar> - [retour à l'article](#)

2. Trotsky - Le marxisme et notre époque - avril 1939 - <http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres> - [retour à l'article](#)

[retour à l'introduction - au sommaire](#)

L'étatisme de Sarkozy ou l'union de la banque et de l'Etat contre les travailleurs et la population

Débat militant n°206 du 30 octobre 2008

Mardi 28, à Reithel, dans les Ardennes, en présentant son plan de «mobilisation pour l'emploi», Sarkozy a annoncé son intention d'accélérer ses attaques contre le monde du travail et la création de 100 000 emplois aidés de plus... sans oublier sa botte secrète contre la crise : le développement du travail du dimanche !

Ce plan de «mobilisation pour l'emploi» était sensé constituer le troisième volet de son soi-disant plan contre la crise. Il vient après l'annonce, le 23 octobre à Annecy, des mesures de soutien aux PME, elle-même précédée du vote par l'Assemblée nationale de 360 milliards d'euros de soutien aux banques.

Mais, malgré toutes les rodomontades «volontaristes», et comme pour mieux illustrer l'impuissance des mesures prises par les dirigeants politiques et économiques à contrôler un tant soit peu la situation, les Bourses continuent leur jeu de yoyo, alternant krachs brutaux et remontées irrationnelles, tandis que tombent de nouvelles annonces de fermetures d'entreprises, en particulier dans l'automobile...

Mais qu'importe. Au-delà des ambitions personnelles du petit homme qui voit dans la situation l'occasion de jouer un rôle historique à la mesure de ses prétentions, il y a, dans ses discours, la cohérence d'une intervention politique qui vise à maintenir la crédibilité d'un système économique profondément ébranlé par la crise. Henri Gaino, l'homme qui écrit les discours de Sarkozy, résume ainsi le fond de l'argumentation : « *le capitalisme financier a perverti le capitalisme et détruit le système de valeurs qui depuis toujours lui donne sa vitalité et sa puissance créatrice. L'enjeu aujourd'hui c'est de revenir aux sources éthiques du vrai capitalisme, celui de l'entrepreneur, de la récompense de l'effort et du mérite, de la responsabilité* ».

Dénoncer le capitalisme financier en l'opposant à un soi-disant «vrai» capitalisme n'a pas d'autre objectif que de tenter de faire passer au mieux des mesures destinées à assurer le maintien de la domination du... capitalisme financier. Quitte à abandonner les discours libéraux d'hier. Quitte à habiller les «mesures» d'un laïus «antilibéral» qui friserait même, aux yeux de certains «observateurs» bienveillants, le «socialisme»... Sarkozy se complait dans l'imposture.

Cela ne fait que contribuer à reléguer un peu plus les dirigeants socialistes au rayon des accessoires. Ils n'ont aucune alternative à opposer à Sarkozy et jouent les dupes. Lors du vote du cadeau de 360 milliards aux banques, ils s'étaient abstenus au prétexte qu'il n'était « *pas question de s'opposer à un plan qui permet au niveau européen de sortir des premières tourmentes* ».

de la crise financière « ; Après l'intervention de Rethel, Hollande fait semblant de s'étonner des insuffisances du plan de Sarkozy : « Nicolas Sarkozy a fait un meeting, mais il n'a pas apporté les réponses qui étaient attendues par ceux qui craignent pour leur propre emploi ». Quelle surprise !

Une attitude que les dirigeants des grandes confédérations syndicales, engluées dans le « dialogue social », n'hésitent pas à reprendre. Pour Thibault, « on demande aux salariés de s'adapter à la situation en mettant quelques pansements ici et là, ce n'est absolument pas à la hauteur de la crise » ; pour Chérèque, « M. Sarkozy a présenté cette annonce comme la troisième étape de son plan anti-crise, on peut dire qu'elle est certainement la plus décevante »...

Le « retour du politique », façon Sarkozy

« S'il y a bien un fait majeur qui émerge de cette crise, c'est le retour du politique. L'idéologie de la dictature des marchés et de l'impuissance publique est morte avec la crise financière » prétend Sarkozy. Il voudrait s'appuyer sur ceux qui pensent que la crise vient d'un manque de régulation du capitalisme, d'un renoncement de l'Etat à assurer ses fonctions de contrôle du fonctionnement de la société, l'illusion d'un «Etat providence» protégeant les classes populaires des appétits des classes dominantes. Alors il promet « un Etat plus actif dans l'économie, qui assume ses responsabilités, qui entreprend et qui investit »...

Mais le véritable contenu de ce «retour du politique» tient dans la nature même des mesures qu'il prend. Ces mesures ne remettent absolument pas en cause ce «capital financier» qui est dénoncé comme responsable de tous les maux. Bien au contraire, elles s'inscrivent totalement dans le fonctionnement de ce système.

C'était clairement le cas avec les centaines de milliards votés pour venir au secours de banques, leur apporter la garantie de l'Etat sous prétexte de «restaurer la circulation du crédit». Autrement dit tenter de maintenir en état de fonctionnement le processus par lequel les institutions financières collectent leur part de plus-value produite par l'exploitation du travail. Et du même coup, apporter une nouvelle prime à la spéculation, puisque cette circulation financière est articulée sur les marchés financiers, la Bourse et autres «industries financières». En prenant sur l'argent des contribuables.

C'est le cas également avec les mesures annoncées à Annecy en «faveur des PME». Au-delà de l'aspect dérisoire des sommes engagées, et qui sont bien incapables de faire face à l'ampleur de la récession, ces mesures ne remettent absolument pas en cause les liens de dépendance de l'économie «réelle» au pouvoir de la finance. Pour l'essentiel, elles constituent une garantie de l'Etat aux prêts bancaires, et à ce titre, elles contribuent à renforcer ces liens de dépendance auxquels Sarkozy prétend vouloir mettre fin. Elles ne constituent par ailleurs en aucune façon la politique de crédit qui serait nécessaire pour répondre aux besoins des travailleurs indépendants.

Quand au «fond souverain à la française», le «fond stratégique d'investissement», il n'apportera rien de bien différent : l'Etat empruntera aux banques l'argent qu'il utilisera pour prendre des participations dans les entreprises industrielles «stratégiques» qui en auront besoin... Le système financier, dans lequel l'Etat s'imbrique par le biais de ce fond, reste au cœur de l'affaire. L'Etat sert d'intermédiaire et de caution, et les banques retrouveront leur mise, avec les intérêts, quel que soit le résultat du «sauvetage»... et au frais du contribuable.

Bien sûr, l'Etat n'a pas attendu la crise pour intervenir au service des classes dominantes : le quart de siècle de mondialisation libérale que nous venons de vivre est l'histoire d'une offensive continue de l'Etat contre les travailleurs et les classes populaires pour restaurer les profits de la bourgeoisie. Les «réformes sociales» menées à marche forcée par le gouvernement actuel et le patronat en sont le prolongement. Et la crise est pour Sarkozy l'occasion d'en rajouter une couche sur ce terrain également. C'est la substance de son plan pour l'emploi présenté à Rethel ce mardi. Les seuls «emplois» en perspective, c'est une centaine de milliers de contrats aidés de plus ; pour le reste, c'est l'accélération de la mise en place de la «sécurité sociale professionnelle», une synthèse cynique de mesures contre les droits des salariés, avec ou sans emploi.

Parisot ne s'y est pas trompée, qui a vu dans cette annonce « d'excellentes nouvelles » et salue « la volonté du président de la République de lever les tabous, en particulier à propos du travail le dimanche et de l'utilisation des CDD pour stimuler l'économie ». Tout est dit...

Loin d'être une rupture avec la politique libérale passée, l'«étatisme» de Sarkozy est une accentuation de cette politique. Alors que la phase de mondialisation de l'économie prend fin sous la forme d'une crise majeure, de nouvelles formes politiques se mettent en place, fondées sur l'union de l'Etat et de la banque. Un «libéralisme d'Etat» qui a pour but d'aider les sommets de classes dominantes à traverser la crise avec le moins de casse possible, mais aussi à maintenir leur domination dans la période qui suivra.

Impuissance devant la crise historique de la domination capitaliste

Car personne ne s'attend à ce que, l'épisode aigu actuel passé, les affaires reprennent comme avant. La phase de croissance qui a accompagné le développement considérable de la Chine et de quelques autres pays «émergents» semble bien terminée. Les illusions dans un accroissement sans limite des profits tirés de cette expansion s'effondrent dans la récession ou le ralentissement qui frappe l'ensemble des pays de la planète, et dans la gigantesque purge financière qui ébranle tous les marchés financiers.

La situation actuelle n'est pas une simple crise conjoncturelle, passagère. Elle est le signe que le capitalisme atteint ses

propres limites, qu'il n'en sortira que pour s'enfoncer dans une crise permanente. En ce sens, la crise actuelle marque un tournant historique du capitalisme à un niveau bien supérieur à celui de la crise de 1929. Nous vivons le début de la crise globalisée du capitalisme, la crise de la domination de la bourgeoisie devenue une aristocratie financière parasitaire.

Une situation dont la bourgeoisie et ses représentants politiques sont bien conscients, comme l'exprimait Sarkozy à Annecy : « *Nous n'avons pas le droit d'échouer sinon nous risquons d'être confrontés partout à la révolte des classes populaires et des classes moyennes qui rejeteront une mondialisation qu'elles ne vivent plus comme une promesse mais comme une menace, non plus comme une source d'espérance mais comme une cause d'injustice* ».

Et il ajoutait : « *... nous devons, dans les circonstances actuelles, continuer d'être volontaristes comme nous l'avons été face à la crise financière. Car c'est le volontarisme qui sera le meilleur antidote à la dangereuse tentation du protectionnisme, de l'anticapitalisme et du dirigisme bureaucratique que les désordres actuels vont immanquablement nourrir.* »

Les Etats et les institutions financières s'avèrent impuissantes à s'opposer au développement de la crise et à l'accélération de la récession. Tout au plus peuvent-elles, grâce à leur expérience des crises passées, freiner les effets de la purge gigantesque qui est en train de s'opérer.

La période qui a suivi la chute du mur de Berlin, au cours de laquelle le capitalisme a pu être considéré par une grande majorité comme « d'horizon indépassable », et les communistes révolutionnaires comme des ringards totalement hors de l'histoire, est terminée. Le capitalisme a fait faillite. La légitimité de sa domination sur la société est remise en cause, et cela contraint la bourgeoisie et ses larbins politiques à mener une bataille politique pour défendre le capitalisme en tant que tel. C'est une des raisons principales de l'agitation incessante de Sarkozy montant au créneau pour défendre la « *refondation du capitalisme* », les vertus du marché et de l'effort justement récompensé, ... sans oublier de nous mettre en garde contre la « *dangereuse tentation de l'anticapitalisme* ».

Capitalisme ou socialisme

Dans un chapitre du *Programme de transition* (1) intitulé « L'expropriation des banques privées et l'étatisation du système de crédit », Trotsky écrivait en 1938 : « *... Dans leur structure, les banques reflètent, sous une forme concentrée, toute la structure du capitalisme contemporain : elles combinent les tendances du monopole aux tendances de l'anarchie. Elles organisent des miracles de technique, des entreprises gigantesques, des trusts puissants; et elles organisent aussi la vie chère, les crises et le chômage. Impossible de faire un seul pas sérieux dans la lutte contre le despotisme des monopoles et l'anarchie capitaliste, qui se complètent l'un l'autre dans leur œuvre de destruction, si on laisse les leviers de commande des banques dans les mains des rapaces capitalistes* ».

La situation d'aujourd'hui est certes différente, mais les conclusions sont les mêmes : pour mettre fin à la gabegie destructrice qui résulte du pouvoir sans limite qu'exerce l'aristocratie financière sur la société toute entière, il faut retirer les « *leviers de commande* » de ses mains, en imposant nos propres mesures d'urgence pour éviter le blocage de la production et des échanges, l'asphyxie de l'économie :

- Regrouper les institutions financières, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population

Les dirigeants des grandes institutions financières (banques, compagnies d'assurance, fonds de pension, etc.) tiennent entre leurs mains tous les fils qui contrôlent l'économie. Ces institutions assurent la collecte d'une infinité de capitaux particuliers et décident de la façon dont ces derniers seront investis, et dans quel domaine.

Elles détiennent ainsi de fait le droit de vie et de mort sur des milliers d'entreprises, de toute taille, voire de secteurs entiers de la production, avec comme seul critère la recherche du meilleur rendement.

La collecte des capitaux privés, leur gestion, leur placement dans des entreprises industrielles, agricoles ou commerciales, ou encore au service de l'Etat, peut très bien se faire par le biais d'un grand service public, une grande banque nationale regroupant l'ensemble des institutions financières existantes. Les salariés qui assurent déjà le fonctionnement de ces entreprises continueraient leur travail dans le cadre de l'institution publique et y exerceraient leur contrôle.

Les restructurations actuelles des banques se font dans la violence des fusions imposées par les choix stratégiques des sommets et la pression de la crise. Ce qui est possible sous la contrainte de la concurrence le serait bien plus simplement dans le cadre d'un choix collectif et démocratique, auquel seraient totalement associés les employés de ces entreprises, qui en seraient eux-mêmes les acteurs.

Bien sûr, l'aristocratie financière parasitaire qui trône au sommet de ces groupes y perdrait son pouvoir et ses sources de revenus... Il s'agirait, en quelque sorte, de quelques dizaines de « licenciements pour faute grave ».

- Mettre fin au casino boursier, et assurer le contrôle démocratique des travailleurs et de la population sur les investissements

Mettre fin à la gabegie de la spéculation boursière est une mesure de salut public. Il faut fermer les marchés des titres financiers, leur substituer la centralisation de l'ensemble des capitaux privés et de leur gestion au sein d'une institution centrale.

Le choix de prêter telle ou telle somme à telle ou telle entreprise ne doit plus dépendre du rendement attendu, mais d'un choix social, l'estimation, par les classes populaires et les salariés, de l'utilité sociale de l'entreprise, des besoins qu'elle est destinée à satisfaire.

Ce contrôle démocratique des classes populaires et des travailleurs sur les investissements est la condition nécessaire

à une autre répartition des richesses, en particulier entre la part des salaires, la part des investissements, et la part de la rémunération des placements de capitaux. Elle suppose l'expropriation des grands groupes financiers.

- Substituer une planification démocratique aux lois aveugles de la concurrence et du marché

Les entreprises qui assurent la production des biens et des services sont prises entre les contraintes des financiers qui exigent le rendement maximum des capitaux prêtés et celles de la concurrence. A cette dépendance destructrice, il faut substituer une production répondant à un plan défini démocratiquement par les travailleurs et la population, en fonction des besoins réels et indépendamment de toute notion de rentabilité.

Les collectivités locales (communes, communautés de communes, départements, régions, état), répondent déjà, même si c'est de façon peu démocratique, à certains besoins collectifs de la population par le biais de services publics ou de délégations de service public à des entreprises privées. Un mode de fonctionnement sur lequel il serait certainement possible de s'appuyer, d'étendre progressivement à l'ensemble des entreprises, en imposant que les choix soient réellement ceux de la population concernée.

Face aux menaces de la crise, à la guerre de classe que mènent Sarkozy et ses donneurs d'ordre, la révolte monte dans des couches toujours plus larges des travailleurs et de la population, l'urgence d'une riposte s'impose. Mais les revendications les plus légitimes, refuser de payer les frais de la crise, exiger la satisfaction de les besoins les plus urgents, se heurtent inévitablement aux fondements mêmes de la société et ne peuvent se concevoir sans que les travailleurs ne soient obligés de faire, selon la formule de Trotsky (2), « des incursions de plus en plus profondes dans les rapports de propriété privée, c'est-à-dire de prendre le chemin des mesures socialistes ».

Eric Lemel

(1) Trotsky, [Programme de Transition](#), 1938

(2) Trotsky, [La révolution permanente](#), 1929

[retour à l'introduction - au sommaire](#)

La relance, c'est la nationalisation des banques, le contrôle des travailleurs, la hausse des salaires, le partage du travail...

Débat militant n°208 du 27 novembre 2008

Les dirigeants des 20 pays les plus riches du monde se sont retrouvés à Washington le 15 novembre pour, dixit, « tirer les leçons de la crise actuelle », « prendre toutes les mesures nécessaires pour restaurer la confiance des marchés et la stabilité, et minimiser les risques d'une nouvelle crise »...

Des objectifs ambitieux... pour des résultats qui se sont cantonnés à une déclaration de grands principes, ceux du « libre marché, le respect de la propriété privée, l'ouverture des échanges et des investissements, la concurrence entre les marchés » et qui se contentent de recommander, en guise de « mesures nécessaires », la mise en œuvre de « politiques de relance ». Cela n'a pas suffi pour redonner le moral aux Bourses qui ont connu une semaine de dégringolade... Jusqu'au sauvetage de Citigroup qui a provoqué un fol optimisme...

Les spéculateurs sont dans une phase aigüe maniaco-dépressive. La déprime devant la réalité de l'ampleur de leur crise, avec des accès de brusque euphorie quand les Etats les comblent de cadeaux !

Mais la tendance générale est à la baisse entraînée par la récession qui atteint l'économie mondiale. Les « plans de relance », cyniquement présentés comme le moyen de protéger les travailleurs de la crise, accompagnent maintenant la politique d'intervention des Etats pour renflouer le système financier. Ils sont les deux volets d'une même politique. Une fuite en avant dans l'urgence, pour soutenir un système financier en train de s'effondrer en finançant les classes dominantes, leurs profits et leurs spéculations, avec l'espoir qu'un miracle se produise... Mais le miracle n'aura pas lieu. La politique de soutien au système financier est vouée à l'échec par la profondeur même de la crise, expression du niveau de parasitisme atteint par l'aristocratie financière qui règne sur l'ensemble de l'économie mondiale. Et la politique de relance est tout autant vouée à l'échec puisqu'elle arrose les patrons dans le même temps que les Etats organisent la régression sociale, laissent faire les licenciements...

Cette politique des classes dominantes qui vise à relancer les profits ne peut qu'alimenter la crise. Elle conduit à une catastrophe. Les classes exploitées lui opposent une politique qui relance l'économie pour satisfaire leurs besoins en prenant sur les profits et le capital. Le débat se tranchera dans la lutte.

Une crise globale, qui s'approfondit de jour en jour

Sur les marchés financiers, la grande purge continue. Les Bourses internationales continuent leur yo-yo. L'Etat américain est de nouveau intervenu dimanche 23 novembre en injectant 20 milliards de dollars dans le capital de Citigroup, deuxième

banque commerciale US, et en lui offrant une garantie de 306 milliards sur ses pertes futures. Cette opération a entraîné, après une semaine de chute libre, une remontée spectaculaire de toutes les Bourses. Une preuve cynique de plus, s'il en était besoin, que les milliards offerts aux banques par les Etats sous prétexte de « soutien » ne sont que des primes à la spéculation.

Dans le domaine de l'économie dite réelle, le marasme touche des secteurs de plus en plus nombreux, et de plus en plus gravement : secteur de l'immobilier, de l'automobile... Les annonces de mise en chômage technique, de licenciements, de fermetures définitives se succèdent. Une enquête récente d'un assureur-crédit publiée par les *Echos*, prévoit que les « défaillances d'entreprises » pourraient augmenter de 25 %, en France, pour chacune des deux années 2008 et 2009. Cette accélération est pour une part due au durcissement des conditions du crédit. Mais elle est surtout la conséquence de la politique du patronat qui anticipe la récession par les licenciements et ainsi l'accélère. La diminution de la demande solvable contraint en retour producteurs et vendeurs à baisser leurs prix pour écouler leurs stocks. Une baisse des prix qui est une conséquence directe de la récession, qu'elle contribue à accentuer. Ils plongent ainsi le monde dans une récession qui échappe à la politique des Etats dont le seul souci est de préserver les intérêts des classes dominantes.

Ces dernières années, le développement de la Chine et de quelques autres pays avait créé l'illusion d'un accroissement illimité des profits. Profits tirés de la sur-exploitation de la main d'œuvre sous-payée des pays pauvres, mais aussi des reculs des conditions de travail et de salaire auxquels les travailleurs des anciens pays industriels, soumis à la concurrence d'un marché du travail désormais international, n'ont pas été capables de s'opposer.

Tandis que les profits explosaient, gonflés par une spéculation financière effrénée, la croissance des pays « émergents » s'est ainsi accompagnée d'une baisse des revenus des populations des pays riches, principaux consommateurs de marchandises produites. Cette baisse du pouvoir d'achat réel de la population des pays riches a été compensée un temps par un recours massif au crédit bon marché. Mais le faux semblant a pris fin avec la crise des subprimes, dans l'explosion de la bulle spéculative de l'immobilier américain en 2007. Les éléments d'une récession économique, l'incapacité du marché solvable à absorber la masse des marchandises produites, sont alors apparus au grand jour, et n'ont cessé, depuis, de se développer.

La crise actuelle est l'aboutissement de la politique des classes dominantes, de la guerre de classe qu'elles ont pu mener pendant des années en toute impunité, parce que les classes populaires du monde entier, soumises à un rapport de force défavorable, leur laissaient les mains libres.

Mais, en mettant à nu les contradictions qui ont conduit le capitalisme à la faillite, en montrant l'impuissance de la grande bourgeoisie financière et de ses larbins politiques à s'y opposer, elle souligne l'urgence à inverser ce rapport de force. C'est la seule issue à la crise.

La légitimité de la bourgeoisie à diriger la société est remise en cause. L'image des subventions faramineuses des Etats aux banquiers responsables de la crise et qui partent en fumée dans les jeux boursiers tandis que se poursuivent de plus belle restrictions et attaques contre les travailleurs, alimente la révolte et la contestation sociale.

Cela contraint la bourgeoisie et ses représentants à mener une bataille politique incessante pour tenter de faire croire qu'ils gardent la situation sous contrôle. Tout comme ils essaient de faire passer leur politique de soutien inconditionnel aux parasites de la finance pour le seul moyen d'atténuer les effets de la crise pour les classes populaires. Leur politique ouvre les yeux de millions de travailleurs, les éveillent à la défense de leurs intérêts de classe.

Un nouveau Bretton Woods ?

Le sommet de G20, avec sa prétention à mettre en place des mesures susceptibles de « rétablir la confiance des marchés et la stabilité » par une coordination internationale des Etats n'a été que l'un de ces multiples tours de passe-passe.

Certains, tel le 1er ministre britannique, Gordon Brown, prétendaient y voir un « nouveau Bretton Woods », la possibilité pour le G20 de mettre en œuvre les mesures de régulation, de « gouvernance internationale », que l'on nous annonce depuis le début de la crise et qui conditionneraient, selon eux, une nouvelle phase de stabilité économique.

Comme celle qui a suivi la fin de la deuxième guerre mondiale et qui trouverait son origine dans les accords signés en 1944, à Bretton Woods, aux Etats-Unis, où s'étaient réunis la quarantaine de pays alliés contre l'Allemagne, afin d'organiser l'économie mondiale de l'après-guerre et tenter de mettre en place des outils censés éviter le retour de crises comme celle de 1929.

Les accords de Bretton Woods concrétisaient la place de première puissance économique, politique et militaire que les Etats-Unis avaient acquise au cours de la guerre. Ils faisaient du dollar, dont la valeur était garantie par les stocks d'or détenus par les Etats-Unis, la monnaie des échanges internationaux et la référence de toutes les autres monnaies. Et c'est à Bretton Woods que sont nés la Banque mondiale, destinée à financer, avec des capitaux américains, la reconstruction de l'Europe et du Japon détruits par la guerre, et le FMI, pour réguler les échanges monétaires internationaux.

Depuis, les USA n'ont cessé de faire évoluer les « outils » issus de Bretton Woods au gré des aléas de la situation économique et politique mondiale, pour assurer leur domination, et grâce à cette domination.

Car c'est l'hégémonie écrasante des USA, et non les « règles » et institutions internationales issues de Bretton Woods, qui a constitué la base de la stabilité du capitalisme de l'après-guerre, lui permettant de traverser toutes les crises du demi-siècle (décolonisation, crises économiques,...), pour arriver au capitalisme mondialisé d'aujourd'hui.

Cette situation prend fin à travers la crise qui en est l'aboutissement, mais les conditions d'un nouveau Bretton Woods n'existent pas : aucun pays n'est actuellement en mesure d'imposer ses propres règles du jeu. Les classes dominantes et leurs Etats n'ont pas d'autre choix que de se préparer à faire face à l'exacerbation de la concurrence internationale, sur la base de nouveaux rapports de force internationaux.

Bien sûr, s'ils ne peuvent plus prétendre à une hégémonie indiscutée, les Etats-Unis gardent dans cette situation une place prépondérante. Malgré la crise financière et leur endettement astronomique, ils restent la première puissance économique mondiale. Leur Etat est le seul à avoir les moyens d'intervenir pour assurer la domination de la bourgeoisie internationale à l'échelle de la planète. Et le dollar, bien qu'affaibli, est encore la monnaie principale des échanges internationaux. Une grande part des réserves des pays « émergents », comme la Chine, ou de certains pays producteurs de pétrole, sont constituées de dollars ou de bons de trésor américains. Autant de raisons pour ces pays de soutenir la monnaie et l'économie américaine... C'est sur cette puissance que voudrait s'appuyer Obama en engageant un vaste plan à travers lequel il voudrait restaurer l'hégémonie américaine en en faisant le moteur d'une relance mondialisée. Au mieux, il ne pourra qu'amoinrir la crise tout en préparant ses nouveaux développements.

Relancer l'économie, ou financer les profits et les spéculateurs ?

Le plan annoncé par Obama pourrait atteindre 800 milliards de dollars. Il s'agirait d'allègements fiscaux, d'aides au crédit, et « *d'investir dans de grands chantiers d'infrastructures : écoles et hôpitaux publics, routes, ponts et surtout développement d'énergies alternatives* ».

En Europe, Sarkozy et Barroso rêvaient d'un plan commun, financé au prorata des moyens de chacun des pays et dont les aides auraient été attribuées, sous l'égide de la Commission européenne, en fonction des besoins. Mais ce projet n'a pas résisté aux divergences d'intérêts. Chacun des pays membres agira en ordre dispersé, avec ses propres moyens et pour ses propres objectifs... La Commission européenne devra se consoler de sa mise à l'écart en attribuant à chacun de ces plans le label « *plan européen de relance* », dont le total devrait atteindre 130 milliards d'euros.

En Grande Bretagne, le plan portera sur une vingtaine de milliards de livres, sous forme d'allègements fiscaux, particulièrement de la TVA.

En France et en Allemagne, le plan devrait revêtir la forme d'« *aide aux investissements* », c'est-à-dire du soutien financier, par l'Etat, de certains secteurs réputés « stratégiques ».

C'est le rôle du « *fond stratégique d'investissement* » de Sarkozy, et de ses projets : grands travaux d'infrastructure (routes, chemins de fer...), plan de soutien à l'automobile, rachat par l'Etat à des promoteurs privés de tout un stock de logements invendus pour en faire des logements sociaux...

Tous ces « plans » sont censés produire indirectement des emplois, donc de la croissance, et donc, en fin, de compte, relancer l'économie... Une formule magique à laquelle personne ne peut croire, mais qui n'empêche pas Obama d'y voir la possibilité de créer les 2,5 millions d'emplois promis au cours de sa campagne.

Sauf pour quelques pays comme la Chine, le financement de ces plans repose forcément, fautes de réserves, sur une aggravation de l'endettement des caisses publiques. C'est la poursuite, sous une autre forme, de la politique de financement du système financier aux frais du contribuable.

Certains n'hésitent pas à comparer le plan « audacieux » d'Obama au New-deal mis en œuvre par Roosevelt à partir de 1933 pour tenter de faire face aux conséquences de la crise de 29. Mais les Etats-Unis avaient alors les moyens d'une telle politique. Et si le New-deal n'a pas mis fin à la crise, qui ne s'est résolue réellement qu'à travers les massacres et les destructions de la 2ème guerre mondiale, il en avait malgré tout atténué les effets aux Etats-Unis.

Aujourd'hui une telle politique n'est plus possible, même avec toutes ces limites. Les 800 milliards du financement envisagé par Obama viendront creuser d'autant le déficit abyssal des caisses américaines. Et, loin de « relancer l'économie », ils rejoindront ceux que le Trésor américain et la FED ont déjà jetés, et continuent de jeter, par centaines, dans le gouffre de dettes insolvables du système financier. Quant à la capacité, qui semble sans limites, de l'Etat américain à puiser dans des caisses vides, elle ne tient que tant que ses créanciers, particulièrement la Chine, accepteront de financer l'endettement des USA sur leurs propres réserves. Jusqu'à quand ?

Sous couvert de protéger les travailleurs et les populations des effets de la récession, les « plans de relance » que se préparent à mettre en œuvre les gouvernements sont une nouvelle fuite en avant face à une situation qui se dérobe sous leurs pieds.

Contre la tentative de relance des profits, un plan d'urgence pour les travailleurs et les classes populaires

La crise actuelle est le résultat des contradictions dans lesquelles se débat le capitalisme international. Elle est aussi, dans le cadre du système capitaliste, le seul mode possible de résolution de ces contradictions. De ce fait, elle répond à une logique, à des « lois économiques » qui sont celles du système capitaliste et dont le G20 réaffirme les principes dans sa déclaration : « *principe du libre marché, respect de la propriété privée et de la concurrence entre les marchés* »... Des « lois » que l'on nous présente comme inéluctables et au nom desquelles il nous faudrait accepter la situation actuelle et ses conséquences

dramatiques. Des « lois » qui ne sont en réalité qu'un argument politique pour imposer aux populations la logique d'une politique de classe égoïste et parasitaire qui mène tout droit à la catastrophe.

Mais si les gouvernements se sentent obligés de déguiser en « plans de relance de l'économie » leurs nouveaux cadeaux aux patrons et aux financiers, c'est qu'ils craignent que les rideaux de fumée de leur propagande et le poids démoralisant de la crise ne soient impuissants à désarmer la révolte et la contestation sociale qui se développe, et dont, ici, le succès des manifestations des enseignants du 20 novembre, celles des postiers du 22, sont l'expression.

L'histoire est là pour démontrer qu'au cœur des mécanismes qui ont conduit à la crise, il y a le recul du mouvement ouvrier qui a laissé les mains libres aux classes dominantes avides de profits et de domination, au mépris des intérêts des populations. Au cœur de la crise, il y a la question d'une loi bien réelle celle là, celle du rapport de force entre les classes. Et si les classes opprimées laissent encore faire, l'aventure financière dans laquelle s'engagent aujourd'hui les Etats conduirait inévitablement à une régression considérable.

La seule relance possible, c'est de prendre sur le capital pour produire en fonction des besoins des populations et, pour cela, de nationaliser le crédit afin de fournir aux entreprises les capitaux dont elles ont besoin pour produire, non en fonction des profits escomptés par une minorité de parasites, mais en fonction d'un plan répondant aux besoins effectifs et sous le contrôle des travailleurs. C'est de prendre sur le capital pour garantir à tous un salaire permettant de vivre dignement, pour interdire les licenciements en imposant le partage du travail entre tous.

Ces mesures d'urgence ne peuvent venir d'en haut, elles ne peuvent être imposées que par en bas, par la mobilisation et l'organisation des travailleurs pour imposer leurs droits contre ceux du capital financier spéculatif.

Eric Lemel

[**retour à l'introduction - au sommaire**](#)

Le congrès du NPA, au moment où tout peut basculer...

Débat militant n°213 du 4 février 2009

Vendredi 6 février, et pour trois jours, va s'ouvrir le congrès fondateur du NPA.

Une semaine après la journée de grèves et de manifestations du 29 janvier, au cours de laquelle deux millions et demi de manifestants, dans les rues de plus de 200 villes, ont crié leur colère et leur révolte contre les responsables de la situation économique et la politique du gouvernement à leur botte, et affirmé haut et fort leur refus de payer « leur crise ».

Par cette journée de manifestations, le monde du travail a inauguré à sa façon le Forum économique mondial de Davos qui commençait le lendemain et où les grands de ce monde ont pris l'habitude de se retrouver, une fois par an, pour parler affaires et s'auto-congratuler sur leur puissance et leur richesse. Mais cette année, d'après la presse, « *présidents, ministres et patrons ont eu du mal à cacher leur désarroi [...] face à une crise qui menace la mondialisation tant célébrée année après année dans la station de sports d'hiver suisse* ». Il paraît même que « *l'ambiance du rendez-vous de l'élite mondiale de la politique et des affaires a été cette année plus sobre, avec des soirées moins fastueuses et des buffets revus à l'économie* »...

D'une part, les masses de salariés, de jeunes, de retraités, dans la rue, exprimant leur opposition à la politique de Sarkozy et du patronat ; d'autre part, à l'abri des hôtels de luxe de Davos, protégés par une nuée de flics et de militaires, une poignée de « décideurs » économiques et politiques impuissants face à une situation qui leur échappe... Une image en raccourci de la crise sociale et politique qui se développe, conséquence de la crise financière et économique qui s'aggrave jour après jour.

Une image du contexte politique et social dans lequel vont se dérouler les débats de notre congrès, et qui en définit clairement les enjeux.

« Aux riches de payer leur crise ! »

Le nombre de manifestants, la diversité des secteurs représentés, avec de nombreux salariés d'entreprises privées, la colère qui se manifestait dans les slogans, les pancartes et banderoles, sont le signe que l'idée qu'il n'y a pas d'autre solution que d'imposer par la lutte nos propres revendications, fait son chemin dans la conscience de bien des travailleurs... L'idée aussi de la nécessité de la convergence des luttes, d'un grand «tous ensemble». Aux appels du gouvernement à se «serrer les coudes», les travailleurs répondent en exigeant des salaires décents, le maintien des emplois dans le public comme dans le privé, la fin de la casse des services publics...

Cette évolution des consciences vient de connaître un saut qualitatif, un basculement qui pose les premiers jalons d'un changement du rapport de force. Un nouveau sentiment collectif est né. Dans la grève et dans la rue, des centaines de milliers de femmes, d'hommes, de jeunes, se sont retrouvés pour partager leur colère et leur révolte. Ils ont, ensemble, franchi un nouveau pas pour conquérir leur indépendance politique. Le mouvement de décembre des lycéens et des enseignants, soutenus par les parents d'élèves, préparait cette étape. Et c'est bien parce que les confédérations syndicales

avaient pris acte de cette radicalisation qu'elles avaient alors décidé d'appeler en commun à la journée de grève et de manifestations du 29 janvier.

Une journée dont se sont emparés militants et salariés pour en faire un immense mouvement de protestation. Et bien que le slogan *«la crise c'est eux, la solution c'est nous tous»* des banderoles de tête ne soit pas sans ambiguïté - il est bien évident que le gouvernement et le patronat n'ont pas d'autre «solution» à la crise que «nous tous», aggraver nos conditions d'exploitation en *«gardant le cap des réformes»*, comme l'a dit Fillon -, pour l'immense majorité des manifestants, le sens profond ne faisait aucun doute : aux riches de payer leur crise !

Le PS a profité de l'occasion pour tenir une des promesses d'Aubry lors de sa campagne pour la direction du PS : retourner dans les manifs. Tant mieux. Mais le «plan de relance» que le PS oppose à celui de Sarkozy, et qui n'est qu'une autre façon de faire la même politique, ne trompe personne, comme en témoignent les réactions narquoises de bien des manifestants à l'égard des dirigeants du PS présents dans les manifs.

Le succès de la journée du 29, la force du ras-le-bol social qu'elle exprime, montre à quel point les conditions seraient réunies pour faire reculer le gouvernement, le contraindre à remballer ses réformes. Mais les directions des confédérations syndicales, fidèles à leur politique de «dialogue social» et de «syndicalisme de proposition» ne l'entendent pas de cette oreille : on nous explique qu'il faut que Sarkozy *«entende»* les *«demandes de la population»*, et qu'il consente, dans les *«discussions à venir»*, à les *«prendre en compte»*.

L'intersyndicale, qui s'est réunie lundi 2 pour envisager la suite, a décidé, comme on pouvait s'y attendre, *«d'agir dans la durée»*... C'est-à-dire d'attendre le discours de Sarkozy jeudi, puis de se réunir à nouveau pour envisager l'éventualité d'une nouvelle journée d'action qui, au mieux, aurait lieu début mars. Comme le dit Maryse Dumas, de la CGT, *«on veut bien faire comprendre au gouvernement que la balle est dans son camp»*. On ne saurait mieux définir la politique des confédérations : laisser, en permanence, l'initiative au gouvernement... Quelle dérobade !

Les enseignants-chercheurs des universités, rejoints par endroits par les étudiants, en ont décidé autrement. Ils ont manifesté, lundi 2, et appellent à la grève reconductible et à des manifestations contre les attaques de Pécresse.

Le mouvement qui a manifesté sa force dans la rue en France le 29 est loin d'être isolé. En Espagne, en Angleterre, en Russie, des travailleurs manifestent contre la politique des gouvernements face à la crise. La Guadeloupe est paralysée pour une grève générale pour le *«pouvoir d'achat»* depuis une quinzaine de jours...

Tout est en train de basculer et l'enjeu des batailles politiques est de donner au mouvement conscience de sa force, de la légitimité de ses exigences. Il est l'occasion, face aux politiques des classes dominantes, de formuler ensemble une autre perspective, de mobiliser les moyens de la mettre en œuvre.

Davos, ou le capitalisme dans l'impasse

Et c'est une des craintes qui s'est fortement exprimée à Davos. Evoquant la journée de grève du 29 en France, Kofi Annan commente : *«Il y a de la peur, il y a de la colère»*... La peur des patrons et de leurs amis face à la colère des exploités.

La ministre des finances, Lagarde, juge que *«La situation actuelle comporte deux risques majeurs : des troubles sociaux et le protectionnisme»*. Pour faire face aux troubles sociaux, elle préconise : *«Nous devons indiquer trois ou quatre sujets sur lesquels nous agirons et pas seulement sur lesquels nous serons d'accord»*... , ajoutant, avec le mépris social qui la caractérise, qu'il faudrait que ces mesures soient *«vendables en termes politiques»* aux *«opinions publiques»*... Une anticipation, certainement, du *«plan de relance en 1000 points»* que Fillon a essayé de vendre lundi à Lyon.

Du point de vue des solutions concrètes à la crise, les participants au Forum n'ont finalement pu que constater, une fois de plus, leur impuissance face à la situation dont ils sont responsables. C'est le système capitaliste dans son ensemble qui est remis en cause, y compris dans l'esprit de ses propres défenseurs.

Ce que confirme l'intervention de Tony Blair qui se sent obligé d'affirmer que *«le système financier a failli, mais pas le concept de la libre-entreprise»*... Et plus encore celle du président de la banque HSBC qui a prévenu que *«Les principales victimes (d'un abandon du capitalisme) seraient les marchés émergents, les pays pauvres qui dépendent de l'investissement étrangers»*...

Que le patron d'une des plus grosses banques mondiales en vienne à envisager *«un abandon du capitalisme»* et se sente tenu d'en contester la validité donne la mesure de la façon dont le grand patronat envisage la gravité de la crise et des ses implications, et de la frousse qu'il en a.

Denis Kessler, patron de la société d'assurances SCOR et dirigeant du MEDEF, écrit dans les Echos du 26 janvier : *«Il n'y aura pas de rebond, de sursaut ou même de frein à la crise en 2009. ... Cette crise n'est pas conjoncturelle, il ne s'agit pas d'une des fluctuations issues du cycle des affaires classique. Nous vivons une crise historique, au sens fort du terme. Nous sommes à un nœud de l'histoire, qui voit s'achever la longue phase commencée après la Seconde Guerre mondiale et dont l'issue sera une nouvelle phase, profondément différente, qui marquera la première moitié du XXI^e siècle. C'est la première crise globale, tous les secteurs, tous les pays, tous les continents sont concernés. C'est la conséquence de l'intégration réalisée depuis vingt ans de tous les pays dans l'Economie Monde, de l'élargissement et de l'interconnexion de tous les marchés des produits, des services, des capitaux.»*

Voilà qui résume d'une façon claire la situation, du point de vue du capitalisme : il n'y aura pas de rémission à la crise, la purge ira jusqu'au bout sans que quiconque puisse s'y opposer... Sous entendu, il n'y a pas d'autre solution, pour nous capitalistes, que d'attendre que ça passe, en essayant de sauver ses meubles...

Mais la crise, c'est le chômage qui monte de façon vertigineuse, nourrissant la contestation sociale. Une estimation récente du BIT (Bureau international du travail) et de l'OCDE évalue qu'il y aura entre 20 et 25 millions de chômeurs de plus dans le monde d'ici à 2010, avec un record de 210 millions de personnes fin 2009. Et selon les chiffres « officiels » du gouvernement, le nombre d'inscrits à l'ANPE aurait augmenté de plus de 200 000 en 2008, dont plus de 45 000 en décembre.

Alors, ajoute Kessler, *« la situation n'en est pas moins pleine de dangers pour le capitalisme lui-même, ... il faut éviter que la crise ne dégénère, car cela pourrait se traduire, hélas, par la montée de tensions et de conflits, de toute nature... Comme souvent dans ce genre de situation, l'Histoire hésite actuellement entre la voie salutaire de la coopération et la voie suicidaire de la confrontation »*...

Un parti pour la lutte de classe, jusqu'au bout

Bien au-delà du symbole, la coïncidence de la journée du 29 et de forum de Davos, constitue un « état des lieux » social, économique, politique de la situation, la réalité de deux mondes fondamentalement opposés, dans un contexte de crise qui accentue les contradictions, les met au grand jour.

En patron conscient de ses intérêts, Kessler pose parfaitement l'alternative politique qui est ouverte : ou la « coopération », le dialogue social, autrement dit la collaboration de classe, l'assujettissement de nos intérêts de salariés à ceux du patronat ; ou la « confrontation », l'affrontement de classe, seule solution pour imposer un véritable plan d'urgence sociale, pour leur faire payer leur crise.

C'est à cette seconde alternative qu'il s'agit de donner un contenu politique et organisationnel concret, et c'est un des enjeux de notre congrès : construire un parti qui soit en même temps l'expression et l'instrument de la montée sociale qui est en train de se construire et qui, avec des hauts et des bas, progresse indiscutablement.

Un parti pour préparer l'affrontement social auquel la situation sociale et politique conduit inexorablement, tout simplement parce que la question du pouvoir se pose de façon inexorable. La question de qui décide, d'une minorité de parasites impuissants et sujets au « désarroi », ou de l'immense majorité de la population, celle qui produit toutes les richesses.

Dans ce contexte, le congrès de fondation du NPA prend toute sa signification dans la perspective d'un renouveau démocratique et révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Eric Lemel

[retour à l'introduction - au sommaire](#)

« La comédie de Londres » : la « régulation » ne peut venir que des travailleurs et des populations

Débat révolutionnaire n°2 du 3 avril 2009

Le sommet du G20 de Londres s'est tenu dans une ville en état de siège, sous la protection de milliers de flics qui se sont opposés parfois violemment aux manifestants venus crier leur colère contre le capitalisme et ses conséquences.

A peine le sommet terminé, les participants, posant, en toute modestie, aux dirigeants conscients de détenir le sort de la planète entre leurs mains, n'ont pas eu de mots assez forts pour se féliciter du travail accompli : ils se sont mis d'accord, malgré les « divergences » affichées avant le sommet, sur un communiqué commun !

Pour Obama, un tel exploit est un véritable « tournant historique », Gordon Brown salue « le jour où le monde s'est mis ensemble pour combattre la récession » et Sarkozy est « heureux », car pour lui, ce communiqué, c'est de la « refondation du capitalisme » pur jus !

Derrière les « divergences » annoncées à grand fracas avant le sommet, il y avait certainement des velléités de contestation du leadership international des Etats-Unis, qu'Obama ne rate pas une occasion de réaffirmer. Sarkozy, à la pointe du combat, avait multiplié les interventions. Il menaçait de ne pas s'associer à un sommet « qui se conclurait par un communiqué de faux compromis qui ne se soucierait pas des problèmes qui nous préoccupent ». Affirmant qu'il fallait que les pays du G20 « accélèrent la réforme du système financier international, qu'ils reconstruisent, ensemble, un capitalisme renoué, mieux régulé, plus moral et plus solidaire », il se voulait, avec Merkel, le champion d'une « refondation du capitalisme », face aux USA et à la Grande Bretagne présentés comme y étant opposés...

Mais, comme prévenait Attali, qui connaît son monde, dans *les Echos* du 1^{er} avril, « il n'y aura pas de nouveau Bretton Woods [...] le FMI reste une annexe du Trésor américain. [...] le G20 vise à attendre la fin de la crise sans rien changer d'important. On pourrait presque comparer ce sommet à Londres à une réunion des alcooliques anonymes dans un bar à vins... ». Et il qualifiait le sommet, dans un autre texte, de « comédie de Londres ».

De fait, au-delà des grandes déclarations de principe, la seule décision concrète du G20 réside dans le milliard de milliards de dollars que les Etats se préparent, par le biais du FMI, à « injecter dans l'économie », sous prétexte d'aide aux pays les plus pauvres. Autrement dit dans la poursuite d'une politique de soutien des profits du système financier international.

Quant à la lutte contre les paradis fiscaux, que Sarkozy se félicite tant d'avoir obtenue, elle consiste en la publication d'une liste...

Mais peu importe que ce communiqué ne soit, comme les précédents, qu'une liste de bonnes intentions assortie d'un nouveau cadeau à la finance. Tel qu'il est, il représente une « synthèse » à partir de laquelle chacun peut dire qu'il a obtenu ce qu'il voulait et qui n'engage personne. Le G20 a joué son rôle : donner aux dirigeants politiques de la planète l'occasion de jouer leur comédie, une sorte de « les médecins de l'économie » à la Molière, un bluff pour tenter de faire croire qu'ils ont la situation en main.

De fait, l'unité autour d'un « *faux compromis* » était incontournable. D'une part parce que les rapports de force internationaux, même s'ils évoluent, ne sont pas en mesure de remettre en cause le rôle dirigeant les Etats-Unis.

Ensuite parce que face à la contestation sociale qui monte de toute part du fait de l'approfondissement de la crise économique, il s'agissait d'apporter « *l'oxygène de la confiance à l'économie globale et redonner foi dans l'avenir aux populations de tous nos pays* » (Gordon Brown), de « *donner un signal fort d'unité face à la crise* » (Obama).

Et puis surtout parce que sur le fond, tous les dirigeants du G20, au-delà de leurs intérêts particuliers, n'ont qu'une politique à proposer : « *attendre la fin de la crise sans rien changer d'important* », c'est-à-dire sauver les profits et faire payer la crise aux populations et aux travailleurs.

C'est cette politique, ou plutôt sa poursuite, que Sarkozy a présenté le 24 mars dernier à Saint Quentin, ville dont le maire est Xavier Bertrand. Devant une claque de 4000 sympathisants de l'UMP réquisitionnés pour l'occasion, tandis que le centre ville était bouclé par 1300 flics pour éloigner les perturbateurs, il a prétendu faire « *la pédagogie de sa politique contre la crise* ». Un « cours » d'une heure et quart qui aurait coûté à l'Etat la bagatelle de 400 000 euros, et dont le contenu constitue une véritable offensive réactionnaire.

Pas question, a-t-il annoncé, de céder à la contestation : les réformes en cours seront menées jusqu'au bout, au nom de « *l'intérêt de tous les Français* ». Malgré un chômage qui augmente massivement avec la crise, l'Etat continuera à ne remplacer qu'un départ de fonctionnaire à la retraite sur deux. Pas question non plus de toucher au bouclier fiscal. Bien au contraire, les cadeaux fiscaux aux patrons continueront, avec la suppression de ce qui reste de la taxe professionnelle que versent les entreprises aux communes...

Histoire de peaufiner son profil de justicier social, il s'en est pris aux entreprises et aux patrons qui, malgré la crise, et alors qu'ils reçoivent de l'argent de l'Etat, se versent des salaires et des primes pharaoniques. Le décret qui en a résulté ne concerne, tout compte fait, que huit entreprises, une « *fanfaronnade* », selon le mot de Parisot, d'autant plus ridicule que certains patrons n'ont pas traîné à trouver la parade, en augmentant la partie fixe de leur salaire pour compenser les baisses de la partie variable...

Il s'est présenté comme le véritable défenseur des plus défavorisés, de ceux qui, d'après lui, n'ont pas les moyens de faire grève et de manifester, face à la pression qu'exercent sur l'ensemble de la société les privilégiés qui ont les moyens de faire grève et de manifester à seule fin de défendre égoïstement leurs avantages sociaux.

Pour dénoncer ceux qui exploitent le désarroi et le désespoir des plus touchés par la crise pour les amener dans l'impasse de la contestation sociale, voire de l'anticapitalisme...

Sarkozy doit faire face à une crise politique qui ne cesse de s'aggraver. Cette crise s'est exprimée dans les grandes manifestations du 29 janvier et du 19 mars, bien sûr, mais aussi dans ce que le journal *La Tribune* appelle des « *jacqueries* », des salariés qui prennent l'initiative de se battre avec leurs propres méthodes, comme les séquestrations de patrons et de cadres. Cela se traduit aussi dans les sondages par le bas niveau de confiance que recueillent les dirigeants en place, tandis que les « anticapitalistes » n'ont jamais été aussi populaires...

La mauvaise comédie ne fait pas recette. La crise s'aggrave. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Banque mondiale annoncent que le PIB mondial sera en 2009 en recul de 1,7% à 2,5%. En France, il devrait chuter de 3,3%. Pour l'OCDE, le chômage « *doublera quasiment par rapport à son niveau de 2007 dans les pays du G7* » (Etats-Unis, Japon, Allemagne, Royaume Uni, France, Italie, Canada). Le FMI, pour sa part, annonce une aggravation de la récession pour 2009. Et, d'après l'Insee, « *sous l'effet du plan de relance, le déficit et la dette devraient s'envoler cette année pour atteindre respectivement 5,6 % du PIB et 73,9 % du PIB...* ».

Cette crise n'est pas un phénomène extérieur au capitalisme, le produit d'un manque de « *morale* », « *d'éthique* » ou de « *régulation* », elle est une phase inévitable de son fonctionnement, le résultat direct de la course aveugle au profit. C'est pourquoi les comparses du G20 ont beau déployer tout leur talent de comédiens, ils sont condamnés à laisser la crise aller jusqu'au bout de sa purge destructrice, tout en tentant de contenir ceux qui, de plus en plus nombreux, non seulement luttent pour leurs revendications, mais contestent le système lui-même. C'est ce que cherche à faire Sarkozy en s'attaquant à l'anticapitalisme.

Mais c'est justement dans cette contestation anticapitaliste que réside la seule réponse à la crise économique : dans la remise en cause d'une société basée sur l'exploitation du travail humain, la propriété privée de la finance et des grands moyens de production, la concurrence et la recherche du profit maximum.

Des millions de personnes ont manifesté contre la politique de Sarkozy, des milliers de travailleurs, d'étudiants, de parents d'élèves, luttent tous les jours contre les réformes du gouvernement, contre les licenciements, pour des augmentations de salaire, pour des revendications qui leurs sont propres. Ces revendications ne s'opposent pas les unes aux autres. Chacune

d'entre-elles s'oppose par contre frontalement au programme de Sarkozy, porteur des exigences des classes dominantes. Rassemblées dans un plan d'urgence, elles constituent la seule réponse véritable à la crise : interdiction des licenciements, pas de revenus inférieurs à 1500 euros, augmentation immédiate de tous les salaires de 300 euros, arrêt de la casse des services publics et embauches massives dans les hôpitaux, les écoles..., expropriation des requins de la finance et constitution d'un véritable service public de crédit, sous le contrôle des travailleurs et de la population...

Un programme pour les luttes, qui pose nécessairement la question du pouvoir, de qui dirige l'économie, la question de l'expropriation de la poignée de parasites financiers qui conduisent le monde entier à la ruine et de l'établissement d'un contrôle démocratique de l'ensemble des travailleurs et de la population sur le fonctionnement de l'économie.

Un programme pour affirmer, par delà les frontières, partout en Europe : « Nous ne paierons pas leur crise ! »

Daniel Minvielle

[retour à l'introduction - au sommaire](#)

Embellie boursière, reprise, les mirages d'un capitalisme sans amarre

Débat révolutionnaire n°5 du 15 mai 2009

Depuis quelques semaines, les indices boursiers sont repartis à la hausse. Il n'en fallait pas plus pour que certains commentateurs et politiciens aperçoivent une embellie, tant la santé de l'économie se réduit pour eux à la santé des affaires des spéculateurs...

Mais autant se réjouir de voir la fièvre monter chez un malade ! Les Etats, à coup de milliards pour soutenir le système financier, tentent de freiner la grande purge afin de limiter la casse. Mais leur intervention, si elle peut rassurer quelques temps les marchés financiers, ne peut éviter, comme nous l'avons écrit à de nombreuses reprises, l'approfondissement de la crise. Cette hausse des Bourses, loin d'être un signe que le « *point d'inflexion de la crise* » est atteint, comme le prétend Trichet, patron de la BCE, ne peut que préparer la prochaine rechute.

Soutenus financièrement et politiquement par des gouvernements aux ordres, les capitalistes assurent leurs profits avant tout, contre les salaires, contre les revenus des classes populaires, frappées de plein fouet par la crise. Le fabricant de pneus Continental, qui a engrangé, en 2008, 1,8 milliards de bénéfices, se prépare à fermer deux sites en France (Clairoix, 1120 personnes) et en Allemagne (Hanovre, 780). Les sociétés du CAC40 se sont elles partagé, en 2008, 97 milliards d'euros de profits. Ces profits sont certes en baisse de 40 % par rapport à 2007, mais cela n'a en aucune façon nui aux actionnaires, dont les dividendes ont été maintenus au niveau de l'année précédente et s'élèvent désormais à 60 % des profits !

Sarkozy avait demandé au président de l'INSEE, Cotis, de lui préparer un rapport sur le thème « *Partage de la valeur ajoutée, partage des profits et écarts de rémunération en France* ». Tout un programme ! D'après les dires du président, ce rapport devrait permettre d'étayer ses prétentions à assurer une répartition équitable des profits... Mais ce qu'il montre surtout, c'est que la part des salaires dans la valeur ajoutée réalisée dans des entreprises du secteur non bancaire n'a jamais été aussi basse depuis 60 ans, tandis que la part qui revient aux profits n'a cessé de croître dans les mêmes proportions. 36 % de ces profits reviennent en moyenne aux actionnaires, et quelques 7% aux salariés qui ont droit à un intéressement.

Ce creusement de l'écart entre la part des salaires et la part des profits est au cœur de la crise et l'alimente. Les capitaux avides de nouveaux profits enflent alors que le pouvoir d'achat global de la grande majorité de la population, soumise par ailleurs au chômage et à la précarité, diminue. Les prétentions des financiers à maintenir leur profit nourrit la récession, l'approfondit.

Une telle fuite en avant est en totale contradiction avec la prétention affichée par le dernier G20 à réguler le capitalisme. Et en particulier, à trouver des solutions à la crise monétaire chronique qui ne cesse de s'aggraver, en filigrane de la crise mondialisée et qui est au cœur de l'instabilité du système.

La régulation impossible

Car prétendre réguler le système suppose que l'on dispose d'un instrument de régulation. Cet instrument, ce sont les monnaies, mais celles-ci sont devenues, en fait, un des principaux instruments... d'instabilité. L'effondrement de certaines monnaies, le yo-yo dans les parités, perturbent fortement les échanges internationaux et sont un obstacle à la reprise des « affaires ». La chute des échanges internationaux, qui devrait atteindre 11 % cette année, et qui est déjà plus importante que lors de la crise de 1929, inquiète les capitalistes.

Alors certains membres du G20 rêvent d'un « *nouveau Bretton-Woods* », d'où pourrait sortir une « *nouvelle gouvernance internationale* », un FMI débarrassé de la tutelle des Etats-Unis et géré de façon « coopérative » par les diverses puissances mondiales. Et pour remplacer le dollar en tant que monnaie de référence internationale, d'une « *monnaie supranationale* », rôle que pourraient jouer les « droits de tirage spéciaux » (DTS) du FMI. Ces DTS sont une monnaie émise par le

FMI, qui sert à financer certaines de ses interventions, et dont la valeur est indexée actuellement sur quatre monnaies (dollar, euro, livre, yen).

Mais la stabilité monétaire qui s'était établie autour du dollar au lendemain de la deuxième guerre mondiale ne devait rien à son côté « supranational ». C'est exactement l'inverse : si le dollar avait pu alors devenir la monnaie « supranationale » qu'elle est restée jusqu'à aujourd'hui, c'est parce que les Etats-Unis étaient alors capables d'imposer à l'échelle de la planète une hégémonie politique, économique et militaire indiscutable. Cette situation est aujourd'hui contestée et c'est une des raisons pour lesquelles le dollar a perdu son pouvoir stabilisateur des relations monétaires internationales.

Ce que l'hégémonie des Etats-Unis n'est plus capable de faire, peut-il être réalisé par cette « coopération » entre les Etats dont les participants du G20 voudraient donner l'illusion ?

Certainement pas. Les monnaies sont une arme qu'utilisent les capitalistes dans la guerre qu'ils se livrent pour s'assurer les marchés à l'échelle internationale. « *Une nouvelle guerre des changes s'annonce* », titrait *les Echos* du 11 mai, qui écrivait : « ... Face à une conjoncture aussi dégradée, il est tentant pour les Etats d'utiliser la dépréciation de leur devise pour regagner une part de compétitivité par rapport aux autres ... Aujourd'hui, le « choc symétrique » qui touche l'économie mondiale favorise déjà des comportements non coopératifs »...

Un euphémisme pour décrire la contradiction qui frappe le système capitaliste mondialisé, pris entre la nécessité d'une stabilité monétaire pour favoriser la reprise, et l'incapacité de l'obtenir, du fait de l'exacerbation de la concurrence sur les marchés internationaux, qui les pousse à déprécier leur monnaie par rapport aux autres pour baisser le prix de leurs produits à l'exportation.

Monnaies sans amarres

L'instabilité des monnaies, au gré les caprices des marchés des changes et de la politique des banques centrales des grandes puissances, est d'autant plus incontrôlable qu'elles ont perdu tout ancrage avec la valeur réelle des marchandises qu'elles contribuent à échanger sur les marchés.

Cette valeur, que Marx appelait « valeur d'échange », en la distinguant de la « valeur d'usage » qui caractérise la fonction du produit, correspond à la seule chose qui soit commune à toutes les marchandises : le temps de travail social accumulé dans leur production. Elle se traduit par un prix, c'est-à-dire une certaine quantité de valeur monétaire. Mais comment s'établit le lien entre la valeur d'une marchandise et la valeur monétaire qui la représente ?

Au départ, la monnaie était une marchandise comme une autre, dont la valeur représentait la quantité de travail social qu'il avait fallu consommer pour la réaliser. C'était le cas de la monnaie en or et en argent qui ont joué pendant longtemps le rôle d'équivalent général dans les échanges.

Mais, avec le développement des échanges internationaux, il y a bien longtemps que l'or et l'argent ont cessé de circuler dans les poches, remplacés par des billets de banque, de la monnaie papier. La valeur monétaire de chacun de ces billets n'avait plus aucun lien avec le travail accumulé dans sa propre fabrication. Elle était « garantie » par son émetteur qui s'engageait à donner l'équivalent en or ou argent de la valeur portée par le billet en échange de ce dernier.

Mais l'émission de monnaie papier, c'était aussi la porte ouverte à l'inflation monétaire. Tant qu'il ne vient pas à l'esprit de l'ensemble des détenteurs de billets de banque de se les faire rembourser en même temps, rien n'empêche l'émetteur de faire marcher la planche à billets, de produire bien plus de monnaie papier que la valeur de ses réserves d'or et d'argent. Il y a création de monnaie fictive, de monnaie de singe, qui n'a plus aucun équivalent en termes de temps de travail accumulé.

Du coup, la stabilité monétaire, la capacité de la monnaie papier à assurer les échanges, ne repose plus que sur la confiance des utilisateurs. Lorsque cette confiance disparaît, c'est l'effondrement, l'inflation galopante... Un tel phénomène, qui accompagne l'histoire de la monnaie papier, puis de sa version moderne, électronique, a été démultiplié par l'ouverture des marchés mondiaux à la circulation des capitaux, la spéculation financière et le développement outrancier du crédit.

D'une certaine façon, la crise globale que nous subissons est le résultat du développement de cette schizophrénie de l'économie entre valeur d'échange et valeur d'usage, qui s'exprime dans l'accumulation de masses de capitaux fictifs totalement déconnectés de l'économie réelle.

Schizophrénie capitaliste

L'histoire du capitalisme industriel est l'histoire de cette déconnexion. Les banquiers du capitalisme financier et marchand qui ont précédé la période industrielle n'ont pas manqué d'exploiter toutes les ressources de la spéculation monétaire, et certains l'ont payé de faillites retentissantes. Mais la monnaie papier gardait malgré tout un lien avec la monnaie métallique, et par là, avec le travail social accumulé. Ce lien s'est maintenu au début de capitalisme industriel, dont l'Angleterre était, jusqu'à la première guerre mondiale, la principale puissance économique. Elle était alors en mesure d'imposer ses propres règles pour le commerce international, dont les échanges se payaient en or.

La situation a changé après la première guerre mondiale, alors que les Etats-Unis devenaient la première puissance mondiale. Une prépondérance économique, militaire et politique qui trouvera son apogée à la fin de la deuxième guerre mondiale et qui fait que les Etats-Unis, qui détiennent alors dans leurs coffres les trois quarts des réserves d'or mondiales,

vont pouvoir imposer leurs règles monétaires. Ce sera fait à l'occasion des accords de Bretton-Woods, en 1944. Désormais, ce n'est plus l'or, mais le dollar, dont la valeur est garantie par les stocks d'or US, qui est la monnaie des échanges internationaux et la référence de toutes les autres monnaies. Par cette « garantie », l'Etat US s'engageait à rembourser en or toute remise de dollars par les banques nationales étrangères.

Mais les réserves en or des Etats-Unis, engagés dans les guerres de Corée, puis du Vietnam, vont se réduire au point de ne plus être en mesure de couvrir les sommes en dollar accumulées dans les réserves des autres Etats et des banques. Sommes d'autant plus importantes que l'Etat américain a largement fait appel à la planche à billets pour financer les plans Marshal et autres « aides » à la reconstruction de l'Europe et du Japon. L'écart entre les richesses réelles accumulées en or dans les caisses publiques, et la bulle monétaire constituée par tous les dollars disséminés dans le monde entier menace de se résoudre dans un brutal effondrement monétaire. La crise commence en 1968 et conduit le président Nixon, en 1971, à décréter que désormais le dollar ne sera plus convertible en or.

Le dollar rompt ainsi les amarres avec la monnaie métallique, avec toute référence, même distendue par l'inflation monétaire, au travail social accumulé. L'euro, créé en 1979, est la première grande monnaie sans référence avec une monnaie métallique. Les monnaies sont désormais des entités « flottantes », soumises aux caprices des spéculateurs sur les marchés des changes. La seule « régulation » vient de l'intervention des banques centrales, à coup de planche à billets.

Et actuellement, alors que la mondialisation capitaliste atteint ses limites, la situation monétaire internationale est bien pire qu'en 1971 : alors que le dollar reste la principale monnaie d'échange, les caisses de l'Etat américain ne sont qu'une gigantesque dette insolvable, ... dont la Chine est un des principaux créanciers. Ainsi, l'accumulation des richesses extorquées aux salariés chinois au cours de ces dernières années de croissance est constituée pour une grande part de monnaie de singe, à la merci d'un effondrement du dollar... C'est peut-être l'expression la plus achevée de cette schizophrénie du capitalisme.

Régulation, nouvelle « gouvernance mondiale » ?

Gouvernements et dirigeants économiques cherchent à éviter le pire, jonglant entre libre échange et protectionnisme, rêvant de régulation, d'une nouvelle « gouvernance mondiale » qui mettrait de l'ordre dans l'anarchie financière, monétaire, économique internationale.

Mais ils sont bien impuissants à la mettre en place. Les capitalistes ne connaissent pas d'autre loi que celle du rapport de force. Loin de les aider à trouver la solution « coopérative » qui s'impose, la crise accentue au contraire la concurrence, les pousse à la guerre économique, voire militaire.

La stabilité dans les échanges ne peut se retrouver que sur la base d'une production débarrassée des lois du marché et de la concurrence, autrement dit, une production planifiée, sous le contrôle des travailleurs et de la population, en fonction des besoins réels. Les monnaies ne retrouveront leur fonction de régulation dans les échanges et la comptabilité que si elles sont débarrassées de la concurrence, de la spéculation et du dumping que pratiquent les Etats pour s'assurer des parts de marché.

Le capitalisme, pour répondre aux besoins du développement des marchés mondiaux, a mis en place des réseaux de circulation électronique de la monnaie qui peuvent relier le moindre village, la moindre boutique, au système bancaire mondial. Si ces réseaux ont largement contribué à démultiplier la spéculation financière, ils constituent aussi un formidable support technique, qui permettrait la circulation en temps réel d'une monnaie stable, instrument indispensable au contrôle rationnel et démocratique de la production et des échanges.

Daniel Minvielle

[**retour à l'introduction - au sommaire**](#)

Le mirage de la reprise ou comment la politique des classes dominantes alimente leur crise

Débat révolutionnaire n°8 du 26 juin 2009

Depuis quelques semaines, l'« embellie boursière » qui touche, avec des hauts et des bas, les Bourses, les statistiques récentes moins catastrophiques que les précédentes, alimentent les spéculations sur une « sortie de crise » ...

Pour l'OCDE, selon son dernier rapport, la reprise serait « *sur les rails* »... Mais elle précise que « *la reprise qui arrive sera à la fois fragile et faible pour un certain temps et les conséquences économiques et sociales seront durables* », que « *de nouvelles secousses du système financier ne sont pas à exclure* » et que la « *hausse substantielle du chômage* » va se poursuivre. Et ajoute que « *ce n'est pas le moment de se relâcher* », autrement dit qu'il faut poursuivre les politiques de soutien au système financier contre les salariés.

Le comité de politique monétaire de la banque fédérale des Etats-Unis qui se réunissait ce début de semaine pour se pencher sur la « sortie de crise » fait la même analyse : « *Le rythme de contraction de l'économie ralentit* », mais l'activité économique

devrait rester « *faible pendant un temps* » encore. Ce qui justifierait la poursuite d'une politique de taux « *extrêmement bas* » pendant une « *longue période* », pour tenter d'assurer un « *flux permanent du crédit* ».

Quant à Sarkozy, il a affirmé devant le congrès de Versailles que « *la crise n'est pas finie. Nous ne savons pas quand elle se terminera. Nous devons tout faire pour que ce soit le plus rapidement possible. En attendant nous devons continuer à soutenir l'activité. Nous devons continuer à garantir la stabilité de notre système bancaire* ». Sans oublier de préciser qu'il était plus que jamais nécessaire de poursuivre la politique de « *réformes* », autrement dit d'attaques contre le monde du travail, les services publics, les retraites...

En clair, cette sortie de crise a tout du mirage...

Une reprise qui n'est que celle des profits...

Si la Bourse est repartie dans une phase de hausse depuis plusieurs semaines, ce n'est pas parce que la récession qui frappe « l'économie réelle » serait en voie de s'achever, mais parce que le monde de la finance a repris confiance dans la possibilité de tirer de l'argent de la spéculation financière en général, et du casino boursier en particulier.

Il y a plusieurs raisons à cela.

Dans certains secteurs de la production (construction, automobile...), en fermant des sites, en jetant des milliers de travailleurs à la rue, les patrons ont « ajusté » les capacités de production à une demande qui s'est effondrée du fait des reculs sociaux et de l'aggravation du chômage. Ces mesures de destruction d'emplois, de capacités de production, s'accompagnent d'attaques en règle contre les salaires, au prétexte que dans une période de crise, pour sauver les emplois, il n'y aurait pas d'autre solution que de baisser les salaires... Les taux de profit s'en trouvent restaurés, donc les espoirs de dividendes pour les actionnaires. Actionnaires qui, par ailleurs, du moins pour les grandes entreprises, ont été particulièrement gâtés.

L'éditorial des *Echos* du 23 juin, intitulé « *Le joug des actionnaires* », résume cette situation : « *Avec la crise, on allait voir ce qu'on allait voir. Finie la dictature des actionnaires ! [...] Les salariés allaient prendre leur revanche après trois décennies d'écrasement. [...] Patatras ! Une fois encore, rien ne s'est passé comme prévu. Les salariés n'ont pas du tout pris leur revanche. Ils seront des centaines de milliers à perdre leur emploi en France, des dizaines de millions à l'échelle de la planète. Ceux qui ont la chance de garder leur poste ne sont pas près de voir la couleur d'une augmentation. [...] Et en face, du côté du capital, on est loin de la Berezhina. Si les profits du CAC 40 ont dévissé de 40 % l'an dernier, ses actionnaires ont encaissé des dividendes amputés de seulement 13 %.* ».

A cela s'ajoute le résultat de la politique des Etats et des banques fédérales qui ont tout fait, depuis des mois, pour rassurer financiers et boursicoteurs. Et ce n'est pas le plan de régulation financière annoncé par Obama à la fin de la semaine dernière, ni le « comité européen du risque systémique » mis en place par le dernier sommet européen sous l'égide de Merkel, Sarkozy et Barroso qui changeront les choses, bien au contraire.

Il n'y a rien, dans les attributions de ces nouvelles institutions qui soit en mesure de s'opposer un tant soit peu au risque de voir se créer une nouvelle accumulation de titres toxiques. Cela revient, de fait, à les encourager.

D'autant que ces gestes politiques s'accompagnent de mesures sonnantes et trébuchantes : le maintien, décidé mercredi 23 juin et « pour une longue période » des « *taux extrêmement bas* » de la banque fédérale américaine ; le prêt de plus de 420 milliards d'euros accordé, le même jour, par la banque centrale européenne à un millier de banques, au taux fixe de 1% et pour un an... Une première, nous dit-on ! Mais cette nouvelle séance de planche à billets ne peut qu'encourager la spéculation comme le fait remarquer une journaliste économique : « *il n'y a aucune garantie que les banques vont utiliser ces liquidités supplémentaires pour prêter davantage* » aux industriels ou aux particuliers...

Enfin, il est bien connu dans le monde de la finance que quand la crise est en train d'atteindre son point bas, c'est le moment d'acheter des actions : acheter quand c'est bas, pour profiter quand ça va reprendre... Mais ça n'est pas sans une certaine crainte, comme vient de le montrer la chute de Wall Street, lundi 22, la plus importante depuis fin avril, et dont le journal *Les Echos* analyse ainsi les causes : « *Le marché est relativement fragile parce qu'il avait beaucoup monté sur des attentes d'amélioration économique, donc dès qu'on commence à parler de la conjoncture de manière négative, ça effraie un peu* ». Ces informations « négatives » et « effrayantes » viennent de la Banque mondiale qui prévoit une chute du PIB de la planète de 2,9 % et dont le diagnostic « *renforce les craintes que l'économie ne serait pas aussi engagée sur la voie de la reprise que le rebond récent des marchés boursiers le laisse entendre* »...

Comme le dit l'OCDE, « *de nouvelles secousses du système financier ne sont pas à exclure* »...

... tandis que la récession se poursuit de plus belle

Par delà le bluff sur la reprise, les rapports de l'OCDE et autres sont bien obligés de prendre en compte l'ampleur de la récession qui frappe l'économie mondiale : une chute globale du PIB sans précédent, un marché mondial en recul de 16% pour l'année...

En France, les investissements sur l'ensemble des entreprises auraient baissé de 16 % cette année. Un responsable de Natixis écrit : « *Les entreprises font face à un marché très déprimé, avec peu de perspectives d'amélioration rapide de la demande. En outre, elles se retrouvent avec des contraintes de crédit beaucoup plus fortes. Elles utilisent leur trésorerie pour financer le fonds de roulement. C'est autant d'argent en moins disponible pour investir.* »

Chute des investissements qui se traduit dans les statistiques qui viennent de tomber sur le secteur des biens d'équipement. Ce secteur, qui fabrique des machines destinées aux autres secteurs de la production, et subit un recul brutal de la demande. Ce recul a atteint 43 % pour Caterpillar en mai. Un fabricant de pompes hydrauliques, Sulzer, annonce que la situation « a continué de se détériorer ces derniers mois et aucun rétablissement rapide ou amélioration n'est attendu »... En même temps, alors que l'effondrement du secteur des biens d'équipement est de même ampleur dans l'ensemble des vieux pays industrialisés, ce secteur reste en légère croissance en Chine. C'est le signe que le recul global de la production mondiale des biens d'équipement s'accompagne d'un transfert croissant de la production vers les pays à bas coût de main d'œuvre. C'est la poursuite de la politique de restauration des taux de profits que mène la bourgeoisie, l'accumulation de nouvelles contradictions, de nouveaux sujets d'aggravation de la crise.

Une fuite en avant qui aggrave l'exploitation, les inégalités, et nourrit la crise

Des centaines de milliers de travailleurs sont en train de perdre brutalement leur emploi dans le monde entier. Un drame social sans précédent, ce que les rapports officiels annoncent en passant avec des formules du style : « la hausse substantielle du chômage va se poursuivre » !

Aux attaques contre les salaires dans les entreprises privées sous prétexte de maintenir les emplois s'ajoutent les mesures prises par les Etats pour soi-disant réduire leurs déficits. Les milliards d'euros jetés dans le système financier pour le soutenir ont gonflé la dette publique, et les gouvernements commencent déjà à présenter la facture. Tel le ministre du budget, Woerth, qui a annoncé que le déficit de l'Etat atteignait désormais 115 milliards d'euros, plus de 7% du PIB... Un prétexte de plus, s'il en fallait, pour annoncer de nouveaux coups, dont le recul de l'âge de départ à la retraite. Et bien entendu la poursuite de la suppression de postes dans la fonction publique, car il est bien connu, comme le dit le ministre, que le « le déficit dû aux frais de fonctionnement [le salaire des fonctionnaires], c'est très mauvais. Le déficit dû à la relance [les cadeaux aux banquiers], c'est différent »...

Tout cela contribue à dégrader considérablement la situation de l'ensemble de la population, à accentuer l'exploitation de « ceux qui ont la chance d'avoir gardé leur poste », à creuser les inégalités sociales.

Car du côté des plus riches, selon une enquête de la banque d'affaires US Merrill Lynch, ça ne va pas trop mal, merci. Il y a certes moins de « millionnaires » cette année, et ceux qui le restent ont perdu beaucoup d'argent avec l'effondrement financier. Mais les 8,6 millions qui subsistent se partagent quand même le total de 32 800 milliards de dollars (hors leurs résidences et autres voitures de sport, yacht, etc.). Richesse qui devrait se remettre à croître, si on en croit les auteurs, de plus de 8 % par an avec la « reprise »...

Ce sont là deux aspects diamétralement opposés d'une guerre de classe qui, en plus de creuser les disparités sociales, accumule les conditions d'une aggravation de la crise.

L'aggravation massive du chômage, la baisse du pouvoir d'achat global de la population active diminuent la demande solvable, limitent le marché sur lequel les marchandises produites peuvent trouver preneur. Cela crée ainsi une situation en totale contradiction avec la perspective d'une reprise économique réelle. Elle ne peut déboucher au mieux que sur une phase de stagnation chronique, des oscillations entre récession et mini-reprises, à partir d'un niveau d'activité économique bien inférieur à ce qu'il était avant le début de la récession, le niveau auquel l'aura conduit la purge qui frappe le système économique.

Il n'y a pas d'issue hors de la remise en cause du pouvoir des classes possédantes pour mettre en œuvre une politique répondant à l'urgence sociale grâce à la prise de contrôle de l'économie par les travailleurs et la population.

Daniel Minvielle

[retour à l'introduction - au sommaire](#)

Un «été financier» qui prépare la tempête

Débat révolutionnaire n°10 du 24 juillet 2009

« Eté financier, hiver pour l'emploi » titre l'éditorial de *La Tribune* du 16 juillet. De fait, alors que les plans sociaux continuent leurs ravages, suscitant la révolte de salariés qui n'hésitent pas à menacer de faire sauter leur usine, à séquestrer les patrons ou à brûler des machines, dans le domaine financier, les « bonnes nouvelles » se succèdent.

D'une façon générale, selon *les Echos*, on assiste à un « net redressement de la trésorerie des entreprises ». Plus particulièrement, Continental « profite des effets » des plans de licenciements qui ont jeté à la rue 16 000 salariés et « renoue avec les profits » ; pour l'équipementier automobile Faurécia, dont les effectifs sont passés de 70 400 à 57 600 en un an, le « pic de la crise est passé » et il se sent « encouragé à poursuivre ses efforts », autrement dit à préparer de nouveaux plans de licenciement... Aux Etats-Unis, ce sont les banques, telles Goldman Sachs, JP Morgan ou AIG, sauvées il y a à peine quelques mois de la faillite à coups de milliards de dollars par l'Etat, qui affichent aujourd'hui des résultats insolents et distribuent primes et bonus par millions...

Les affaires semblent donc reprendre, les Bourses continuent, avec des hauts et des bas, leur « reprise » depuis plusieurs semaines. A cela s'ajoute le « signe de reprise » que constituerait l'annonce par l'Insee, ce début de semaine, d'une « hausse inespérée » de l'indice de la consommation des ménages au mois de juin. C'est un bluff d'autant plus flagrant que cette « hausse » porte essentiellement sur des équipements électroménagers et l'habillement, dont c'est la période de soldes, et que l'indice ne prend pas en compte les denrées alimentaires... Qu'importe. Tout cela suffit à diverses instances économiques pour y voir le signe que le plus bas de la crise est passé et que la « sortie » est en vue.

Il y a bien entendu le problème du chômage, dont les statistiques officielles ne peuvent pas faire moins que de prévoir qu'il n'est pas près de régresser... La ministre des finances, Lagarde, vient d'ailleurs d'annoncer qu'il allait continuer à augmenter encore pendant de nombreux mois. Mais, nous explique-t-on, après une crise, c'est normal, c'est d'abord la finance qui repart, puis, bien plus lentement, l'activité économique et donc l'emploi. Il faut savoir être patient...

Leur « sortie de crise » : récession chronique, chômage de masse, spirale spéculative...

Ils le disent sans fard, sortir de la crise, pour les patrons des grands groupes financiers et industriels, c'est retrouver une rentabilité de leurs investissements productifs qui soit conforme à leurs objectifs. Et cela, en ajustant les capacités de production à un marché solvable qui ne cesse... de baisser du fait de l'extension du chômage, de la baisse des revenus et du durcissement du crédit. Autrement dit en fermant des usines, en licenciant les travailleurs par milliers.

La première des conséquences d'une telle politique, si elle permet de « redresser la trésorerie » des entreprises et de restaurer les profits, du moins dans un premier temps, est qu'elle aggrave les conditions mêmes qui ont conduit à la baisse de rentabilité. En jetant des milliers de travailleurs à la rue ou en les soumettant au chômage partiel, elle baisse d'autant les capacités du marché solvable à absorber les produits fabriqués. Autrement dit on est dans un cercle infernal : la recherche de « l'équilibre budgétaire » des entreprises, c'est-à-dire de la restauration des taux de profit par « l'ajustement » des capacités de production au marché solvable, génère de fait une nouvelle diminution de ce dernier qui va de nouveau aggraver la concurrence, pousser les prix à la baisse, et donc les profits...

De plus, les profits réalisés produisent des capitaux qui cherchent à s'investir pour générer de nouveaux profits... Mais, dans cette situation de récession chronique, ils ne trouvent pas d'autre terrain d'investissement que celui de la spéculation, accumulant de nouveaux « titres toxiques », préparant de nouveaux effondrements financiers.

Certains groupes font actuellement appel à de nouveaux capitaux, en Bourse ou sous forme d'emprunts obligataires. Mais ces capitaux frais ne serviront pas à créer de nouveaux moyens de production, de nouveaux emplois. Ils sont, pour l'essentiel, destinés à financer des rachats, des restructurations, autrement dit à éliminer des concurrents en les absorbant. Loin d'être le signe de nouvelles embauches, ces grandes manœuvres seront très probablement pour la plupart suivies de restructurations, de nouveaux licenciements, au nom d'« économies d'échelle ».

Voilà ce que nous prépare la politique des gouvernements et des classes dominantes... Une phase de stagnation, voire de récession chronique, avec un chômage de masse sans précédent, tandis que les profits continueront à s'accumuler dans de nouvelles bulles spéculatives, préparant de nouvelles crises financières.

Comme le résume dans sa conclusion l'éditorial de *La Tribune* déjà cité, « la finance n'a de cesse que de revenir au « monde d'avant », suivant en cela sa pente, qui est celle de la nature humaine (sic) ».

Mais, poursuit-il, « les mois prochains pourraient bien contrecarrer ce projet : si la concomitance des bonus à sept ou huit chiffres et des files de chômeurs au moins aussi fournies en zéros se prolonge, ce sera difficilement supportable sur le plan politique. »

Préparer notre propre « sortie de crise »

De fait, face à une situation d'autant plus révoltante qu'elle s'affiche avec plus de cynisme, l'indignation et la colère montent et s'expriment de plus en plus fortement.

Aux Etats-Unis, les annonces des résultats des banques et du montant des primes et des bonus distribués en dépit des « promesses » d'Obama ont créé une véritable contestation. Une grande partie de la population prend conscience qu'elle a été victime de ce que certains journalistes appellent « le hold-up du siècle ». Un hold-up commis par les banques, avec la complicité de l'État, dans la poche des contribuables.

Cela contribue, avec d'autres déceptions, à écorner l'image d'Obama dont la cote de popularité baisse pour la première fois depuis son élection. Il a bien fait semblant, en les invitant à la Maison Blanche, de convaincre les patrons de JP Morgan et de Goldman & Sachs de se montrer raisonnables dans les distributions de bonus, mais ces derniers ont certainement su lui rappeler, au cas fort improbable où il l'aurait oublié, qu'ils font ce qu'ils veulent de « leur » argent... Dans un commentaire paru dans la presse, Obama a dû se contenter de constater que l'on « n'a pas l'impression que les gens de Wall Street aient le moindre remord »... Un piteux aveu public de son impuissance, ou, plus exactement, de sa soumission aux véritables maîtres de l'Amérique.

En France, ce sont les salariés de New Fabris, de Nortell, de SKF, de Michelin, des papeteries Malaucène, la liste s'allonge tous les jours, qui ont décidé, pour se faire entendre et peser sur l'obtention des primes de licenciement qu'ils exigent, d'utiliser les grands moyens en menaçant de faire sauter leur entreprise, en séquestrant leur patron ou encore en brûlant des machines... Le climat général dans lequel se déroulent ces actions fait que certains salariés ont déjà obtenu gain de

cause, et que par ailleurs l'État n'ose pas faire intervenir ses flics. Non pas tant par crainte des explosions des bonbonnes de gaz, mais bien par peur de déclencher le « tous ensemble » dont les manifestations du 29 janvier et du 19 mars avaient été l'annonce, et qui n'avait été évité que parce que les grandes confédérations syndicales avaient tout fait pour l'empêcher.

Illustration de cette crainte, un article des *Echos* du 20 juillet, intitulé « *La radicalisation des conflits sociaux inquiète la majorité* », donne un petit aperçu des états d'âmes des élus UMP face à l'évolution de la situation politique. Faisant référence à ce qu'ils appellent le « *chantage à la bonbonne de gaz* », certains y voient « *les prémices* » d'une crise sociale « *véritable* », presque « *insurrectionnelle* ». Une situation qui ne peut qu'empirer car « *ça fera forcément tache d'huile. Dans une famille, quand on donne une part de gâteau supplémentaire à un enfant qui hurle plus fort que les autres, ça incite les autres à faire pareil* » (on appréciera l'image, les ouvriers sont décidément de grands enfants...). Cette situation inquiète d'autant plus ce petit monde que, disent-ils, « *on a l'impression que les syndicats ne contrôlent plus des salariés dont l'angoisse est au summum* »...

Cette impuissance, que regrettent les députés de l'UMP, des grandes confédérations syndicales à contrôler les actions des salariés - parmi lesquels les militants syndicaux du rang sont des plus actifs - illustre parfaitement la coupure qui s'est approfondie entre les sommets d'organisations syndicales paralysées par leur politique de « dialogue social » et le monde du travail, soumis directement aux conséquences dramatiques de la guerre de classe que mènent patrons et gouvernement.

Les salariés en butte aux licenciements ont compris qu'il n'y avait rien à attendre de la part de ces organisations. Ils prennent directement la défense de leurs intérêts en main, s'organisent, sans attendre, avec leurs propres méthodes. Certains, comme ceux de Chaffoteaux et Maury, se préparent à occuper leur usine tout l'été, pour empêcher le patron de transférer les machines...

L'indignation, la colère, la révolte ne suffisent certes pas à ouvrir en tant que telles la perspective d'une véritable « sortie de crise », du point de vue des intérêts de la population. Elles en constituent pourtant un des éléments essentiels.

Car le problème est posé, dès aujourd'hui, concrètement, à tous les militants du monde du travail, à tous les salariés qui ne renoncent pas à se battre, de faire que ces luttes isolées, radicales, sûres de leur bon droit face à la sacro-sainte propriété privée, débouchent sur un grand mouvement d'ensemble, pour interdire les licenciements, exiger le partage du travail entre tous ; faire que les profits et les bonus scandaleux tirés de la surexploitation des salariés leur reviennent, sous forme d'augmentation significative des salaires.

Daniel Minvielle

[retour à l'introduction - au sommaire](#)

Derrière la farce du G20, l'offensive des classes dominantes...

Débat révolutionnaire n°12 du 25 septembre 2009

Depuis le début de la semaine, Sarkozy est aux Etats-Unis, à l'occasion d'une séance de l'ONU sur le climat, puis pour participer au sommet du G20 à Pittsburgh. Il en a profité de pour s'offrir, mercredi soir, par le biais d'une interview relayée par TF1 et l'A2, le luxe d'un « *discours de New York aux Français* ». Histoire, certainement, que personne ne puisse ignorer les combats qu'il mène pour « moraliser » le capitalisme : après celui de Londres contre les paradis fiscaux, celui de Pittsburgh contre les bonus...

« *De Londres à Pittsburgh, les 200 jours du G20* » titrait justement *Le Monde* de mardi 22 septembre dans son dossier *Leçons de la crise*. L'article commente le degré d'aboutissement des 32 mesures annoncées en fanfare au G20 de Londres du 2 avril dernier. Qu'il s'agisse de « *réguler le système financier international* », de « *réformer le FMI et la Banque mondiale* », ou encore de « *coordonner les politiques économiques* », le bilan confirme ce qu'il n'était pas bien difficile d'avancer à l'époque : le sommet de Londres n'était qu'une façade, un bluff destiné à faire croire aux opinions publiques que les puissants de ce monde ont la volonté et les moyens de s'entendre pour mettre en œuvre les moyens de juguler la crise actuelle et de se prémunir contre les suivantes.

En réalité, il s'agissait, comme le disait Gordon Brown, d'apporter « *l'oxygène de la confiance à l'économie globale et redonner foi dans l'avenir aux populations de tous nos pays* »... pour mieux continuer une politique qui n'avait pas d'autre but que d'attendre la fin de la crise sans rien changer d'important, autrement dit sauver les profits et faire payer la crise aux populations et aux travailleurs.

Loin d'être une étape vers une coopération idyllique entre grandes puissances, le G20 de Londres était surtout un terrain sur lequel se jouaient, de façon feutrée, certes, mais bien réelle, les rapports de force entre puissances. Malgré la dégradation de leur situation financière et économique, leur endettement massif, la contestation de la place du dollar en tant que monnaie de référence internationale, l'enlisement de leur politique militaire au Proche Orient, les Etats-Unis en étaient sortis confirmés dans leur place de puissance dominante.

Le sommet de Pittsburgh, mis en scène par l'administration Obama, n'est qu'une nouvelle représentation de la même comédie. S'appuyant sur l'embellie financière, les Etats-Unis se veulent à la tête de toutes les initiatives. Sarkozy et les autres chefs d'Etats européens sont relégués au rang de dirigeants d'impérialismes de second rang. Et l'Europe est priée, par Obama, de réduire sa représentation au FMI, pour faire une place plus importante aux puissances « émergentes »...

Il ne faut pas être grand prophète pour dire que le sommet décidera de poursuivre la politique de soutien de la finance. Quant au problème des bonus, faisons confiance à ces bluffeurs professionnels pour donner le change en préconisant de « limiter les bonus à un pourcentage du produit net bancaire quand ils menacent un niveau de capitalisation sain »... De la mousse pour tenter de masquer une politique entièrement au service des multinationales et des profits.

Les affaires reprennent comme avant...

Si l'on en croit l'évolution de la situation financière, l'objectif non dit du sommet de Londres -sauver les profits et faire payer la crise aux populations et aux travailleurs- semblerait en voie d'être atteint. Les Bourses poursuivent une phase de croissance plus ou moins régulière depuis le mois de mars, le crédit recommencerait à circuler entre les banques et vers les entreprises..., tandis que chômage et régression sociale continuent à s'aggraver.

Cette « embellie » fait dire à certains responsables politiques ou économistes que la sortie de la crise est en vue, que, finalement, on en a exagéré l'importance... Mais beaucoup d'entre eux s'en inquiètent aussi, accusant les financiers de ne rien avoir appris de la crise, de faire en sorte que « les affaires reprennent comme avant », au risque de préparer une « rechute ».

C'est le clair aveu de leur impuissance. Tous les discours sur la « relance », la « régulation », la « nouvelle gouvernance mondiale » ne sont que du bluff destiné « rassurer l'opinion publique », c'est-à-dire à désarmer la contestation sociale qui naît de l'exacerbation des conséquences de la crise pour les populations.

Les mécanismes qui ont conduit le capitalisme à la crise actuelle ne sont pas à chercher dans un dysfonctionnement du système financier ou dans ses excès. Ils sont bien plus profonds, au cœur même du fonctionnement « normal » du système.

Au début des années 1980, le capitalisme international se trouvait en crise profonde, les taux de profits étaient devenus très faibles, l'économie menacée d'anémie. Pour en sortir, la bourgeoisie impérialiste a ouvert les frontières à la circulation des capitaux. Cela lui a permis d'implanter des usines, des filiales, dans certains pays pauvres et de profiter ainsi d'une main d'œuvre infiniment moins chère que celle d'Europe de l'Ouest ou des USA. C'est la politique des délocalisations, l'explosion des investissements directs à l'étranger (IDE), le développement des multinationales. Et du retour des profits.

La mise en concurrence des travailleurs à l'échelle mondiale a exercé une pression sur les travailleurs des pays riches qu'ont utilisés les patrons et les Etats pour lancer une politique d'attaques destinées à mettre fin aux « avantages sociaux » qu'elles avaient été contraintes de lâcher dans les décennies d'après-guerre - les soi-disant « trente glorieuses »-, pour s'assurer la « paix sociale ».

Cette politique de mondialisation a permis à la bourgeoisie de sortir de la crise à laquelle avait abouti la période des « trente glorieuses ». Mais elle n'en a pas moins à son tour accumulé de nouvelles contradictions, qui ont abouti, à travers de nombreuses crises partielles, à la crise globale que connaît le capitalisme aujourd'hui.

Ce fut en particulier, fin de 2000, celle des « nouvelles technologies ». Les capitaux avides de profits s'étaient jetés sur un secteur dont le développement semblait illimité. La bulle financière qui s'était ainsi constituée explosa sous l'effet d'une production qui ne pouvait suivre, faute de débouchés solvables. Cette contradiction entre la folie financière et les limites de la production nourrit aujourd'hui une crise globalisée, après une nouvelle phase où la croissance très rapide de quelques pays comme le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, grâce à la prolétarisation et la surexploitation de millions de paysans, a, de nouveau, entretenu la folie spéculative.

Les perspectives de profit sans précédent que constituait, pour la finance internationale, la croissance des pays émergents a attiré massivement les capitaux sur certains secteurs de l'économie. Cela a exacerbé la concurrence à l'échelle planétaire d'autant que les reculs imposés à la classe ouvrière des anciens pays industriels, qui restent les principaux importateurs des marchandises produites dans le monde, tendent à limiter la consommation. Les masses de capitaux générés par ces profits ne trouvent pas, pour s'investir, suffisamment de terrains jugés rentables : du point de vue de la bourgeoisie, il y a trop de capitaux par rapport aux perspectives de réaliser des profits dans la production, ces capitaux vont nourrir la spéculation, préparant l'explosion de nouvelles bulles spéculatives.

Aujourd'hui, la reprise de la spéculation boursière et de la circulation de l'argent entre banques dans lesquels certains voient des signes de « sortie de crise », les cadeaux des Etats aux patrons et aux plus riches, tandis que les attaques contre les travailleurs et la population continuent de plus belle, ne peuvent en aucun cas enrayer la récession en cours. L'embellie momentanée ne saurait masquer la tendance de fond, conséquence de la contradiction entre une masse de capitaux avides sans cesse de nouveaux profits qui ne peuvent venir que d'une exploitation toujours plus féroce. De fait, la politique des financiers et des Etats alimente le chômage, donc la récession, jusqu'à la nouvelle crise financière...

Au fil des années, la mondialisation a également modifié les rapports de force économiques internationaux. Les anciens pays industrialisés ont perdu une part importante de leur capacité de production industrielle tandis que se développait celle des pays émergents. De pays exportateurs de produits industriels, ils sont devenus importateurs, finançant leurs achats par la dette. C'est particulièrement le cas pour les Etats-Unis, dont la puissance est minée par une dette abyssale, encore aggravée par le financement des plans de soutien au système financier. Cela explique pourquoi son hégémonie est contestée, pourquoi le G20 est un lieu où se mesurent les nouveaux rapports de forces internationaux. Une des conséquences de cette situation est que les Etats-Unis ne peuvent plus imposer sans contestation possible leur loi sur

les relations économiques et financières internationales, comme c'était le cas à la sortie de la guerre avec les accords de Bretton-Wood et la mise en place d'institutions comme le FMI et la Banque mondiale, appendices de la politique économique américaine. Actuellement, résultat des évolutions de la mondialisation, plus aucun pays n'est en mesure d'imposer une hégémonie sans partage.

C'est le règne d'une concurrence acharnée tant entre les multinationales ou les Etats qu'entre les travailleurs, concurrence qui ruine toute idée de « *régulation* » ou de « *gouvernance internationale* » de la finance.

Le capitalisme est entré dans une phase d'instabilité chronique, la crise, loin d'être terminée, vient de connaître seulement son premier acte.

Une seule politique possible, la défense les intérêts des travailleurs

A travers la mascarade du G20, la bourgeoisie internationale tente de coordonner son offensive politique, idéologique, sa propagande. Impuissante à juguler sa propre crise, elle poursuit son offensive contre les travailleurs et les peuples pour maintenir les profits Mais il lui faut présenter une politique dont le seul moteur est l'égoïsme de classe comme une politique visant à sortir de la crise pour répondre à l'intérêt général !

Il lui faut dominer l'opinion pour empêcher que ne se développe la contestation d'une politique aberrante, injuste et inhumaine. C'est bien pourquoi, à l'opposé, refuser de payer les frais de leur crise implique une contre-offensive politique pour mettre à nu les objectifs et les projets des classes dominantes, démontrer que les intérêts de la minorité qui contrôle la finance et l'économie sont contraires à ceux de la majorité de la population et qu'en conséquence, il n'est pas possible d'éviter l'affrontement, qu'il faut le réparer. Les classes opprimées ont les moyens d'inverser le rapport de force face à une classe dominante en pleine crise, car la crise du capitalisme, c'est bien celle d'une classe dominante, crise que les travailleurs peuvent utiliser pour inverser le rapport de force. Cela veut dire faire de la politique.

Ces derniers mois, face aux licenciements et aux fermetures, à Conti, New-Fabris, Mollex et bien d'autres, des salariés ont refusé de se laisser endormir par les discours sur la fatalité de la crise. Ils ont choisi de se battre, avec leurs armes, contre les licenciements ou, à défaut de pouvoir les empêcher du fait de leur isolement, pour obtenir les meilleures indemnités de licenciement possible.

Ces luttes ont trouvé une large sympathie parmi les travailleurs et les classes populaires. Des pas ont été faits dans le sens de la construction de la convergence des luttes de ceux qui s'opposent, le dos au mur, à l'offensive du patronat. Il s'agit aujourd'hui de renforcer ces liens, d'aller plus loin. Cela passe par une bataille politique, imposer que la question sociale soit au centre du débat politique, y compris dans le cadre des élections régionales à venir.

Refuser de payer la crise, c'est s'opposer frontalement aux intérêts vitaux de la bourgeoisie. Poser la question des salaires, de la garantie de l'emploi, la question de l'interdiction des licenciements, du partage du travail entre tous, pose une question politique plus générale : l'affirmation de la légitimité des exigences du monde du travail contre une politique du patronat et du gouvernement qui ne peut qu'aggraver la crise, la contestation de la politique de la bourgeoisie, celle de sa légitimité à diriger le monde.

Oui, refuser de payer la crise, c'est contester non seulement le libéralisme mais le capitalisme lui-même dans la perspective d'une transformation de la société, du socialisme.

C'est bien pourquoi, face au rouleau compresseur des classes dominantes qui ont su rallier à la défense de leurs intérêts et de l'économie de marché le PS et les Verts, les anticapitalistes sauront travailler au regroupement de tous les courants politiques, des groupes, des militants, qui refusent de capituler devant la logique du profit pour défendre, sur tous les terrains, les intérêts de la collectivité.

Daniel Minvielle

[retour à l'introduction - au sommaire](#)

Une fièvre financière qui annonce une probable rechute

Débat révolutionnaire n°14 du 23 octobre 2009

Depuis quelques jours, les résultats du troisième trimestre de nombreuses sociétés confirment l'évolution annoncée par ceux du trimestre précédent : pour une bonne partie d'entre-elles, les profits sont repartis à la hausse.

Les banques sont les premières bénéficiaires : d'après la presse, « *les banques françaises sont dans le vert* », « *la Deutsche Bank a doublé ses bénéfices* », ceux de la banque américaine JP Morgan « *s'envolent* »... Mais c'est aussi le cas de nombreuses grandes entreprises industrielles qui affichent des résultats « *supérieurs aux prévisions* ».

Cette envolée des profits est le produit direct des mesures prises par les Etats et les banques centrales dès le début de l'effondrement financier, les milliers de milliards d'argent public versés à la finance et au grand patronat, au prix d'un endettement massif des Etats.

Une facture payée de multiples façons par les travailleurs et la population.

Payée à travers les licenciements en cascade par lesquelles les entreprises se sont « ajustées » à la baisse des commandes consécutive à la récession et surtout veulent accroître leur compétitivité et leur rentabilité. Telle la société Caterpillar, fabricant de matériel pour le BTP, qui, pour faire face à la chute de ses carnets de commande, a supprimé 25 000 emplois dans le monde dont 600 en France, et affiche pour ce trimestre 404 millions de dollars de profits, bien au dessus des « résultats escomptés »...

Payée également par la poursuite des attaques de l'Etat et du patronat sous prétexte d'« économiser » l'argent de l'Etat... pour mieux l'utiliser à soutenir les profits : suppression de postes de fonctionnaires, poursuite des attaques contre la protection sociale, la santé, les retraites... Une situation à laquelle s'ajouteront les conséquences de la forte augmentation des déficits publics, dont les Etats feront payer le remboursement aux populations par le biais de l'impôt et de la destruction des services publics.

Le résultat de cette guerre de classe est là : les profits s'envolent, et la spéculation reprend de plus belle, comme en atteste la hausse quasi continue des Bourses depuis plus de six mois. Bien que les Etats fassent mine de s'en offusquer et de prendre des mesures pour s'y opposer, les banques arrosent de nouveau leurs traders de bonus mirobolants, preuve s'il en fallait que la spéculation n'est pas le fait de quelques institutions financières irresponsables, mais bien de l'ensemble du système financier. La spéculation touche également de nouveau le pétrole, ainsi que les monnaies.

Tout repart donc comme avant, dans la folie d'une course aux profits qui, loin d'être le signe que la « sortie » est en vue, crée bien au contraire les conditions d'une nouvelle phase aiguë de la crise.

C'est pourquoi l'euphorie que pourrait susciter la reprise des affaires financières chez les responsables politiques et économiques est fortement tempérée par la crainte d'un nouvel effondrement financier. Crainte alimentée, entre-autres, par la baisse continue du dollar, la menace d'une crise monétaire internationale.

Depuis mars, le dollar a en effet baissé de 15 % par rapport à l'euro. On assiste de nouveau, après quelques mois de stabilité relative, à un mouvement de yoyo des monnaies, une instabilité qui perturbe les échanges internationaux. La hausse de l'euro par rapport au dollar a pour effet d'augmenter les prix à l'exportation des marchandises produites dans la zone euro par rapport à celles produites dans la zone dollar. Ce qui a fait dire à Guaino, conseiller spécial de Sarkozy, alors que l'euro atteignait, mercredi 21, le seuil de 1,5 dollar, que c'était « un désastre pour l'économie et l'industrie européennes ».

Sortant d'une réunion des ministres des finances européens, lundi 19, le patron de la BCE, Trichet, expliquait : « *L'affirmation que la volatilité excessive et les mouvements désordonnés sur les marchés des changes sont emplies d'implications négatives pour la stabilité économique et financière fait partie de notre position commune [...] Nous notons tous avec grande attention les déclarations des autorités américaines sur leur politique de dollar fort* ». Derrière une formulation pour le moins ampoulée, Trichet n'a qu'un espoir : que les « *autorités américaines* » agissent pour que le dollar redevienne fort...

Un espoir qui a peu de chances d'être satisfait. Les monnaies comme l'euro et le dollar sont soumises aux caprices des marchés des changes, aux spéculations. Leur valeur, totalement déconnectée de la valeur réelle des marchandises qu'elles contribuent à échanger, dépend de l'intérêt qu'elles suscitent chez les spéculateurs qui cherchent à faire fructifier leurs capitaux sur les marchés monétaires. Actuellement, compte tenu du fait que les taux des prêts à court terme sont mieux rémunérés en Europe qu'aux Etats-Unis, le fait d'échanger des dollars contre des euros pour les placer dans des banques européennes permet de dégager des plus-values d'autant plus substantielles que les sommes investies à court terme sont importantes. Cette « attractivité » de l'euro crée une demande, qui agit à la hausse...

Bien sur, les autorités américaines auraient les moyens, du moins pour une part, de mettre un coup d'arrêt à la baisse de leur monnaie en jouant, par exemple, sur les taux de change.

Mais la faiblesse du dollar par rapport aux autres monnaies est une arme dans la guerre économique que se livrent les grandes multinationales américaines, chinoises et européennes. Des sociétés comme Airbus, ou Alstom, lorsqu'elles interviennent sur des marchés de la zone dollar, voient le prix de leurs produits augmenter par rapport aux marchandises équivalentes produites aux USA (ou en Chine, dont la monnaie est indexée sur le dollar et baisse avec lui face à l'euro).

L'éditorial des *Echos* du 16 octobre, intitulé « *La solitude de l'euro* », résume la situation : « *tout se passe comme si l'euro était la seule monnaie à supporter le poids de l'ajustement des déséquilibres internationaux. [...] Si l'Europe ne parvient pas à convaincre ses partenaires de rentrer dans un jeu coopératif sur les devises et donc sur la politique budgétaire, monétaire et financière, elle devra réagir. Ou accepter de laisser périr des pans entiers de son économie* ».

L'exacerbation, avec la crise, de la concurrence entre les puissances économiques rend illusoire tout espoir de « *rentrer dans un jeu coopératif* ». Quant aux capacités de l'Europe à « *réagir* » pour mener une politique budgétaire capable de contrebalancer celle des Etats-Unis ou de la Chine, elles sont, elles aussi, fortement illusoires.

Les Etats-Unis, malgré une dette publique abyssale, sont encore en mesure, par leur puissance économique et militaire, de poursuivre leur politique de soutien monétaire à leur économie par la fuite en avant dans l'endettement. Quant à la Chine, ses excédents commerciaux lui assurent une richesse qui lui permet d'agir massivement sur le plan monétaire, pour les intérêts de ses propres capitalistes, en soutien aux USA.

Les pays industriels européens sont dans une situation bien différente. Fortement endettés, frappés à un déficit commercial qui a atteint 4 milliards d'euros en août, les pays de la zone euro n'ont ni les moyens politiques, ni les moyens financiers de s'opposer aux politiques monétaires des USA ou de la Chine. D'autant que l'« union européenne » est minée par de multiples contradictions internes, la concurrence commerciale que se livrent les pays les plus riches, la disparité des

richesses tout comme celle des droits entre les pays les plus riches et les plus pauvres.

Mais dans ce combat que se livrent les grandes puissances par politique monétaire interposée, les conséquences risquent fort de ne pas se limiter à la seule destruction de « *pans entiers de l'économie européenne* » : l'accumulation des déficits, la course à l'endettement prépare le risque d'un krach obligataire.

Le déficit accumulé par les anciens pays industrialisés, principalement les Etats-Unis, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, est couvert par l'endettement des Etats qui financent leurs dépenses en émettant des obligations. Ces obligations, titres financiers de la dette publique, assurent des revenus garantis à leurs détenteurs... tant que les Etats sont en mesure de les rembourser. Que la confiance des détenteurs d'obligations dans la capacité des Etats à assurer le remboursement de leur dette vienne à tomber, et c'est le marché des obligations lui-même qui s'effondrera. Avec le risque, pour certains Etats, même de grandes puissances, de se retrouver en grandes difficultés voire en faillite.

Gouvernements et dirigeants économiques ont réussi, par l'injection de milliards dans le système financier, à redonner un élan aux profits. Mais cette « reprise », qui est lourdement payée par les travailleurs et les populations, continue à accumuler les mêmes contradictions qui ont conduit à la crise, y ajoutant le risque d'une crise monétaire majeure.

La crise que nous sommes en train de subir, la rechute qu'ils sont en train de préparer, n'ont rien d'une fatalité. Ce ne sont pas les conséquences de lois économiques immanentes auxquelles personne ne pourrait échapper. Ce sont les conséquences d'une politique de classe qui n'a pas d'autre souci que d'assurer les profits immédiats, quelles qu'en soient les conséquences. Et l'incapacité des capitalistes à sortir de la crise globale dans laquelle ils ont plongé la société est la claire expression de sa faillite.

Sortir de la crise suppose de rompre avec cette logique, et nous seuls, les travailleurs, la population, en avons réellement les moyens. En refusant de payer leur crise, par l'exigence que soit mis fin aux licenciements en cascade, que le travail soit partagé entre tous, avec des salaires permettant de vivre décemment. En contestant le pouvoir de la minorité de parasites financiers et de leurs amis au gouvernement de mettre en coupe réglée l'ensemble de l'économie. Autrement dit en nous unissant pour les exproprier et établir notre contrôle démocratique sur la finance, la production et les échanges.

Daniel Minvielle

[**retour à l'introduction - au sommaire**](#)

Nouvel épisode d'une crise chronique

Débat révolutionnaire n°17 du 4 décembre 2009

Nous l'avons écrit à plusieurs reprises : le rebond des Bourses, la reprise effrénée de la spéculation ne sont pas, quoi que veuillent y voir certains augures, le signe que le bout du tunnel de la crise est en vue. Bien au contraire.

Le renflouement du système financier par les Etats, à grands coups de milliers de milliards d'argent public, s'il a permis effectivement de relancer la machine à profits pour une infime minorité de parasites, a en même temps creusé les déficits publics au point que certains Etats sont au bord de la faillite. D'après l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), la dette des trente pays les plus avancés va grimper, en 2010, jusqu'à 100 % de leur produit intérieur brut, autrement dit consommer la totalité de la richesse qui y est produite ! Pour certains pays, la prévision va bien au-delà : c'est le cas pour le Japon, dont la dette publique devrait atteindre quasiment 200 % de son PIB, de l'Italie (127,3 %), de la Grèce (111,8 %), et de biens d'autres.

La menace d'une faillite d'Etats, comme en 2000 en Argentine et en Indonésie, ou encore en Islande il y a un an, est bien réelle. Et l'annonce, la semaine passée, que Dubaï World, principale holding financière de Dubaï, était dans l'incapacité de faire face aux échéances du remboursement de sa dette de 59 milliards de dollars, alors que l'Etat lui-même venait d'emprunter 5 milliards, est venue brutalement renforcer ces craintes.

Les Bourses du monde entier ont réagi à la baisse. Les organismes de cotation ont réajusté brutalement l'indice CDS (crédit default swap) de Dubaï et de plusieurs autres Etats. Cet indice reflète le coût de l'assurance que devrait prendre un créancier pour se garantir des risques de faillite de l'Etat à qui il prête de l'argent. Plus un Etat est endetté, plus la menace d'insolvabilité augmente, plus le risque pour le créancier de ne pas pouvoir récupérer sa mise est grand, plus l'assurance est chère, et plus l'indice CDS est élevé... Le CDS de Dubaï a ainsi bondi de plus de 500 points, le plaçant en tête des pays à risque, tandis que l'onde de choc touchait également les autres Etats du Golfe, certains pays asiatiques, la Grèce...

Dubaï, c'est l'alliance intime du féodalisme le plus arriéré avec les aspects les plus « modernes » du capitalisme : un émir dont le pouvoir et les propriétés sont inextricablement liés à ceux de l'Etat ; une économie bâtie sur le sable, au sens propre comme au figuré... Faute de disposer, comme ses voisins des autres pays du Golfe, de ressources pétrolières, les holdings de l'émir de Dubaï empruntent massivement pour spéculer à grande échelle dans la finance, le commerce international et l'immobilier de luxe destiné aux vacances des riches bénéficiaires des océans de fric tirés des profits et de la spéculation financière, construisant les tours les plus hautes du monde, des îles artificielles engloutissant, pour leur

construction, des volumes de sable équivalent à la grande muraille de Chine !

Ce délire spéculatif aux perspectives juteuses n'a bien entendu pas manqué de trouver des échos dans la cupidité de l'ensemble du monde de la finance, et de nombreuses banques étrangères n'ont pas hésité à s'embringer dans les affaires du prince de Dubaï, comme elles l'avaient fait avec les subprimes américaines. Les banques américaines, européennes et japonaises auraient placé plus de 120 milliards dans les Emirats. Les banques britanniques sont les plus impliquées à Dubaï même : HSBC (11,3 milliards d'euros), Standard Chartered (5,1 milliards d'euros), Barclays (2,3 milliards d'euros)... Les banques françaises sont aussi de la fête, telle BNP Paribas qui aurait « investi » 1,1 milliard d'euros dans les Emirats. On mesure mieux à quoi ont pu servir les milliards de la relance financière de Sarkozy...

Mais la crise a sévèrement réduit les effectifs de la clientèle de luxe susceptible de venir profiter des charmes de Dubaï et le trafic maritime qui transitait par son port a baissé de 30 %. Les rêves de grandeur de l'émir sont en train de sombrer, et avec eux la bulle financière qui s'était accumulée autour... L'activité de construction immobilière qui se vantait de mobiliser 25 % des grues de chantier du monde entier est en panne. Avec, pour conséquence sociale dramatique, le chômage pour des milliers de travailleurs venus d'Asie, et dont beaucoup n'ont pas été payés depuis des mois...

Les conséquences d'une politique qui alimente les profits au détriment des travailleurs et des peuples...

Fillon et quelques autres sont venus nous expliquer que les défauts de paiement de Dubaï ne sont pas suffisamment importants pour que cela ait de grosses répercussions sur le reste de l'économie mondiale. Il est vrai que la chute des Bourses consécutive à l'annonce de la crise de Dubaï semble s'être arrêtée. Et il est peu vraisemblable que nous soyons à la veille d'un nouvel « effet domino » qui entraînerait un nouvel effondrement du système financier international. Sans doute, comme le prétendent économistes et dirigeants politiques, le phénomène sera stoppé grâce au soutien financier de son voisin des Emirats Arabes Unis. Un soutien financier qui, soit dit en passant, ne sera sans aucun doute pas gratuit et signifiera tout simplement un changement de propriétaire sur les « actifs » de Dubaï. Pendant la crise, restructurations et concentration du capitalisme se portent bien, merci !

Quoiqu'il en soit, une chose est certaine : la crise de Dubaï illustre concrètement le fait que la crise financière et ses dramatiques conséquences économiques et sociales sont loin d'être terminées...

On nous expliquait, face à la persistance de la crise économique et des pertes massives d'emplois, que la reprise financière était là, que c'était le signe que la reprise économique allait suivre... qu'il suffisait de patienter.

La réalité est toute autre. La « reprise financière », qui se manifeste par une reprise outrancière de la spéculation, s'appuie sur une reprise effective des profits de certains secteurs de l'économie qui bénéficient du soutien financier des Etats, tel l'automobile ou les grandes entreprises de la construction. Une activité soutenue artificiellement les Etats avec l'argent public, qui relance les profits mais n'empêche pas le chômage partiel et la poursuite des licenciements. En France, alors que la prime à la casse a assuré aux constructeurs automobiles des niveaux de vente inespérés malgré la crise, PSA vient d'annoncer 6500 suppressions d'emploi...

Partout dans le monde, les travailleurs et les populations sont, de tout point de vue, le véritable moteur de cette reprise des profits. Ceux qui travaillent subissent surexploitation et perte de revenus, tandis que le nombre de ceux qui sont soumis à la précarité, au chômage, à la misère, ne cesse de croître.

En France, les chiffres du chômage ont officiellement augmenté de 2% en octobre. Les inégalités entre les plus pauvres et les plus riches s'accroissent : selon un rapport de l'Insee portant sur la période 1997-2007, alors que le revenu des 10% les plus pauvres n'a augmenté que de 1360 euros, les 5% les plus riches ont engrangé 4900 euros de plus. L'écart de niveau de vie entre les plus riches et les plus pauvres s'est creusé de 3500 euros. L'observatoire national des « zones urbaines sensibles » (ONZUS) vient de publier un rapport qui illustre la gravité de la situation dans laquelle se retrouve la population la plus pauvre, la plus touchée par le chômage : 33,1% des 4,5 millions d'habitants des « ZUS » vivent en dessous du seuil de pauvreté (908 euros mensuels), chiffre qui atteint 44,3% pour les moins de 18 ans.

A l'échelle de la planète, le sommet de la FAO (organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture), qui s'est tenu à Rome les 16 et 17 novembre, a permis de mesurer l'aggravation de la situation alimentaire dans le monde. Selon le rapport présenté lors de ce sommet, le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation serait passé de 963 millions en 2008 à 1,02 milliards en 2009, se répartissant ainsi : Asie et Pacifique, 642 millions ; Afrique subsaharienne, 265 millions ; Amérique latine et Caraïbes, 53 millions ; Proche-Orient et Afrique du Nord, 42 millions ; Pays développés, 15 millions...

... et nourrit la crise

Aveuglement, dirigeants politiques et économiques poursuivent inlassablement cette même politique, dont Strauss-Khan, directeur du FMI, prétendant être le candidat du PS en 2012, est un des chantres convaincus. Dans diverses interventions récentes, tout en annonçant la reprise pour 2010, il a conseillé aux Etats de poursuivre leurs efforts de soutien au système financier, et de se préparer à compenser les déficits budgétaires qui en résultent par l'augmentation des impôts et les économies sur les dépenses publiques...

Sarkozy, en visite mardi à la Seyne-sur-mer, a tenté de faire de bilan de sa politique économique... Après l'autosatisfaction - « on n'a pas fait d'erreurs, on n'a laissé tomber personne » - sur la réussite de sa politique qui aurait permis, selon lui, de limiter à 2% la baisse de l'activité économique du pays, il n'a pas manqué de prévenir que « les réformes, je continuerai à les faire », citant les retraites comme objectif prioritaire, mais aussi la réforme de la sécurité sociale, ainsi que celle des collectivités locales et de l'Etat, autrement dit la poursuite des suppressions massives d'emplois dans la fonction publique. Des menaces qui viennent s'ajouter à la campagne en cours pour l'imposition, au nom de la justice, des indemnités pour accident du travail, tandis que le « grand emprunt national » viendra aggraver la situation des caisses de l'Etat pour poursuivre la même politique de soutien à la finance et aux multinationales tout en donnant aux marchés obligataires de nouvelles occasions de spéculer.

Du point de vue financier, l'injection par les Etats de milliards sous de multiples prétextes continue de plus belle. La banque centrale allemande s'apprête à débloquer 10 milliards d'euros pour, soi-disant, aider les banques à consentir des crédits aux entreprises qui en ont besoin. Dans le même registre, la banque centrale japonaise devrait débloquer 77 milliards d'euros de crédit à des taux très bas.

Mais l'essentiel de cet argent continuera inmanquablement à alimenter la spéculation financière, ou ira s'investir dans les pays comme la Chine ou l'Inde, dans l'espoir de profiter des nouvelles perspectives mirobolantes de croissance qui semblent s'y développer. Perspectives qui ne pourront que se heurter, inévitablement, à la réalité d'un marché international dont la demande solvable est plombée par la crise, l'augmentation du chômage et l'accroissement des inégalités...

Briser cette logique infernale

Au cours des mois qui se sont écoulés depuis le déclenchement de la crise, la bourgeoisie financière a certes montré qu'elle était capable de trouver des marges de manœuvre et de se redéployer à travers le développement du capitalisme à l'échelle mondiale. Mais sa politique engendre une concentration de richesse toujours croissante d'un côté et un approfondissement des inégalités, de la pauvreté, de la famine... Elle enferme l'économie mondiale dans un cercle vicieux, une spirale infernale dont il n'est possible de sortir que si on s'en prend réellement aux mécanismes qui la sous-tendent : la course effrénée au profit dans un contexte de concurrence internationale exacerbée par la crise, la main mise, sous prétexte de propriété privée, d'une poignée de parasites sur l'ensemble de l'économie mondiale par le biais du système financier.

Briser cette logique suppose s'en prendre à ces fondements. Face à une politique qui n'a pas d'autre souci que les intérêts de classe égoïstes et immédiats de la bourgeoisie et de ses serviteurs, cela passe par la défense des exigences les plus urgentes du monde du travail : interdire les licenciements, exiger le partage du travail entre tous, des salaires permettant à chacun de vivre décemment...

La lutte pour ces mesures vitales est une remise en cause du pouvoir de l'aristocratie financière qui n'a pas d'autre choix que d'aller jusqu'au bout de sa propre logique : mettre le système financier au service de la production, sous le contrôle de la population et des travailleurs, et pour cela, exproprier les grands patrons de la finance ; mettre fin à la spéculation boursière en fermant les Bourses ; mettre fin à une production anarchique qui ne connaît pas d'autre critère que les perspectives de profits en la remplaçant par une production planifiée, contrôlée de façon démocratique par la population et les travailleurs afin de satisfaire les besoins de chacun, dans le respect de l'environnement...

Un programme anticapitaliste, démocratique et révolutionnaire qui est plus que jamais à l'ordre du jour.

Daniel Minvielle

[**retour à l'introduction - au sommaire**](#)

La dette publique, tribut payé par l'humanité à la finance

Débat révolutionnaire n° 18 du 12 décembre 2009

Depuis quelques semaines, les rodomontades sur la « sortie de crise » ont laissé place à la crainte que l'endettement des Etats n'en mène certains à la faillite. Après Dubaï, c'est la Grèce, dont la dette atteint 120 % du PIB qui est aujourd'hui au centre de ces inquiétudes, suivie, en Europe, par le Portugal, l'Italie, l'Espagne...

Mais, pour diverses agences de notation (dont la spécialité est d'évaluer la fiabilité d'un emprunteur à rembourser ses dettes...), ces craintes concernent également les pays riches, dont les « dettes souveraines » sont la « première menace économique à moyen terme ». C'est le cas des Etats-Unis, de la Grande Bretagne, ou encore de la France, dont, d'après le rapporteur UMP du Budget à l'Assemblée Nationale, la dette publique, aggravée par le Grand emprunt de Sarkozy, devrait atteindre 90 %, voire 100 % du PIB en 2011. La charge de la dette, ce que l'Etat paye tous les ans en intérêts augmenterait de 20 milliards, pour atteindre 80 milliards en 2012, soit une augmentation de 33 %.

On nous présente ces dettes abyssales comme une conséquence inévitable de la crise, le prix à payer pour relancer l'économie et éviter le pire. Mais outre le fait que la fuite en avant de l'endettement avait commencé bien avant le déclenchement de la crise, elle est un des mécanismes centraux de l'accaparement des richesses collectives par les classes

dominantes.

La dette a permis à l'aristocratie financière internationale, par le biais du FMI et de la Banque mondiale, de saigner à blanc les populations des pays pauvres. Mais les dizaines de milliards d'euros que l'Etat français verse tous les ans aux frais du contribuable à ses créanciers le prouvent largement : la dette publique est aussi un moyen, pour les capitalistes, de s'assurer des profits sur le dos des populations des pays riches. Elle constitue une garantie de profits pour leurs capitaux, à l'abri des aléas de la production industrielle et du crédit financier privé.

Avec la crise du crédit et la récession économique, le phénomène ne peut que s'accroître. Pour faire face à des échéances exceptionnelles qui trouvent leur origine dans le soutien du système financier, l'Etat emprunte sur les marchés financiers, c'est-à-dire aux Banques, ce même argent qu'il leur donne par ailleurs sous forme d'aides... Et comme il leur paye en plus des intérêts, c'est double profit pour ces dernières !

Si la crise est bien à l'origine de l'aggravation brutale de l'endettement des Etats, cela n'est pas parce qu'ils y seraient contraints par des lois économiques incontournables, c'est afin que les capitalistes puissent continuer à voir fructifier leurs capitaux malgré la récession et la crise du crédit privé. Au risque de conduire les Etats au bord de la faillite, c'est-à-dire à remettre en cause leur capacité à assurer la charge de la dette...

Bien sûr, Woerth, ministre du budget, a assuré que la charge du Grand emprunt, entre 800 millions et un milliard d'euros, n'entraînerait pas d'augmentation d'impôts et serait « *gagée sur les dépenses de fonctionnement de l'Etat* ». Pas touche au bouclier fiscal donc, pas touche à la politique d'exonérations de toute sorte à destination des patrons...

Par contre, la population laborieuse continuera à payer la facture, par le biais des impôts indirects comme la TVA et toute une flopée de taxes, dont la dernière en date est la fameuse « *taxe carbone* » proposée par le socialiste Rocard. Par le biais également de la régression des services publics, des prestations sociales, des retraites. Par les dizaines de milliers d'emplois qui vont disparaître, si les travailleurs ne s'y opposent pas, avec la poursuite de la politique d'économies sur « *les dépenses de fonctionnement de l'Etat* »...

Impôts et dette publique sont les deux pôles d'un mécanisme par lequel les Etats organisent à grande échelle le transfert dans les poches d'une aristocratie financière parasitaire d'une partie toujours plus grande des salaires, des maigres revenus que la population laborieuse du monde entier gagne par son travail.

La crise accentue la tendance, conduisant le système à l'impasse. Le premier ministre grec, Papandréou, envisageait lundi, pour « *réassurer les marchés obligataires* », de diminuer les prestations sociales et de geler les salaires des fonctionnaires touchant plus de 2 000 euros par mois... Mais il n'est pas dit que la contestation sociale ne l'oblige pas à remballer son plan, expression du fait que l'issue à la crise du capitalisme réside justement dans sa contestation, sur le terrain de la lutte des classes.

Face à la logique mortifère de la politique de la bourgeoisie, il n'y a pas d'autre solution, pour les salariés et la population, que d'exiger la satisfaction de leurs propres intérêts. Et d'imposer la seule mesure raisonnable qui puisse venir à bout de la spirale infernale de l'endettement de l'Etat : l'annulation pure et simple de la dette publique.

Daniel Minvielle

[retour à l'introduction - au sommaire](#)

La Grèce, symptôme d'une Europe malade de la dette et de la spéculation financière

Débat révolutionnaire n°22 du 19 février 2010

La « confiance » relative qui avait, si l'on en croit la reprise régulière des Bourses depuis quelques mois, gagné le monde de la finance et des spéculateurs a été brutalement perturbée, il y a une dizaine de jours, lorsqu'il est apparu que la Grèce, suivie de près par l'Espagne et le Portugal, déstabilisées par la dette et la spéculation, étaient au bord de la faillite.

On nous a présenté les gouvernements de ces pays comme des « *mauvais élèves* » de l'Europe : ils n'auraient pas appliqué les mesures de sauvetage de l'économie mondiale préconisées par les « sages » à la Sarkozy-Merkel, et, du fait de leur irresponsabilité, entraîneraient toute la zone euro dans leur sillage...

Mais s'ils se retrouvent aujourd'hui au bord de la faillite, c'est bien justement parce qu'ils ont appliqué, bien au-delà de leurs moyens, la politique de « sauvetage » de l'économie qui a consisté à financer, sur les caisses publiques, les profits des grands groupes financiers et industriels.

Cet argent, généreusement distribué par les Etats pour les renflouer, a été utilisé par les banques pour spéculer... sur la dette de ces mêmes Etats ! Une opération juteuse et qui a porté ses fruits si l'on en croit les résultats des grands groupes financiers, principaux créanciers des Etats : BNP Paribas annonce 93 % d'augmentation de ses résultats pour l'année, AXA les multiplie par quatre et va augmenter de 38 % les dividendes versés à ses actionnaires...

Cette politique menace maintenant de se transformer en une nouvelle bérézina financière. Tous les Etats servent de vache

à lait, par le biais de la dette publique, aux spéculateurs, essentiellement constitués des grandes institutions financières. Mais ce sont les plus fragiles, ceux dont le déficit public est le plus élevé par rapport aux richesses produites, qui en sont les principales victimes.

Sous prétexte que ces Etats risquent de ne pouvoir « *faire face à leurs obligations* », c'est-à-dire assurer le paiement des intérêts et, à terme, le remboursement du capital, les créanciers exigent des taux d'intérêts d'autant plus élevés que la « confiance » est faible. Ainsi, les taux que doit payer la Grèce pour les intérêts d'une dette qui atteint 120 % de son PIB sont trois fois plus importants que ceux que paie l'Allemagne pour sa propre dette ! Cette spéculation sur le « manque de confiance » aggrave d'autant la charge de la dette. La spirale sans fin qui consiste à s'endetter toujours plus pour rembourser les emprunts précédents et assurer le fonctionnement de l'Etat s'emballe et conduit inexorablement à la faillite...

C'est donc bien parce qu'ils ont été de « bons élèves » de cette politique que la Grèce, l'Espagne, le Portugal sont menacés de faillite par l'endettement abyssal de leurs finances publiques et la spéculation qui les parasite. Et ils ne représentent d'ailleurs que la partie émergée de l'iceberg, si l'on en croit certains économistes qui ajoutent sur la liste le Royaume uni, le Japon, les Etats-Unis, la France...

Face à la menace, le premier ministre socialiste Grec, Papandréou, suivi par ses confrères espagnols et portugais, s'est empressé d'annoncer, avec l'espoir de « *calmer les marchés* », les mesures qu'il comptait prendre : imposer à la population une cure d'austérité, attaques sur les retraites, diminution du « *coût de l'Etat* » sous forme de démantèlement des services publics, de réduction des salaires des fonctionnaires...

Ces derniers ont réagi par milliers à cette provocation, criant dans la rue leur refus de payer la crise, dénonçant ceux qui en sont les seuls responsables, les banquiers et le gouvernement. Papandréou a par contre reçu le soutien politique appuyé de la Commission européenne, du FMI, de la BCE, des autres dirigeants européens, Merkel et Sarkozy en tête... Un Sarkozy d'autant plus prêt à appuyer Papandréou qu'il vient de lancer de nouvelles attaques contre les retraites, les services publics, les fonctionnaires, dans un même souci de faire payer à la population la dégradation des déficits publics.

Une comédie au sommet s'est mise en place, tout ce beau monde jouant aux docteurs au chevet d'un malade, annonçant qu'ils viendraient constater, sur place, l'avancement de la mise en œuvre des mesures d'austérité, s'assurer de la « *bonne volonté de la Grèce* », comme ils disent, confondant les classes dominantes responsables de la crise et les classes populaires qui en sont les victimes, à « *redresser la situation* »...

Mais cette comédie ne trompe personne. La situation de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal ne se résume pas à une simple affaire comptable qu'il s'agirait de combler en imposant de nouveaux sacrifices aux populations. Elle met en évidence la fragilité de l'Europe et l'impuissance de ses principaux dirigeants à sortir de l'impasse.

A cela s'ajoute, pour les milieux économiques et financiers, la crainte de la « contagion » de la contestation sociale et politique. Une crainte justifiée, car le germe de la contagion est bien présent partout, conséquence de la guerre de classe menée par la grande bourgeoisie et les gouvernements à son service pour maintenir les profits au détriment de la satisfaction des besoins les plus élémentaires des populations.

Les manifestations se succèdent en Grèce, aux cris de « *nous ne paierons pas pour leur crise...* », slogan universel dans lequel ne peuvent que se retrouver toutes les victimes des attaques des patrons et des gouvernements, salariés de Total Dunkerque occupant leur usine, enseignants et lycéens de la région parisienne en grève et dans la rue pour exiger l'embauche des personnels nécessaires à assurer leur service, salariés en lutte pour les salaires...

Patrons, gouvernements et économistes ont d'autant plus de raisons de s'en inquiéter que la « reprise » qu'ils nous annonçaient, même si c'est sans trop y croire, ne se produira pas.

On nous expliquait que la relance financée par les Etats n'était que provisoire, qu'elle consistait à remplacer la « *demande privée* » défaillante par de la « *demande publique* », le temps que la crise se calme et que la « *demande privée* » soit à nouveau en mesure de « *prendre la relève de la demande publique* ». Force est de constater aujourd'hui que la magie n'a pas opéré... Pire, la « *demande privée* » est d'autant moins prête à prendre la relève qu'elle est étranglée par la crise et des « remèdes » qui, de fait, l'aggravent.

Rien d'étonnant donc, comme le constatait récemment à la télévision Stiglitz, prix Nobel d'économie en 2001, à ce que, dans le prolongement de la crise financière et économique, nous entrions dans une phase de crise politique. La crise grecque en est un des symptômes. Mais elle touche l'ensemble de l'Europe, elle est la crise politique des classes dominantes, qui s'avèrent incapables de sortir leur système économique de la faillite à laquelle elles l'ont conduit.

Bien des économistes voient la crise comme un mécanisme qui aurait une logique indépendante des choix politiques, des rapports de force sociaux qui traversent la société. En réalité, la crise actuelle n'est pas le produit d'une fatalité, mais bien « *un moment de la lutte des classes* » pour reprendre l'expression de François Chesnais. Elle trouve ses racines dans la mondialisation, c'est-à-dire dans cette guerre de classe globale menée pendant trois décennies par la grande bourgeoisie internationale pour restaurer ses profits en mettant en concurrence les salariés du monde entier. Et elle n'a pu atteindre le niveau de nuisance, la capacité de destruction qu'elle manifeste aujourd'hui que, pour une grande part, parce que la classe ouvrière est restée désarmée, paralysée par la participation directe des partis gouvernementaux de gauche à l'offensive, et la passivité, sinon la complicité, des confédérations syndicales. Et l'évolution de la crise dépend de comment vont évoluer les rapports de force sociaux, de comment va évoluer la lutte des classes.

C'est pourquoi la contestation sociale qui s'exprime aujourd'hui, contribuant à aggraver la crise politique patente que

vivent les classes dominantes, n'est pas simplement la manifestation légitime de la colère des victimes d'une société inégalitaire et discriminatoire, à laquelle nous pourrions nous contenter d'exprimer notre solidarité et d'apporter notre aide. Elle constitue avant tout la base à partir de laquelle peut se constituer la seule alternative politique capable de mettre fin aux nuisances du capitalisme, de sortir de la crise.

Nous avons besoin de comprendre comment évolue la crise, comment, à travers cette évolution, se remodèle l'Europe, car c'est de cette évolution que naissent les conditions nécessaires pour qu'émergent les réponses du monde du travail. Et il est tout aussi important de voir comment nous pouvons contribuer à transformer cette révolte sociale dispersée, atomisée, mais bien réelle, en force politique consciente, organisée, opposant fermement au programme de classe de la bourgeoisie et de ses serviteurs, son propre programme de classe.

Une de nos tâches essentielles, pour que se constitue une véritable unité politique des salariés, de la population laborieuse dans son ensemble, est de mener partout, dans les luttes, dans la campagne électorale qui commence, sur les lieux de travail, les débats autour de la constitution d'un tel programme et des moyens de l'imposer, collectivement.

Ce programme doit bien évidemment porter les revendications les plus légitimes de chacun : des revenus suffisants pour vivre, comme le demandent les salariés en lutte pour leurs salaires ; l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous comme le défendent les salariés en lutte contre la fermeture de leur usine ; suffisamment de moyens pour travailler dans de bonnes conditions comme l'exigent les enseignants et les lycéens, les hospitaliers, tous les salariés des services publics...

Ce programme ne sera cohérent que s'il n'hésite pas à mettre en cause les fondements même du capitalisme. A commencer par l'expropriation des financiers dont les pratiques menacent de ruine des Etats entiers, la mise des activités financières sous le contrôle démocratique de la population, sous la forme d'un système bancaire unique et centralisé.

L'anarchie financière, le chacun pour soi pourvu que ça rapporte, les Etats qui ont renoncé depuis longtemps à s'opposer à la spéculation privée, mais qui, bien au contraire la favorisent et la financent... font écrire à un éditorialiste des *Echos* que « *la finance publique est revenue au Moyen-âge* », au temps où les rois confondaient les finances publiques avec leurs finances personnelles, menant leurs Etats à la faillite. Il explique que c'est en imposant son propre contrôle démocratique, par la révolution, en Angleterre puis en France, que la bourgeoisie mit fin à cet état de fait. Provisoirement... car quelques siècles plus tard, c'est la bourgeoisie elle-même, celle des grands actionnaires industriels et financiers qui, au déni de toute démocratie, faisant des ressources publiques l'objet de ses spéculations privées, conduit le monde à la faillite...

Pas d'autre solution que d'imposer, à notre tour, notre contrôle démocratique sur la finance !

Daniel Minvielle

[**retour à l'introduction - au sommaire**](#)

Le tournant grec

Débat révolutionnaire n°24 du 19 mars 2010

Une nouvelle grève générale a paralysé la Grèce jeudi 11 mars, et toute notre solidarité va aux dizaines de milliers de manifestants qui sont descendus dans les rues de plusieurs villes crier leur refus du nouveau plan d'austérité annoncé par le premier ministre, Papandréou, pour «rassurer les marchés» et répondre aux exigences des gouvernants de l'Union européenne.

Invoquant la nécessité d'économiser 4,8 milliards d'euros et de ramener le déficit public de 12 % à 8 % du PIB, ce plan est une attaque d'une ampleur sans précédent que le gouvernement socialiste grec, élu il y a quelques mois sur la promesse qu'il ferait payer la crise à ses véritables responsables, aux plus riches, porte aujourd'hui contre les travailleurs et la population.

Parmi les mesures les plus iniques, l'augmentation de la TVA de 19 à 21% est sensée dégager un supplément fiscal de 1,4 milliards d'euros, au prix d'une augmentation des denrées les plus indispensables. A cela s'ajoutent une réduction de 10 % du salaire des fonctionnaires, une augmentation de la taxe sur le carburant, du prix des cigarettes et de l'alcool, un gel des retraites, une réduction des primes de vacances versées aux fonctionnaires...

Quand l'Union européenne «soutient» Papandréou... contre la population grecque

Merkel et Sarkozy ont félicité Papandréou et l'ont assuré de tout leur soutien. Les institutions européennes ont fait de même : «*Grâce à un plan très ambitieux et des mesures de consolidation fiscale, la Grèce est maintenant sur les rails pour atteindre l'objectif de 4 % de déficit en moins*»... (Olli Rehn, Commissaire européen aux affaires économiques et monétaires).

Depuis le début de la crise grecque, les dirigeants de l'Union européenne, en lui refusant toute aide financière ont fait pression sur Papandréou pour que ce soit la population grecque qui paye la facture.

Cette pression semble s'être un peu relâchée ce début de semaine. Lors d'une réunion de l'Eurogroupe (réunion des ministres des finances de la zone euro), la mise en place d'un «plan» pour aider financièrement la Grèce a été discutée.

Pas question, bien entendu, de s'en prendre aux racines du mal, autrement dit à la dette elle-même et aux mécanismes spéculatifs qui s'en nourrissent. Tout ce qui est sorti de l'Eurogroupe, c'est l'éventualité, si la Grèce le demande, de prêts bilatéraux : tel ou tel Etat pourrait emprunter pour lui prêter de l'argent...

Cela peut réduire certes quelque peu les taux d'intérêts que la Grèce est obligée de payer pour sa dette. Mais cela ne change rien sur le fond. Elle reste enfermée dans la spirale sans fin de la dette : emprunter toujours plus pour pouvoir faire face aux échéances. Et continuer à faire payer aux travailleurs et à la population une facture de plus en plus lourde...

L'abandon des finances publiques aux banques

La propagande d'Etat des pays les plus riches d'Europe tente de faire passer la crise grecque pour la conséquence d'une politique «laxiste», de façon parfois nauséabonde. Tel ce mot d'un député libéral allemand, justifiant les réticences de l'Etat allemand à accorder une aide financière à la Grèce : « *on n'aide pas un alcoolique en lui donnant encore une nouvelle bouteille d'eau de vie* »...

Mais ces propos méprisants et xénophobes ne peuvent masquer la réalité : la situation désastreuse des finances publiques grecques trouve ses origines, comme celle des autres pays européens, dans la politique menée depuis des décennies par les gouvernements pour transférer, à travers les caisses de l'Etat, toujours plus d'argent des poches des travailleurs et de la population dans les coffres des financiers.

Ce phénomène s'est accéléré avec la crise, par les milliards dépensés par les Etats pour «secourir» le système financier. Et alors que les banques se sont refaites une santé sur les fonds publics, elles jouent maintenant une partie de cet argent en spéculant sur la dette des Etats les plus fragiles, leur imposant, pour se procurer les sommes dont ils ont besoin, des taux d'intérêts d'autant plus exorbitants. C'est ainsi que la Grèce doit payer des intérêts à 6 % là où les marchés n'en exigent que 3 % de l'Allemagne.

Le résultat est que la Grèce, prise dans un cercle vicieux, se trouve condamnée à lancer un nouvel emprunt de 53 milliards d'euros en 2010, dont 20 milliards serviront dès avril et mai, à assurer le refinancement de sa dette.

Si l'on en croit les dirigeants de l'Union européenne, le «*plan très ambitieux*» de Papandréou devrait suffire à restaurer un certain niveau de confiance des spéculateurs, et du même coup, réduire l'importance de leurs attaques. Mais rien n'est moins sûr, comme l'avoue implicitement Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, à la sortie de la réunion de lundi : « *Si nous devons avoir l'impression que les marchés ne réagissent pas de façon adéquate (aux mesures d'austérité grecques), nous agirions. Mais nous pensons que cela ne sera pas nécessaire* »...

Comme si le fait de fournir des «garanties de paiement», que cela vienne de la politique d'austérité que Papandréou veut imposer à la population ou de la promesse d'un «plan» de l'Eurogroupe n'était pas, tout au contraire, un encouragement donné aux spéculateurs, un garantie, par les Etats les plus riches d'Europe, qu'ils peuvent impunément continuer à prélever leur dîme, sans craindre de tout perdre dans la faillite de leurs débiteurs !

Une manne pour les spéculateurs, avec la bénédiction des Etats

Et de fait, il n'est pas question, pour les gouvernements, de remettre en cause les intérêts de ceux qui se cachent derrière les «marchés obligataires», ni de freiner un tant soit peu leurs appétits. Pourtant, les spéculateurs qui vampirisent la Grèce sont bien connus : si la banque américaine Goldman Sachs est en tête de peloton, une bonne part des 227 milliards d'euros de la dette grecque est détenue par les banques françaises et allemandes, dont la Dresdner Bank et le Crédit Agricole qui se partagent à eux deux 30 % du total...

La dette de la Grèce, avec ses 227 milliards d'euros, n'est que la partie émergée de l'iceberg. La dette de la France dépasse 1 500 milliards d'euros. Les sept pays du G7 (États-Unis, Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, France, Canada et Italie) cumulent 22 000 milliards d'euros de dettes, dont 12 000 milliards pour les seuls Etats-Unis. Et si la dette grecque est de l'ordre de 120 % du PIB, les pays du G20, pour lesquels ce rapport dépassera cette année, en moyenne, 100 %, ne sont guère mieux lotis...

La dette publique constitue, pour le capitalisme financier, un moyen garanti de s'assurer des profits réguliers, aux frais de l'Etat. A charge, pour ce dernier, de se procurer les ressources nécessaires à faire face aux échéances par les «économies sur l'Etat», la casse des services publics, et les impôts et taxes de toute sorte qui frappent les populations laborieuses, tandis que les plus riches disposent d'une multitude de combines pour s'en protéger. En France, en 2008, alors que la dette était de l'ordre de 1350 milliards, 54,6 milliards d'euros ont été payés en intérêts. Une somme équivalente aux sommes perçues par l'Etat au titre de l'impôt sur le revenu, qui est passée, par la magie de la dette publique, de la poche des contribuables dans celle des créanciers des administrations publiques ! Et cette dette ne cesse d'augmenter par le simple jeu des intérêts.

A cette extorsion directe d'une part toujours plus grande des richesses des pays, s'ajoute la spéculation sur ce que l'on appelle des «produits dérivés», dont les CDS (crédits défaut swaps), sorte d'assurance contre les risques de non paiement des dettes. Les financiers qui spéculent sur la dette des Etats s'assurent contre les risques de faillite ; les CDS qui en résultent font à leur tour l'objet d'une spéculation effrénée, l'occasion de faire très vite «de l'argent» pour peu qu'on les achète à bas prix et qu'on puisse les revendre plus cher, au gré des rumeurs sur la santé des finances publiques... Derrière

ces CDS, on trouve les *hedge funds*, fonds d'investissements à risque spécialisés dans la spéculation sur les «titres douteux»... Et derrière ces fonds spéculatifs, à nouveau, les grandes banques, dont, en bonne place, Goldman Sachs...

Tout le mécano spéculatif qui avait préparé l'effondrement financier consécutif à la crise des *subprimes* en 2007 est à l'œuvre aujourd'hui, cette fois sur la dette des Etats, et prépare une nouvelle bulle qui fait craindre un nouvel effondrement financier, une « *troisième crise, la vraie* », comme l'écrit *les Echos*.

Un tournant dans la crise...

On peut le mesurer, la Grèce, avec un déficit somme toute réduit relativement à celui des pays les plus riches, est loin d'être, comme l'en accusent les dirigeants de l'Union européenne, la menace centrale de l'équilibre de l'Europe et de la santé de l'euro.

La crise grecque est un symptôme, une première alerte. Elle marque un tournant dans la crise globalisée. La politique menée par la bourgeoisie et ses Etats pour «sauver» les banques de la crise de la «dette privée» qui a éclaté en 2007, débouche maintenant sur une crise de la «dette publique» qui, après la Grèce et les pays les plus fragiles, menace l'Europe dans son ensemble, et risque de s'étendre à d'autres pays de la planète.

Ce tournant dans la crise est aussi le signal d'une nouvelle offensive contre les travailleurs et les peuples. La politique défendue face à la crise grecque par les dirigeants européens, Merkel et Sarkozy en tête, en est une indication claire. L'Europe des pays riches, qui a distribué des milliers de milliards aux banques, aurait pu, sans aggraver outre mesure sa situation financière, mettre un terme aux attaques spéculatives contre la Grèce, mais aussi contre l'euro, en prenant à sa charge une partie de la dette grecque. Elle a choisi d'exiger de Papandréou qu'il tire ses ressources d'une nouvelle offensive contre les travailleurs et la population de son propre pays.

Les bourgeoisies européennes, confrontées à un nouveau développement de leur crise, ont décidé de mener une nouvelle offensive contre la classe ouvrière. Le premier épisode de cette offensive se joue en Grèce, mais elle se prépare partout en Europe. Des plans d'austérité similaires à ceux de Papandréou ont été annoncés en Espagne, au Portugal... En France, cette offensive prend la forme d'une nouvelle attaque contre les retraites...

C'est l'accentuation d'une politique pratiquée depuis des années, dans tous les pays. Une politique qui, en réduisant le pouvoir d'achat global de la population, a conduit à la récession chronique et à la crise. Et qui va forcément, en Grèce, en Espagne, au Portugal, comme dans tous les autres pays, peser d'autant sur les perspectives de reprise économique.

Face aux difficultés qui s'accumulent, il est clair que l'Union européenne n'apporte aucune réponse du point de vue des peuples. Elle essaie d'être une issue pour la bourgeoisie, mais c'est une issue qui génère une crise permanente, accentuée par la crise des Etats.

Ce début de semaine, la ministre du budget, Lagarde, demandait au gouvernement allemand d'utiliser les ressources dont il dispose, du fait d'une balance commerciale excédentaire, pour réorienter sa politique économique, afin de favoriser la «demande intérieure», et donner ainsi un débouché commercial aux produits des autres pays européens... Merkel y a répondu de façon musclée et arrogante : *«nous n'allons pas abandonner nos atouts au prétexte que nos produits sont peut-être plus demandés que ceux d'autres pays»*. Invitant avec arrogance les autres pays à *«s'aligner sur les Etats membres les plus rapides et les meilleurs, pas sur les plus faibles»*, elle n'hésitait pas à souhaiter *«une disposition dans le traité [UE] qui permette, en dernier recours, d'exclure un pays de la zone euro si les conditions ne sont pas remplies de façon répétée sur le long terme»*...

... qui exacerbe les contradictions

Ainsi, la crise grecque met en évidence la fragilité de l'Europe des capitalistes. L'Euro, monnaie sans Etat central, n'a aucun moyen institutionnel de lutter contre les attaques spéculatives qui le frappent tout comme elles frappent les «maillons faibles» de l'économie européenne. La concurrence, les divergences d'intérêt entre les bourgeoisies nationales s'opposent aux convergences politiques nécessaires à la mise en oeuvre de solutions communes face à la crise. Les différentes bourgeoisies européennes sont prises dans un dilemme, ou payer collectivement pour assurer la cohésion de l'Europe, en compensant, au moins partiellement, l'hétérogénéité économique des pays qui la composent, ou payer la facture, certainement bien plus lourde, d'une dislocation de l'Europe, du retour de la monnaie unique aux monnaies nationales... A moins que les interventions de Merkel, répondant à Lagarde et menaçant la Grèce, ne soient l'expression d'une troisième voie, celle d'une cohésion contrainte et forcée de l'Europe sous la houlette de l'Allemagne, présentée comme la seule force capable d'éviter, ou du moins de limiter l'éclatement.

Quoi qu'il en soit, les gouvernements des pays les plus riches, en particulier allemands et français, doivent en permanence concilier la préservation des intérêts immédiats de leur propre bourgeoisie et les perspectives du maintien de la cohésion de l'Europe et de sa monnaie. C'est une condition nécessaire, à défaut d'être suffisante, pour faire un minimum face à la concurrence des Etats-Unis et de la Chine.

Mais s'ils ont du mal à y parvenir, il y a au moins un point sur lequel ils s'entendent comme larrons en foire : celui de nous faire payer la crise en lançant une nouvelle offensive, dans toute l'Europe, contre les populations.

... et à laquelle seuls les travailleurs et les peuples sont en mesure de répondre

A cette offensive, il faut opposer une autre politique, celle de la défense des intérêts des travailleurs et des classes populaires. Les travailleurs Grecs, en descendant dans la rue pour dire leur refus des attaques dont ils sont l'objet, montrent la seule réponse possible.

Ce combat pour la satisfaction de leurs exigences les plus légitimes débouche sur la question du pouvoir. En élisant massivement, il y quelques mois, le PASOK de Papandréou, une partie de la population grecque pensait amener au pouvoir un parti qui pourrait constituer un rempart contre les effets de la crise. Ce «rempart» révèle maintenant sa véritable nature, en agissant avec une brutalité sans précédent, au service des financiers, contre la population. Il est clair aujourd'hui que seules, les luttes des travailleurs, leur organisation, peuvent non seulement mettre un coup d'arrêt aux attaques, mais aussi imposer des mesures qui s'en prennent réellement à la racine du mal, en nationalisant les banques, et en annulant la dette publique, c'est-à-dire en refusant de verser les intérêts de la dette à ceux qui spéculent sur les fonds publics, sur les besoins les plus élémentaires de la population.

A travers ces luttes, à travers l'organisation démocratique de population et des travailleurs, se construit le seul pouvoir capable de mettre un terme à celui de la bourgeoisie et de ses serviteurs, un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations.

Un tel Etat permettrait à la population de contrôler l'usage des fonds publics, de décider démocratiquement de leur utilisation, en fonction de ses besoins réels. Et il s'adresserait aux peuples d'Europe pour construire une solidarité des travailleurs contre la solidarité des rapaces.

Daniel Minvielle

[retour à l'introduction - au sommaire](#)

Mettre fin à la main mise des rentiers et des spéculateurs sur les fonds publics

Débat révolutionnaire n°26 du 14 avril 2010

Un jour, on apprend que la crise grecque du déficit est «*désamorcée*», le lendemain, que la «*confiance des marchés*» est en baisse, ou encore que, d'après un «*grand nombre d'experts*», le «*défaut de paiements*» de la Grèce est «*inévitable*»...

Ce yoyo médiatique traduit l'instabilité de l'humeur des spéculateurs occupés à tirer le maximum du trafic des titres de la dette grecque, entraînant aujourd'hui les taux à la hausse, se calmant le lendemain à l'annonce des «plans» décidés par l'Union européenne pour « *rassurer les marchés*»... Instabilité qui est une des manifestations de la crise des déficits qui, si elle touche au premier chef la Grèce, l'Espagne et le Portugal, menace en réalité un bien plus grand nombre de pays, y compris parmi les plus riches.

Une crise généralisée de la dette privée avait sonné, au début de l'été 2007, l'entrée dans la crise globalisée qui frappe l'économie mondiale. Presque trois années et des milliers de milliards d'aides des Etats à la finance internationale plus tard, nous voici devant une crise généralisée de la dette publique dont les perspectives d'évolution rendent totalement dérisoires les discours sur la « *reprise*».

Non contents de ne mettre en œuvre aucune des mesures qui s'imposeraient pour mettre un terme au jeu destructeur des spéculateurs, les gouvernements invoquent cette dette pour justifier une accentuation brutale de leur offensive contre les populations. La dette publique, tout comme aujourd'hui les déficits des caisses de retraite, sont présentés comme une maladie mystérieuse, dont on ignorerait les causes. Et, à défaut d'être capables de prendre le mal à la racine, il nous faudrait accepter d'ingurgiter une nouvelle dose de la potion sensée en calmer les effets, une nouvelle escalade de la régression sociale !

Mensonge d'Etat, pour tenter de masquer une réalité qui s'impose peu à peu : la dette, les déficits, la crise elle-même, n'ont rien d'une fatalité, ils sont le résultat d'une politique. Et les solutions pour y mettre fin sont simples. Elles passent par la contestation du pouvoir que les banquiers imposent à l'ensemble de l'économie, la nationalisation du système financier et bancaire, sa mise sous contrôle démocratique des travailleurs et de la population.

Une politique diamétralement opposée à la guerre de classe menée depuis des décennies par l'aristocratie financière internationale avec la complicité active des gouvernements pour s'approprier toujours plus des richesses produites par le travail, et qu'ils s'apprêtent à poursuivre de plus belle...

Faire payer les classes populaires «à n'importe quel prix»...

... c'est clairement la «*solution*» des classes dominantes, portée par la droite au pouvoir en Allemagne ou en France, par la gauche en Grèce, en Espagne et au Portugal. Zapatero vient de le dire dans un interview au *Financial Times* : «*D'ici les*

élections (générales en 2012), notre politique va être d'austérité et de réduction de coûts. Il n'y a pas d'autre solution.[...] Si nous devons faire plus de coupes (dans les dépenses) ou exiger plus d'austérité, nous le ferons [...] Nous devons être jugés sur la mise en place effective de tous les outils prévus par ce plan. Nous allons le faire, indubitablement, à n'importe quel prix... »

A la brutalité des attaques menées par les gouvernements contre la population de leur propre pays s'ajoute la prédation des pays riches sur les pays pauvres. L'«aide» que vient de concocter l'Union européenne pour la Grèce en est un bel exemple. Les pays européens sont disposés à lui prêter une trentaine de milliards au taux fixe de 5,3 % sur trois ans. Certes, ce taux est inférieur aux taux que le marché obligataire «libre» impose à la Grèce, et n'est pas soumis aux aléas de la spéculation. Mais c'est de l'argent que les Etats européens pourraient eux-mêmes emprunter à des taux bien inférieurs (de l'ordre de 1,5 % pour la France et l'Allemagne). En plus de se faire saigner à blanc par Papandréou pour garantir leurs intérêts aux vampires de la finance, les travailleurs grecs contribueront aussi à assainir le déficit budgétaire des Etats les plus riches ! Un scénario bien connu qui reproduit, à l'échelle de l'Europe, le mécanisme de l'exploitation des populations des pays pauvres par les banquiers des pays riches, par le biais de la dette et de l'«aide». Mécanisme dans la maîtrise duquel le FMI du socialiste Strauss-Kahn, lui aussi au chevet de la Grèce, s'est fait une sinistre réputation...

Les travailleurs des pays les plus riches ne sont pour autant pas oubliés, le déficit public abyssal servant de nouveau de prétexte, avec d'autres «trous», à de nouvelles offensives, comme celle des retraites en France.

Au delà de leur iniquité, ces mesures d'austérité qui frappent les populations et ces fausses «aides» sont une fuite en avant qui, au lieu d'éloigner la menace des faillites d'Etat, ne peuvent que l'aggraver. Et Zapatero aura beau, dans la presse de la haute finance internationale, multiplier les promesses de presser comme des citrons les travailleurs espagnols, il ne « rassurera » les spéculateurs... que pour mieux les inciter à poursuivre leur jeu.

Mais l'injustice criante et l'absurdité des plans qui frappent les populations tandis que les véritables responsables affichent des «résultats» insolents alimentent la colère et la révolte. Les discours que nous tiennent les dirigeants politiques depuis des mois que dure la crise apparaissent pour ce qu'ils sont : des mensonges destinés à lanterner le bon peuple, à masquer leur impuissance foncière à changer le cours des choses. Les manifestations en Grèce, mais aussi la crise politique qui frappe le pouvoir en France, avec un Sarkozy de plus en plus en difficulté et une droite de plus en plus divisée, en sont l'illustration. La question politique du moment est de donner des perspectives à cette révolte.

En finir avec le bouclier fiscal...

Le minimum serait, comme le défend actuellement le Parti socialiste, de mettre fin à l'injustice scandaleuse que constitue le bouclier fiscal. Ce cadeau fait aux plus riches, au patronat, est une des causes de l'aggravation des déficits publics, dans la mesure où cela diminue d'autant les ressources budgétaires dont l'Etat a besoin pour financer ses dépenses.

Mais outre le fait qu'il y a bien d'autres injustices dans le système fiscal, à commencer par la TVA qui taxe les plus pauvres, ceux qui dépensent toutes leurs ressources pour vivre, à hauteur de 20 % de leur revenus, en focalisant leur combat parlementaire sur le bouclier fiscal, les dirigeants du PS esquivent le fond du problème : mettre fin aux mécanismes qui autoalimentent la course en avant de l'endettement.

Et sur ce terrain, pas question, pour eux, de remettre en cause la nécessité pour l'Etat de rembourser ses dettes à des banques qu'il a récemment largement renflouées sur les fonds publics. Ni celle d'en faire payer les frais par la population, par le biais de l'impôt. Ils mèneront, s'ils reviennent aux gouvernes de l'Etat en 2012, avec la même brutalité si c'est nécessaire, la même politique que Zapatero, contre la population et au profit des classes possédantes. Car, pour eux non plus, « *il n'y a pas d'autre solution* ».

... taxer les transactions financières, modifier les statuts de la BCE, ...

La suppression du bouclier fiscal est aussi une des revendications du PCF, ainsi que d'autres mesures, mises en avant également pas les mouvements antilibéraux, comme Attac, telles la taxation de transactions financières, ou encore une modifications des statuts de la BCE, afin de lui permettre de prêter de l'argent à taux réduit aux Etats.

Il est certain que l'interdiction qui est faite à la BCE, comme aux autres banques centrales, de prêter de l'argent aux Etats, est une mesure favorable aux institutions financières privées auxquelles elle donne de fait le monopole de la dette publique. Elle leur assure ainsi, dans le cadre d'un «marché *obligatoire libre*» propice à toutes les spéculations, la possibilité de se nourrir en parasite sur les richesses de toute la société. Et elle transforme les gouvernements en jouets de leurs jeux spéculatifs, comme on peut le voir en direct en ce moment.

Mettre fin à ce monopole serait un pas important contre le pillage des richesses publiques par la finance. Mais encore faudrait-il que les moyens politiques envisagés pour mettre en œuvre de telles mesures ne soient pas en contradiction totale avec leurs objectifs ! Or la seule perspective politique que se donne actuellement la direction du PC, c'est le «projet» d'un «front populaire» pour «faire gagner la gauche en 2012», c'est-à-dire revenir au pouvoir avec le PS. Et elle fait semblant de croire qu'il lui sera possible, d'ici là, de convaincre ce dernier de prendre en compte, dans son programme, ce qu'elle présente comme une « idée nouvelle ». Comme si c'était faute d'« idées » que le PS avait activement contribué à mettre en place le monopole des banques sur la dette !

... ou permettre à la population de contrôler les fonds publics

Le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) pose le problème bien plus sérieusement. Dans un texte du 3 novembre 2009 intitulé « *Dette publique : quelle réponse ?* », l'auteur [1] conclut : « *Pour mener une politique monétaire profitable à la collectivité, encore faut-il que celle-ci s'approprie ses outils, en premier lieu en nationalisant (sans indemnités, ni rachat) et en plaçant sous contrôle la totalité du système financier et bancaire.*

Il faut aussi et surtout une mobilisation sociale de haut niveau pour les porter. Cette mobilisation sociale n'a de sens que si elle implique le contrôle citoyen et l'appropriation collective à tous les niveaux de ce que produit la société. Il en est de la dette publique comme de l'écologie : sans transformation sociale radicale de la société, pas de solution durable.

De ce point de vue, la dette publique est un bon exemple. Un audit citoyen de cette dette est nécessaire pour décider de la légitimité ou non de celle-ci et pour imposer, au cas fort probable d'une réponse négative, son annulation pure et simple.

Au CADTM, nous souhaitons que la mobilisation sociale s'empare de cette revendication : si la dette est publique, alors auditions-la publiquement, totalement et collectivement et décidons ensemble de son sort ! »

Nous ne pouvons qu'être pleinement d'accord avec cette perspective, qui suppose de rompre avec une politique qui, au fil des siècles, à érigé le mécanisme d'exploitation de la dette au rang d'élément central de l'extorsion des richesses collectives par la grande bourgeoisie financière.

Le principe de ce mécanisme n'est pas récent, et il y a bien longtemps que les usuriers capitalistes se nourrissent de la rente que constitue la dette des Etats, les conduisant parfois à la faillite. Mais le phénomène atteint actuellement des niveaux inégalés, il s'est globalisé et son développement sans contrôle menace maintenant de faillite l'ensemble du système.

Cette évolution ne doit rien à des « lois naturelles » contre lesquelles on ne pourrait rien. La délégation aux banques privées du monopole de la dette publique comme privée relève de décisions politiques qui n'ont rien de surnaturel, mais visent clairement à répondre aux intérêts des classes dominantes.

Pendant de nombreuses années, la Banque de France était placée sous le contrôle de l'Etat et avait, parmi ses missions, celle de consentir gratuitement des avances à l'Etat quand la situation l'exigeait. Cette mission lui a été retirée en 1973, avant qu'en 1993, sous la présidence de Mitterrand, le gouvernement Balladur ne décide de son « indépendance » et ne lui interdise « *d'accorder toute sorte de crédit au Trésor public ou à tout autre organisme ou entreprise publics, de même que l'acquisition de titres de leur dette* »...

Mitterrand et Balladur préparaient ainsi son intégration au Système Européen de Banques Centrales, créé avec la BCE en 1998 sous l'égide des duettistes Chirac-Jospin, et dont les statuts précisent : « *Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des Etats-membres, [...] d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes et entreprises publics des Etats membres ; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite* ».

Ces lois, en accordant aux banques le monopole du crédit public, leur donnent le pouvoir de fabriquer la « monnaie de crédit », celle qui sert aux échanges sous la forme de chèques, d'échanges électroniques...

Contrairement à ce que l'on peut croire, l'argent que prêtent les banques ne provient pas de l'argent déposé par les clients, sous forme d'épargne ou de comptes courants. Il y a bien longtemps que les sommes accumulées dans les dépôts sont incapables de couvrir, et de loin, la masse des prêts accordés par une banque. Lorsqu'une banque accorde un crédit à un individu, une entreprise ou un Etat, elle réalise simplement des opérations d'écriture comptable, ce qui revient à créer, à partir de rien, une quantité équivalente de « monnaie de crédit ». Il s'agit, en quelque sorte, de fausse monnaie, mais fabriquée avec l'accord de l'Etat...

Le monopole du crédit se transforme ainsi en monopole de la fabrication, par les banques privées, d'une part considérable de la monnaie qui circule dans les échanges commerciaux. On estime que seulement 7 % de la masse monétaire circulant est constituée des billets de banque et des pièces, dont la production reste sous le contrôle des banques centrales. Le reste, 93 %, est constitué de la monnaie de crédit, produite par les banques privées. Telle est la réalité du soi-disant monopole de la création monétaire que détiendraient les Etats par le biais des banques centrales...

Il n'y a pas d'autre limite à la création de monnaie de crédit par les banques que la perspective d'en retirer un gain, sous forme d'intérêt, autrement dit que la solvabilité présumée de l'emprunteur. Mais ces intérêts, eux, ne sont tombent pas du ciel. Ils viennent des richesses bien réelles produites par le travail humain : partie des revenus, s'il s'agit d'un emprunteur privé ; partie des profits extorqués par l'exploitation, s'il s'agit de la dette d'une entreprise ; partie des impôts payés par la population, s'il s'agit d'une dette publique.

Donner à une poignée de grands actionnaires la possibilité de capter une part toujours plus grande des véritables richesses produites par le travail humain en prêtant, contre intérêt, de la monnaie fabriquée à partir de rien, voilà la véritable motivation des dirigeants politiques, de droite comme de gauche, lorsqu'ils ont accordé aux institutions financières privées le monopole du crédit.

« *L'Etat, c'est moi* », aurait répondu Louis XIV à un membre du Parlement qui lui parlait de « *l'intérêt de l'Etat* »... « *L'Etat, c'est nous* » pourraient dire aujourd'hui, non sans raison, les grands financiers. Car on est bien en présence d'une véritable privatisation de l'Etat, avec des gouvernements réduits au rang de commis d'une aristocratie financière totalement parasitaire qui, par sa course folle au profit, conduit l'ensemble de l'humanité à la ruine.

S'en prendre aux racines du mal de la crise des déficits, tout comme à la véritable cause des « trous » des caisses de retraite ou de sécurité sociale, impose de mettre fin à la main mise des rentiers et des spéculateurs sur l'ensemble du système financier, sur les fonds publics, sur l'Etat lui-même.

Cela passe nécessairement par l'expropriation des grands actionnaires des banques et autres institutions financières, leur nationalisation et leur placement, ainsi que les fonds publics, sous le contrôle démocratique de la population.

Il y a un siècle, le patron américain de l'automobile Henry Ford écrivait : « *Il est une chance que les gens de la nation ne comprennent pas notre système bancaire et monétaire, parce que si tel était le cas, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin* ». Il serait cruel de le faire attendre plus longtemps...

Daniel Minvielle

[1] <http://www.cadtm.org/Dette-publique-quelle-reponse>

[retour à l'introduction - au sommaire](#)

Contre les prédateurs de la finance et les Etats, refuser de payer la dette

Débat révolutionnaire n°28 du 14 mai 2010

«*C'est une fusée de protection à deux étages que nous venons de lancer*» se vantait la ministre Lagarde après la décision prise, dans la soirée de dimanche, par l'Union européenne, la BCE et le FMI d'un «Fonds d'assistance financière» de 750 milliards d'euros destiné à «sauver» l'économie européenne.

Ce plan, élaboré dans l'urgence, est sensé répondre à une semaine d'aggravation brutale de la crise des déficits : chute continue de l'ensemble des Bourses mondiales, redoublement des attaques spéculatives contre la dette grecque, portugaise, espagnole, chute de l'Euro, menace d'une nouvelle crise du crédit...

Il consiste en un fonds communautaire de 60 milliards d'euros, «*mobilisable à très court terme afin de venir en aide à un pays en difficulté*», auquel s'ajoute une garantie de 440 milliards d'euros de la part des Etats membres de la zone euro et de quelques autres pays comme la Suède et la Pologne, «*afin de constituer une nouvelle entité capable de lever des fonds sur les marchés financiers pour ensuite acheter de la dette publique de pays fragilisés*». Le FMI, pour sa part, interviendra à hauteur de 250 milliards d'euros, dans les mêmes conditions.

Le plan s'accompagne d'une décision présentée comme historique de la BCE : elle pourra désormais racheter de la dette publique et privée sur les «*marchés secondaires*» pour venir au secours de titres qui feraient l'objet d'attaques spéculatives mettant en danger l'ensemble du système...

Les gouvernements, relayés par toute une partie de la presse et d'économistes aux ordres, nous ont présenté leur plan comme un acte de guerre contre les «marchés»... Pour Lagarde, «*Le pavé qu'on jette, c'est 500 milliards, avis aux marchés !*». «Pavé» que les «marchés» ont pris pour ce qu'il est : une garantie donnée aux spéculateurs que les Etats européens ne les laisseront pas tomber en cas de faillite de certains d'entre eux. Le signal a été bien compris : lundi, dans toutes les Bourses, c'était l'euphorie, les hausses atteignaient des records, l'Euro remontait, les taux de la dette grecque étaient divisés par deux...

Mais personne ne peut être dupe de la mise en scène. Sous les oripeaux dont elle voudrait se déguiser, c'est un pas de plus dans la mise en œuvre de la même politique de soutien aux banques qui prévaut depuis le début de la crise en 2007, et qui s'accompagne, comme toujours, de son symétrique, l'accélération brutale des plans d'austérité contre les travailleurs et les populations, présentés comme un autre moyen de «rassurer les marchés», en réduisant les déficits publics. L'accord passé dimanche soir prévenait : toute l'Union européenne doit s'engager à «*prendre les mesures nécessaires pour accélérer l'assainissement et assurer la viabilité des finances publiques*»... Moins d'une semaine plus tard, l'annonce de nouvelles mesures de rigueur au Portugal, en Espagne, et bien ailleurs, font la une !

L'expérience de ces dernières années a pourtant largement établi que cette politique conduit inexorablement à une aggravation de la récession et prépare de nouveaux effondrements financiers et boursiers. Mais Merkel, Sarkozy, Strauss-Khan et leurs amis, en fidèles représentants des intérêts du monde de la finance, n'ont pas d'autre politique à mettre en œuvre que cette fuite en avant aveugle qui conduit toute la société dans le mur.

La seule perspective qui offre une issue à la crise, c'est celle qui est portée par les travailleurs et la population grecque, qui s'opposent frontalement, par la grève générale, par les manifestations massives, à la logique destructrice que cherchent à leur imposer les classes dirigeantes européennes. «*Une guerre longue a commencé*» affirmait une participante aux manifestations de mercredi. Cette guerre, c'est celle que doivent mener les travailleurs, les classes populaires européennes pour la défense de leurs propres intérêts, pour mettre un coup d'arrêt aux attaques. Une guerre qui conduit nécessairement à poser la question du pouvoir, de qui contrôle cette société.

Le mythe des «marchés»

On nous parle des marchés comme s'il s'agissait d'entités surnaturelles, aux comportements mystérieux et imprévisibles, capables de se comporter comme des prédateurs sans pitié un jour, et le lendemain comme des victimes se réfugiant sous le giron de ces mêmes Etats qu'ils ont attaqués la veille... Alors, pour les calmer, il n'y aurait pas d'autre solution que de les «rassurer», en les gavant de milliards que l'on n'aurait pas d'autre choix que de prendre dans les poches des classes populaires...

C'est une foutaise destinée à endormir le bon peuple. Les détenteurs des titres de la dette des Etats sont des institutions financières parfaitement identifiées, banques, compagnies d'assurances, fonds de placements financiers (hedge funds). Les investisseurs qui se partagent la dette grecque, par exemple, sont pour 29 % grecs, 23 % britanniques, 11 % français, 9 % allemands, 3 % américains. Il s'agit, pour moitié, de fonds de placements et à 45 %, de banques privées. En tête des banques françaises *«les plus exposées au risque de la dette grecque»*, selon la formule de la presse : BNP Paribas (5 milliards d'euros), Société Générale (4,8), Crédit Agricole (3,5)... Et si l'on prend en compte les filiales grecques de ces dernières, le Crédit Agricole bat tous les records, avec un total de 30 milliards d'euros...

Quant au fonctionnement du marché de la dette, à ses objectifs, ils sont parfaitement connus. En empruntant auprès d'institutions financières privées l'argent nécessaire au financement de leur fonctionnement, les Etats assurent aux actionnaires de ces institutions, sous la forme des intérêts, un flux continu et garanti de richesses qui proviennent essentiellement des ressources des impôts.

Ces emprunts se font sous forme d'émission par les Etats de «titres de dette» qui représentent une part de la somme totale empruntée. Ces titres sont vendus sur des marchés financiers spéciaux et leurs détenteurs se partagent les intérêts de la dette. Ces titres font eux-mêmes l'objet d'échanges sur des marchés dits «secondaires», pour le bonheur de spéculateurs, qui sont, comme on l'a vu, de grandes institutions financières. D'autres «produits financiers», tels des titres d'assurance contre les risques de non solvabilité des créanciers, viennent s'y greffer, alimentant la mécanique spéculative, l'opacité du système, et contribuant à la dissémination de titres dont personne ne peut savoir avec certitude quelle valeur réelle ils représentent.

L'aspect irrationnel du comportement des marchés, leur opacité, l'euphorie, l'agressivité ou la panique qui peuvent les agiter n'ont rien de surnaturel. Ils sont la conséquence naturelle de la politique d'une aristocratie financière qui ne se soumet qu'à une «loi», celle du profit immédiat.

«Crise systémique», la faillite d'une politique de classe...

Sarkozy présentait dimanche soir le plan européen comme une «réponse systémique» à ce qu'il appelait une «crise systémique»... Cette «crise systémique», c'est avant tout la faillite d'une politique de classe dont l'essentiel consiste à organiser le transfert d'une part toujours plus grande des richesses produites par le travail, des poches des travailleurs vers les coffres d'une minorité de parasites.

A l'endettement public, qui constitue un élément central de ce mécanisme, il faut ajouter une fiscalité particulièrement inique, qui frappe proportionnellement bien plus les classes populaires que les riches. En France, par exemple, en 2009, les intérêts de la dette publique payés aux banques et aux fonds de placement se sont élevés à 43 milliards d'euros alors que les recettes de l'impôt sur les sociétés n'étaient que de 35 milliards. Ceux qui prêtent de l'argent à l'Etat et récupèrent les intérêts sont les mêmes qui bénéficient d'exonérations et autres boucliers fiscaux... Enfin, s'ils en profitent pour les accentuer, les Etats n'ont pas attendu la crise pour mener des attaques en règle contre les services publics, la protection sociale et de santé, la législation du travail, les retraites, les emplois dans la fonction publique...

Fuite en avant de la dette publique, fiscalité inique, «économies sur l'Etat» sont les facettes d'une même politique menée par les gouvernements pour siphonner les richesses publiques vers les banques. Une façon, pour la grande finance internationale, de se soumettre les Etats, de privatiser les ressources publiques.

Mais c'est aussi un mécanisme pervers, qui conduit dans le mur.

Le recul organisé des ressources globales de la population réduit d'autant les ressources de l'Etat, tout comme elle entretient une situation de récession économique chronique. Cette diminution des ressources publiques alimente un déficit chronique qui fait que seuls de nouveaux emprunts peuvent permettre de payer les intérêts de la dette existante... On est dans un cercle vicieux qui fait que la dette grossit sans cesse. En France, elle est passée de 1200 à quelque 1500 milliards d'euros en 2007 une augmentation de presque 30 %, due pour une bonne part aux milliards des plans d'aide servis par Sarkozy aux banques et aux grandes entreprises.

... qui persiste et signe

Ce plan européen concocté dimanche sous l'égide de Merkel-Sarkozy et sous la pression d'Obama, ne présente en aucune façon la moindre solution pour sortir de la spirale infernale de l'endettement et de la régression sociale et économique. Bien au contraire. Il s'agit, pour le «fonds d'assistance financière», non pas de se substituer aux marchés, mais de *«lever des fonds sur les marchés financiers pour acheter de la dette publique de pays fragilisés»*.

Autrement dit, les 500 milliards que l'Union européenne se prépare à mettre en jeu pour «sauver» l'Europe de la crise des

déficits... contribueront à accentuer l'endettement des Etats ! Pour la France, il s'agit d'une somme de 90 milliards qui viendront s'ajouter aux 120 milliards déjà empruntés par l'Etat depuis le début de l'année...

Avec cet argent, le fonds se prépare donc à «*acheter de la dette publique de pays fragilisés*». Pour certains journalistes, cela voudrait dire que le fonds pourrait prêter directement de l'argent aux Etats, en leur achetant directement les titres au moment de leur émission. Cela permettrait effectivement, à défaut d'atténuer leur dette, de mettre les «*pays fragilisés*» à l'abri de la pression des spéculateurs. Mais il peut aussi «*acheter de la dette*» sur les marchés secondaires... Ces marchés secondaires, justement, dans lesquels s'échangent les titres entre banques, entre spéculateurs. C'est sur ces marchés que se trouvent les titres toxiques, risquant de perdre toute valeur du fait des risques de faillite des «*pays fragilisés*». En se préparant à intervenir sur ces marchés, les dirigeants européens mettent en place un dispositif destiné avant tout à racheter aux banques, aux frais de l'Etat, des titres qu'elles ont accumulées dans leur boulimie spéculative, qui finissent par perdre toute valeur, et qui sont devenus impossibles à refourguer à une autre spéculateur.

La décision «historique» de la BCE de se donner le droit d'acheter désormais de la dette publique et privée n'a pas d'autre sens, puisque qu'elle a choisi de limiter son intervention à ces mêmes marchés secondaires.

La véritable fonction du «fonds d'assistance financière» est là : non pas dans l'assistance aux «*pays fragilisés*», mais dans le soutien, sur les fonds publics, d'institutions financières menacées par les faillites qu'elles ont elles-mêmes préparées.

La «réponse systémique» de l'Union européenne de Merkel et Sarkozy s'inscrit donc dans la droite ligne de la politique menée par les principaux gouvernements, en 2008, pour faire face à la crise financière déclenchée par l'effondrement de la bulle de la dette privée. Elle est de même nature que le plan de 700 milliards de dollars concocté alors par le secrétaire d'Etat US aux finances, Paulson, pour débarrasser les banques des titres toxiques qu'elles avaient accumulés, en les rachetant sur les fonds publics. Et comme ce dernier, elle ne peut que conduire à la récession, à de nouveaux effondrements boursiers et financiers.

Quant aux économies que prétendent réaliser les Etats grâce aux plans d'austérité qu'ils sont en train d'imposer à leur population, elles ont peu de chance d'aboutir à «*accélérer l'assainissement et assurer la viabilité des finances publiques*». Car même si elle y parvenait, même partiellement, ce serait au prix d'une récession, conséquence inévitable de la baisse globale du pouvoir d'achat des populations du fait des plans d'austérité. Selon *les Echos*, en Grèce, «*la récession sera cette année plus grave que prévu, avec une chute du PIB de 4%, contre les 2 % annoncés encore il y a quelques jours.*» Une récession aggravée qui aura bien entendu pour conséquence une baisse de ressources fiscales, autrement dit qui jouera contre «*l'assainissement*» des finances publiques.

Il est clair pour Sarkozy et Merkel, tout comme pour leur compère socialiste et patron du FMI Strauss-Khan, que les sacrifices imposés aux travailleurs grecs, portugais, espagnols, mais aussi des autres pays européens, ne pourront très probablement pas éviter la cessation de paiement de certains pays, et qu'un réaménagement de leur dette est inéluctable. C'est d'ailleurs à cette éventualité qu'ils se sont préparés, en mettant en place, préventivement, un «fonds d'assistance financière» qui épongera les pertes des banques tout en leur permettant de continuer leurs affaires.

Ce n'est pas l'espoir de résoudre le problème des déficits qui pousse les dirigeants européens à mener leur offensive. Confrontés à une crise politique sans précédent, à la contestation sociale, à leur incapacité à faire face à la faillite patente du système capitaliste, l'aristocratie financière et ses larbins gouvernementaux n'ont pas d'autre solution, à moins de renoncer, que d'affirmer leur domination en accentuant toujours plus leur exploitation sur les travailleurs et la population la plus pauvre.

Priorité à la défense des travailleurs !

La population grecque, en s'opposant massivement aux plans d'austérité à répétition imposés par son gouvernement sous la pression des dirigeants européens et des «spécialistes» du FMI, montre la voie : refuser de se laisser intimider, ne pas se laisser lanterner par leurs discours, affirmer que la priorité est à la défense des travailleurs...

A des degrés divers, les travailleurs et les classes populaires de l'ensemble des pays européens sont mis à la même enseigne, soumis aux mêmes attaques. La première urgence, face à la brutalité de ces attaques, est de s'opposer à la mise en œuvre des mesures des plans d'austérité.

Cela implique qu'ils apportent leur propre solution à la question de l'endettement public. Divers mots d'ordre, révocation, annulation, moratoire, sont discutés... Quoi qu'il en soit, il s'agit de refuser immédiatement de continuer à payer pour une dette dont il est de plus en plus clair qu'elle est un gouffre sans fin, et qu'elle n'a pas d'autre fonction que d'appauvrir la grande majorité au profit d'une poignée de parasites.

Refuser de payer la dette ne suffit pas, il faut aller plus loin. Nous citons, dans l'article précédent un extrait d'un texte du CADTM qui avançait l'idée d'un audit : «*Un audit citoyen de cette dette est nécessaire pour décider de la légitimité ou non de celle-ci et pour imposer, au cas fort probable d'une réponse négative, son annulation pure et simple*». Cette idée d'audit ne peut, bien évidemment, se concevoir dans le sens où l'entendent et le pratiquent les entreprises ou les institutions, sous forme de la délégation d'une mission à quelques spécialistes... tout en laissant le soin de régler les problèmes identifiés à d'autres. L'«audit» qu'il nous faut mener est d'une autre nature, radicalement différent. Plus justement qu'un *audit citoyen* qui se contenterait de faire un simple constat, il s'agit de mettre en place un contrôle le plus large, le plus démocratique, des travailleurs et de leurs organisations sur le fonctionnement des finances publiques et des institutions financières.

La mise en place d'un tel contrôle peut sembler extrêmement compliqué et utopique, mais cela n'est pas le cas. Car nos «spécialistes» des dossiers financiers et fiscaux, nous les avons : ce sont les travailleurs des banques et des services fiscaux. Ils ont directement accès à l'ensemble de ces dossiers, ce sont eux qui les traitent, quotidiennement. Collectivement, ils ont entre leurs mains tous les secrets de la finance... Et le travail qu'ils font aujourd'hui, sous le sceau du «secret bancaire» et au profit des patrons de la finance, ils peuvent le faire, quasiment du jour au lendemain et sans bouleversement technique majeur, au profit de la collectivité, et au grand jour.

Etablir le contrôle démocratique des travailleurs sur la finance n'est donc en rien un problème «technique». C'est un problème politique, un objectif tout à fait réaliste que doivent se donner tous ceux qui entendent trouver une issue anticapitaliste à la situation.

Il est bien évident qu'une telle incursion des travailleurs dans le domaine de la finance remet directement en cause le pouvoir sans limite qu'impose l'aristocratie financière à l'ensemble de la société, par le biais des institutions politiques en place et des hommes et femmes politiques qui les servent. La lutte pour la défense des intérêts des travailleurs est inséparable de la question du pouvoir.

La tension qui traverse actuellement la situation politique, en faisant de plus en plus clairement apparaître les clivages de classe, met en évidence le rôle des partis institutionnels, leur fidélité aveugle aux intérêts des classes dominantes. En Grèce, en Espagne, au Portugal, ce sont des gouvernements de gauche qui mènent l'offensive. En France, si l'offensive est actuellement menée par Sarkozy, le PS, dont Strauss-Khan est un des candidats potentiels pour 2012, n'a pas d'autre programme, bien des travailleurs le savent.

Tout cela met en avant la nécessité, pour les travailleurs, de trouver leur propre réponse à la question du pouvoir, un gouvernement démocratique des travailleurs.

Une telle politique implique de ne pas craindre de rompre avec l'Europe de la BCE, l'Europe de la libre concurrence. Cette rupture ne constitue pas, en elle même, une solution, pas plus que les tentations protectionnistes, mais elle est un passage obligé vers une autre politique, s'adressant à l'ensemble des travailleurs européens, pour construire une autre Europe, celle de la solidarité des travailleurs et des peuples.

Daniel Minvielle

[retour à l'introduction - au sommaire](#)